

S
4/1/99

DATE DUE

SEP 29 1972 F			



ŒUVRES POLITIQUES

DE

EDGAR QUINET

Bruxelles. — Typ. de Fr. Van Meenen et Cie, rue de la Putterie, 33.

ŒUVRES POLITIQUES

DE

EDGAR QUINET

LA RÉVOLUTION RELIGIEUSE AU XIXe SIÈCLE
A EUGÈNE SUE, LETTRE SUR LA SITUATION RELIGIEUSE ET MORALE DE L'EUROPE
L'ENSEIGNEMENT DU PEUPLE

TOME PREMIER

BRUXELLES
FR. VAN MEENEN ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
RUE DE LA PUTTERIE, 33

1860

PRÉFACE.

Ce volume s'adresse aux obstinés qui se souviennent encore de cette vieille cause tant de fois désespérée et ruinée, jamais perdue, la liberté. Ils y verront quelques-uns des derniers efforts qui ont été faits pour la sauver.

Notre expérience a été sanglante. Puisse-t-elle profiter à d'autres!

Beaucoup de personnes nous prouvent chaqu jour, à nous, amis de la liberté, que notre temps est fini. Ils nous jettent en riant la dernière pelletée de terre. Je ne puis pourtant oublier que les principes contenus dans ces ouvrages ont acquis une évidence incontestable, au prix de ce que nous avions de plus cher.

Et lorsque j'entends les acclamations de l'Italie qui ressuscite, ne m'est-il pas permis de penser que j'ai soutenu sa cause, il y a trente ans, lorsqu'elle

n'était qu'une utopie aux yeux de presque tout le monde?

Quand on songe combien il a fallu peu d'années pour que l'histoire contemporaine soit faussée, tous les rôles intervertis, le silence et l'oubli répandus sur les actes les plus violents du siècle, on se demande ce que sont devenues la conscience et la mémoire humaine? Si le renversement des faits ne doit pas être irréparable, il est bon que les témoins de ces temps, revendiquent la part grande ou petite qui leur revient dans ce passé d'hier.

En voyant, comme il est déjà dénaturé, je crains que l'on ne nous accuse, un jour, de n'avoir pas fait parler assez haut la vérité. Mais pour être équitable, on dira qu'il ne s'est pas trouvé un seul endroit sur le continent, où la vérité ait pu être ouvertement et simplement publiée.

Une fois que le droit a été violé sur un point, il y a eu sur tous les autres, une ligue universelle pour empêcher la conscience de crier.

Si après la Saint-Barthélemy ou la Révocation de l'Édit de Nantes, il ne se fut pas trouvé un seul État où la vérité eût pu se produire, s'il y avait eu une complicité pareille pour empêcher la plainte,

que serait-il arrivé? La conscience humaineeût péri en ces temps-là, comme elle a péri dans le nôtre.

Depuis la chute de la liberté on nous accuse de ne pas être en joie et en liesse. On nous fait un crime *d'oser nous souvenir*. Il est vrai que nous avons l'audace de n'avoir pas perdu la mémoire ; nous poussons le ridicule jusqu'à nous souvenir de nos serments et de tout ce que les hommes avaient honoré jusqu'ici.

Le Droit a péri avec nous ; chaque jour démontre l'impossibilité de le rétablir sans nous.

Avec la conscience a été engloutie du même coup l'intelligence. On peut déjà se donner le plaisir d'observer l'espèce de maladie morale que la servitude a partout traînée après elle. Car la première chose que Dieu enlève aux hommes avec la liberté, c'est le bon sens. On dirait qu'ils sont enivrés d'un vin empoisonné qui leur ôte le discernement des choses les plus simples. Ils admirent tout dans le plus fort, principalement les coups qu'ils en reçoivent. Qu'il décide à son gré ; tout ce qu'il fait, est miraculeux ; et s'il change au même moment, c'est mieux encore. Va-t-il à droite? A merveille! A gauche? Prodigieux! Retourne-t-il à droite? Ho! oh! c'est du génie! — Donne-moi tes deux mains, que je les lie.

— Les voici. C'est pour mon bien. — Et tes pieds, que j'y attache les entraves. — Bon! c'est pour que je marche plus librement. — Maintenant, mets sur tes épaules ce joug à deux cornes de fer. — J'y suis. O dieux puissants! pourquoi ne l'ai-je pas toujours porté!

Ainsi de tous leurs raisonnements; et n'essayez pas de les en faire changer. Le ressort humain est faussé en eux; ce ne sont pas des paroles qui le redresseront. Comment de cette démence servile, ne naîtrait pas la servitude?

Lorsque dans l'ancien monde toute notion de liberté et de droit eût disparu, ceux qui en conservaient la mémoire, furent pris d'un grand dégoût de vivre. Ils échappaient à l'universelle flétrissure par le suicide. Rien de semblable ne s'est vu parmi nous, quoique peut-être l'occasion de mépriser ou de haïr n'ait manqué à personne.

Est-ce que nous sommes plus attachés à la vie? Est-ce que le regret de la dignité humaine est moins profond? Je crois plutôt que l'espérance de la justice a survécu chez nous à tous les démentis de la force.

E. QUINET.

16 mars 1860.

INTRODUCTION

AUX

ŒUVRES DE PHILIPPE DE MARNIX.

INTRODUCTION GÉNÉRALE

AUX

ŒUVRES DE PHILIPPE DE MARNIX.

I.

La Révolution Religieuse au Dix-Neuvième Siècle.

Depuis le jour, où ma bonne fortune m'a conduit à étudier la vie (1) de Marnix de Sainte-Aldegonde, et à

(1) Voir pour la vie de Marnix : *Fondation de la République des Provinces-Unies*, E. Quinet, Bruxelles et Paris 1854. — Voir les Œuvres de Philippe de Marnix, Bruxelles 1857.

Ne voulant pas répéter ici ce que j'ai dit dans l'ouvrage que je viens de citer, je me contente d'y renvoyer le lecteur. Pour achever d'acquitter ma tâche envers Marnix, il me restait à montrer com-

entrer en commerce avec cet esprit héroïque, j'ai travaillé à faire revivre ses œuvres à peu près ensevelies sous trois siècles de persécution, d'oubli, ou d'ingratitude. Outre qu'il était juste de rendre à la lumière cet homme de lumière, il me paraissait utile de tirer cette figure de l'oubli dans les temps de silence et de ténèbres morales où nous vivons plongés. Car il est alors d'un bon exemple de montrer que ceux qui ont combattu pour la vérité surgissent quelquefois du tombeau à la face de leurs ennemis.

En voyant que les morts d'il y a trois siècles sortent armés et vivants du sépulcre, tout homme de conscience doit être rassuré sur sa propre mémoire; et les méchants dorment moins tranquilles.

Grâce au concours que j'ai rencontré parmi des amis éclairés de la dignité humaine, mon projet a pu se réaliser.

Voici pour l'honneur de la Belgique le monument de son grand citoyen, du premier de ses écrivains. Un proscrit relève la mémoire d'un proscrit. Je place sous l'égide de la Constitution Belge le monument exhumé

bien sa pensée s'adapte encore aux nécessités de notre siècle. Car c'est le caractère des œuvres durables qu'elles apparaissent toujours, comme une actualité, à quelque moment qu'on les retrouve.

Le vrai moyen de prouver que les œuvres de Marnix sont vivantes, c'est de les rattacher à des questions vivantes et pratiques. J'ai voulu marquer ainsi ces œuvres du sceau de notre temps; je le fais aujourd'hui en m'abstenant d'entrer dans les affaires d'aucun état en particulier; il me suffit de rester au centre de l'esprit général de notre époque.

de l'un des héros de la liberté civile et religieuse.

Tout ce qui peut intéresser des esprits libres, les hommes de notre temps le trouveront dans les œuvres françaises et flamandes de Marnix. Ceux-là même qui ne cherchent que le plaisir de l'esprit admireront dans ces pages la robuste diction du XVIe siècle, jointe au coloris, à la fougue, à l'imagination d'un peintre et d'un poëte; et soit qu'ils veuillent tirer de ces qualités éminentes un grand et juste titre de gloire pour leur pays, soit qu'ils en rapportent l'honneur à la langue française, ils auront un ample sujet de considérations littéraires dans la comparaison de la langue de Marnix avec celle de Montaigne, de Rabelais et de d'Aubigné.

Mais ce n'est pas seulement un homme de style, un artisan de la parole que nous rendons au public, et il y aurait peu de justice à ne l'envisager que par cet endroit où pourtant il excelle. C'est par-dessus tout un athlète de la vérité, un destructeur du mensonge; voilà les vertus pour lesquelles j'ai travaillé assidûment à sa résurrection.

C'est ici le triomphe de la vérité et de la sérénité humaine sur les masques et les épouvantements de l'Église de Rome. Que personne n'y soit trompé. Marnix n'a pas voulu seulement, à l'exemple d'autres écrivains, discuter cette église comme un point littéraire. La lutte est sérieuse et à outrance. Il s'agit ici non seulement de réfuter le papisme, mais de l'extirper, non seulement de l'extirper, mais de le déshonorer, non seulement de le déshonorer, mais comme le voulait l'ancienne loi germaine

contre l'adultère, de l'étouffer dans la boue. Tel est le but de Marnix. Voilà pourquoi après la dialectique la plus forte, la plus savante, la plus lumineuse, il étend l'opprobre sur le cadavre qu'il traîne et ensevelit dans le grand cloaque de Rabelais.

Ne cherchez donc point ici les capitulations de notre temps. C'est un livre non de ruse mais de véracité, sans merci et sans quartier. Si vous voulez être abusé, ne le lisez pas. Ce qu'il vous promet, il vous le donne. Pour quiconque l'aura lu jusqu'au bout, le dogme catholique aura disparu de fond en comble. Il restera l'emplacement d'une vieille Église rasée, abandonnée aux sifflements et aux ricanements des vents, une dernière forme du paganisme mis à nu, une mythologie restaurée et soudain renversée, les débris épars d'une autre Diane d'Éphèse, et par-dessus ces ruines payennes, la conscience de l'homme moderne qui cherche, examine et se fraie hardiment, à travers l'Évangile, son retour à Dieu et à la liberté.

Que veulent dire ces œuvres d'un autre siècle, rendues ainsi à la lumière? Pourquoi reparaissent-elles aujourd'hui? Qu'ont-elles à enseigner aux hommes de notre temps? Quelles pensées, et au cas échéant, quelles résolutions doivent-elles éveiller dans les esprits? La résurrection des œuvres enfouies d'un homme qui fut grand par l'action, n'est jamais une chose indifférente. Les morts ne reviennent pas, s'ils n'ont quelque chose à dire aux vivants.

En quelles circonstances reparaissent ces œuvres?

Deux siècles et demi ont passé depuis Marnix ; et malgré son rire de victoire, pas un peuple dans tout cet intervalle, n'a pu être véritablement arraché à la vieille Église. Elle n'a rien pu reconquérir de ce qu'elle a perdu; mais elle a gardé dans ses fers tous les peuples que le XVIe siècle lui a laissés; soit que la vigueur ait manqué pour achever la victoire, soit qu'en se proposant des buts trop éloignés, on ait manqué le plus nécessaire.

Pour ne nous occuper ici que des États catholiques, deux grands peuples ont péri, la Pologne et la Hongrie. La Belgique, le Piémont, le Portugal essaient une liberté née d'hier et déjà menacée. Le reste est esclave, il n'est pas permis d'en parler.

Marnix a démontré que le catholicisme est un paganisme nouveau (1); notre siècle a complété cette idée en y rattachant une autre face des choses. Ce que l'ami du Taciturne a fait à l'égard du dogme, notre temps l'a fait à l'égard de la politique ; et, pour ma part, je revendique l'honneur de n'avoir cessé, depuis trente ans, un seul jour, de montrer l'incompatibilité radicale, absolue de cette forme de religion avec la civilisation moderne, avec l'affranchissement des nationalités, avec les libertés politiques et civiles.

Dieu merci, les événements donnent à ces idées une confirmation qui va même quelquefois au delà de mon désir. Pour achever d'ouvrir les yeux aux plus aveugles, il nous a été donné de voir un grand peuple, après qu'il

(1) Gœthe l'appelle un *paganisme baroque*.

a dépensé trois millions d'hommes sur plus de cent champs de bataille, que plusieurs assemblées se sont dévorées dans une lutte sans trève, que les plus beaux génies ont lassé vainement la renommée, que soixante ans d'efforts, de sacrifices, de gloire inouïe, de revers incomparables se sont succédé, il nous a été donné de voir ce peuple, après tant de travaux gigantesques, de combats magnanimes, demeurer sur la vieille base du moyen-âge, et condamné par là à ne pouvoir fonder chez lui, d'une manière durable, je ne dis pas un établissement, mais un atôme de liberté.

Ainsi deux points sont acquis sur la religion du moyen-âge.

Mensonge dans le ciel, tyrannie sur la terre, paganisme et servitude, tel est l'état dans lequel se présente aujourd'hui la question.

Maintenant voulons-nous faire un pas de plus? ou bien les choses étant arrivées à ce degré d'évidence, où la discussion est close, ne voulons-nous en tirer aucune conclusion effective?

II.

La liberté, est-ce le droit de détruire la liberté?

Il faut que le catholicisme tombe! Ce cri commence à partir du vieux monde et du nouveau. La diplomatie elle-même prend soin de nous instruire que cette forme de religion est en danger, qu'elle peut être frappée inopinément à la tête dans la Papauté, que déjà l'institution chancelle.

Avertis de tous côtés, voulons-nous en aveugles laisser les choses suivre leur pente sans que nous y prenions aucune part, même de pensée et d'intelligence? Si, en effet, comme on nous en menace, il y a quelqu'apparence de voir un jour le catholicisme soudainement démembré par quelque grande surprise du sort, sans tête, sans chef, sans conseil, tout cela arrivera-t-il sans que nous ayons rien prévu, sans que personne d'entre nous ait seulement réfléchi aux moyens de fermer et d'ordonner ce chaos? Ne voulons-nous pas jeter au moins une idée dans le gouffre qui ne manquera pas de se faire,

sitôt que se réaliseront tant d'appréhensions sur la chute de l'Institution Romaine? car, vous l'avouerez, le premier degré de la chute, c'est de publier qu'elle est possible.

Il faut que je reconnaisse ici les avantages qu'ont sur nous les ennemis de la liberté. Quel que soit leur pays, leur croyance, tous ont eu un instinct infaillible quand ils se sont ralliés autour de l'Église Romaine, comme autour de leur citadelle. Si la nécessité de nous préserver laissait encore quelque place à l'admiration, j'admirerais sans difficulté cette tactique vive, rapide, plus prompte que le raisonnement, qui en toute contrée, dans toute langue, a montré aux partisans de l'oppression que leur appui naturel, leur lien, leur force, la clef de leur position est là. Tous ont reconnu leur *Labarum*. Pas un ne s'y est trompé. Nulle tergiversation, nul besoin de se concerter. L'instinct, la force des choses ont parlé. Rome papale est devenue le ciment de tout ce qui reste de servitude sur la terre.

Combien hélas! il en a été autrement des amis de la liberté! Je me lasserais, si je voulais seulement énumérer les faux raisonnements, les subtilités, les illusions, les sophismes, par lesquels ils ont voulu se tromper eux-mêmes sur la nature du danger et fermer les yeux au progrès, à la marche, aux usurpations de leur mortel ennemi. Que d'efforts, que de catastrophes n'a-t-il pas fallu pour les contraindre de voir le coup qui les frappait déjà!

D'abord, ce n'était qu'une fausse alarme, une alerte

sans cause, une opinion de poëte, quelque préjugé philosophique. Puis quand l'ennemi a été plus près, fallait-il donc le craindre? Il était trop chétif pour qu'on daignât s'en soucier. D'ailleurs n'était-ce pas plutôt un allié, peut être quelque ami? Le bas clergé au moins, n'était-ce pas la pure démocratie? Fallait-il donc se défier aussi des siens? Après tout, la révolution convertirait bientôt l'Église. Qu'on lui fasse seulement bénir la liberté en germe; la réconciliation sera complète.

A cette ferme volonté de s'abuser chez les uns, comparez chez les autres la netteté d'instinct, la rapidité du coup d'œil, l'alliance instantanée avec l'Église, et demandez-vous à qui doit rester la victoire, si nous ne commençons enfin à nous orienter dans le désastre.

Tous les siècles se sont proposé d'atteindre un but, quand ils ont soutenu une discussion fondamentale. Le XIXe siècle sera-t-il le seul qui ne veuille tirer aucun résultat pratique des protestations qui partent de tous les points de la terre contre la même tyrannie? Quoi! toutes les volontés qui se soulèvent dans l'univers ne songent qu'à remuer des mots? nous ne voulons que parler, écrire, ergoter, sans laisser aucune trace dans les choses? Tant de cœurs indignés, tant de lumières accumulées, tant de paroles vivantes, ne sont qu'un jeu d'esprit qui ne doit pas dépasser le bout des lèvres?

Dans le contrat entre le catholicisme et la liberté, tel que notre temps l'a signé les yeux fermés, les parts sont vraiment trop inégales. Il ne peut subsister, sans quelque correction. Vous en jugerez vous-même.

Le catholicisme, partout où il rencontrera la liberté, s'il est le maître, jure de la détruire, et il la détruit en effet. Réciproquement, la liberté, si elle est maîtresse, partout où elle rencontrera le catholicisme, jure de le respecter. Abattu, elle le relève; vaincu, elle lui demande grâce; l'un combat avec un glaive tranchant, l'autre avec un roseau rompu.

Ce contrat doit-il durer toujours?

La liberté, est-ce le droit et le pouvoir de détruire aisément et impunément la liberté?

Ainsi le monde sera la proie d'une scolastique nouvelle, et nous n'essaierons pas même d'en sortir. Nous tomberons sous la fatalité de deux ou trois syllabes et elles auront la puissance magique de nous ôter le plus simple bon sens. Il suffira que l'ennemi nous ait surpris le mot du guet, pour que nous nous croyions obligés de lui ouvrir la porte. Parce que l'oppression a appris de nous à prononcer le mot de passe *liberté*, nous voilà obligés en toute conscience de lui livrer la place que nous avions charge de défendre! Nous verrons le XIXe siècle tomber en enfance, et nous ne nous croirons pas le droit de l'en avertir!

Honnête Brutus! dupe magnanime, éternel jouet de la victoire qui se rit de toi, parce que tu n'oses la saisir! Ne sauras-tu donc jamais que relever ton ennemi abattu à tes pieds? Car c'est toi, oui, c'est toi qui r'ouvres le chemin à Antoine. Tu veux qu'Antoine fasse sa harangue à la tribune, et si quelqu'un mieux avisé s'y oppose, c'est toi qui cries à la foule : « Faites silence! écoutez le

noble Antoine ! » Tu veux encore qu'il accomplisse sur la place publique ses rites serviles, ses cérémonies de mort ; « car » dis-tu, « Antoine est notre ami, Antoine nous a serré la main ; pourvu que Brutus parle à son tour, le peuple n'aura de suffrages et de vœux que pour Brutus. »

Voilà ce que tu dis ; et moi je te réponds : Prends y garde ! Antoine te perdra, toi et tous les tiens, si tu ne perds Antoine.

III.

Comment l'Église catholique a détruit le paganisme.

La première chose à faire, est de sortir des illusions. Quelles que soient vos intentions, vos espérances, ne croyez pas qu'une vieille religion, même caduque, disparaisse de la scène par l'action seule du temps ou par le travail latent de l'esprit humain ; c'est là une idée fausse, un leurre ; il y faut renoncer.

Voyez les Églises décrépites de l'Orient payen, le brahmanisme, le bouddhisme. Nulle autorité ne leur a jamais commandé de disparaître. Ces paganismes qui comptent des milliers d'années subsistent pétrifiés, comme une masse inorganique, sourde, aveugle, sur laquelle la discussion passe sans même qu'ils l'entendent.

Il en est tout de même parmi nous du brahmanisme de l'Occident. Vous pouvez supposer autant de réfutations que vous voudrez. Qu'importent la réfutation, la discussion, la lumière, la parole, à qui n'a plus ni yeux pour voir, ni oreilles pour entendre ?

Voulez-vous savoir comment les vieilles religions disparaissent? l'Église catholique a donné le modèle accompli de ces sortes de changements; et je ne sais comment elle pourrait repousser comme exécrable le droit qu'elle a fait elle-même et sur lequel elle repose.

Ses historiens ont peu à peu réussi à faire admettre de tous, que la foi catholique a renversé les religions antérieures par la seule expansion de la doctrine, par le seul empire de la persuasion, de la beauté, de la bonté morale, sans que la force et l'autorité aient eu besoin de s'en mêler. Sur cet échafaudage mensonger, Dieu sait les théories que nous avons bâties aussitôt, touchant la facilité qu'il y a de faire disparaître une religion caduque au souffle seul de la raison, de l'examen, de ce que nous appelons éducation, développement, progrès de l'esprit. Voilà la fiction, voyons les choses.

L'avidité, l'acharnement avec lesquels les Empereurs du Bas-Empire ont saisi l'unité catholique dès qu'ils l'ont entrevue, est un des spectacles les plus extraordinaires du monde. Ils se sont précipités sur cette arme comme des furieux, sitôt qu'ils l'ont aperçue.

Longtemps avant d'être convertis au christianisme, ces despotes avaient vu tout ce que le despotisme aurait à tirer de l'Église catholique. Voilà pourquoi Constantin, avant qu'il fût chrétien, avant qu'il fût baptisé, était déjà fanatique de ce nouvel instrument de domination. Il avait découvert l'Église par le côté politique.

Un naufragé ne se jette pas sur une planche qu'il rencontre, en pleine mer, avec plus de furie que n'ont fait

les Empereurs de la décadence sur l'unité de l'Église, pour sauver l'unité dispersée du Bas-empire qui craquait de toutes parts.

Entre ces deux tyrannies, l'une naissante, l'autre expirante, de l'Église et de l'empire, il y eut un accord subit, dès qu'ils furent mis en contact.

L'Église faible encore épousa l'empire. L'âme impériale des Césars passa dans le catholicisme et le vieillit aussitôt, de plusieurs siècles; il passa en un moment de l'extrême servitude à la domination absolue. L'empire caduc tenta de se rajeunir dans l'esprit de l'Église.

Du mélange de ces deux despotismes, l'un nouveau, l'autre ancien, se forma cette unité monstrueuse à deux têtes, appelée le Bas-empire.

Sitôt que la foi catholique fut armée et maîtresse, elle se proposa de se débarrasser de la vieille religion payenne. Pour cela, elle ne se borna pas à instruire, à prêcher, à convertir, à catéchiser; elle profita de l'occasion, dès que l'occasion lui fut donnée. Pour réduire le paganisme à l'incapacité de nuire, elle ne se contenta pas de le dédaigner; elle voulut en finir. Avec ce projet, elle adopta un ensemble de mesures parfaitement liées entr'elles, fondement du droit catholique, qui certainement ne peuvent être acceptées comme règle idéale, mais qui d'autre part dans la pratique, au milieu d'une société amoureuse de la force, ne laissaient aucune issue au passé, et donnaient à l'avenir l'impulsion de la fatalité.

IV.

Quelle a été la jurisprudence du catholicisme contre le paganisme.

Peu de mots montreront le cercle dans lequel l'autorité catholique enferma la religion ancienne, si bien qu'il était impossible à celle-ci de ne pas disparaître.

Il y avait trois points à envisager : l'institution en soi, les personnes, les choses. Voici comment l'autorité en décida, bien sûre de ne rien omettre si ces trois points étaient résolus par le même principe.

En ce qui touche l'institution, la décision est brève. Elle est tout entière renfermée dans quelques décrets de peu de lignes ; il suffit de citer les suivants puisqu'ils se ressemblent tous.

L'Empereur Constantius (1) :

(1) Voyez tout le livre 16 du Code Théodosien. Imp. Constantius. — Cesset superstitio. Sacrificiorum aboleatur insania. Nam quicumque contrà legem Divi principis parentis nostri et hanc nostræ mansuetudinis jussionem ausus fuerit sacrificia celebrare, competens in eum vindicta et præsens sententia exeratur. Acc. Marcellino et Probino coss. (341).

« Que la superstition cesse ! Que la folie du culte payen soit abolie ! Quiconque aura osé contrevenir à cet ordre et célébrer des sacrifices, sera puni des peines portées dans la loi ! »

Ou encore (1) :

« Nous voulons que tous renoncent à l'exercice du culte payen. Si quelqu'un désobéit, qu'il soit terrassé par le glaive vengeur. « Ultore gladio sternatur ! »

A l'égard des personnes, les principales dispositions se résument ainsi :

1° Défense d'approcher des temples en aucun lieu, en aucune ville. (Nemo templa circumeat) (2).

2° Peine de mort (3) contre quiconque visite les tem-

(1) Constantius. Placuit omnibus locis atque urbibus universis claudi protinùs templa et accessu vetitis omnibus, licentiam delinquendi perditis abnegari. Volumus etiàm cunctos sacrificiis abstinere. Quod si quis aliquid fortè hujus modi perpetraverit, gladio ultore sternatur. Facultatis etiam perempti Fisco decernimus vindicari : et similiter adfligi Rectores provinciarum si facinora vindicare neglexerint. Dat. Kalend. Decemb. Constantio IV et Constante II. AA. conss.

(2) Theodosii magni quinta lex. Nulli sacrificandi tribuatur potestas. — Impp. Arcadius et Honorius AA. Rufino p. f. p. Statuimus nullum ad fanum vel quodlibet Templum habere quempiam licentiam accedendi, vel abominanda sacrificia celebrandi, quolibet loco vel tempore. — Theodosio-Valentiniana lex. Nemo se hostiis polluat, nemo insontem victimam cædat, nemo delubra adeat, templa perlustret.

(3) Pœnâ capitis subjugari præcipimus eos, quos operam sacrificiis dare, vel colere simulacra constiterit. Dat. XI. Kalend. Mart. Med. Constantio A. VIII, et Juliano Cæs. Coss. — Impp. Valent et Mart. AA. Palladio p. p. Nemo venerandi adorandique animo de-

ples, allume du feu sur un autel, brûle de l'encens, fait des libations, orne de fleurs le gond des portes.

3° Ceux qui reviennent à l'ancienne religion, frappés de mort civile. Leurs biens dévolus sans testament à leurs plus proches parents.

4° Les prêtres, exilés hors de la métropole, soumis à la coërcition compétente (1).

5° (Quand les peines furent adoucies, la confiscation des biens et l'exil.)

(Bonorum proscriptioni et exilio coerceri.)

6° Les gouverneurs des provinces, les officiers publics rendus responsables de l'exécution de ces lois, sous peine du supplice capital et de la confiscation des biens (2).

Après cela, restait à réglementer les choses, ce qui se faisait de la manière suivante :

lubra, quæ olim jam clausa sunt reseret. Absit à sæculo nostro infandis execrandisque simulacris honorem pristinum reddi, redimiri sertis templorum impios postes, profanos aris accendi ignes, adoleri in hisdem thura, victimas cædi, pateris vina libari et religionis loco existimari sacrilegium. Quisquis autem contrà hanc serenitatis nostræ sanctionem sacrificia exercere tentaverit... convictus proscriptionem omnium bonorum suorum et ultimum supplicium subeat.

(1) Sacerdotales paganæ superstitionis competenti coercitioni subjacere præcipimus. — La loi précédemment citée punit de mort les prêtres pris en flagrant délit d'exercice du culte. Conscii etiàm criminis ac ministri sacrificiorum eamdem pœnam quæ in illum fuerit irrogata, sustineant.

(2) Capitali supplicio judicamus officia coercenda, quæ statuta neglexerint. Impp. Arcadius et Honorius.

1° Ordre de fermer, détruire, raser les temples (1); sine turbà ac tumultu diruantur! Car, ajoute la loi, en extirpant les édifices, on extirpe la matière même de la superstition.

2° Ordre de renverser, en tous lieux, les simulacres, les statues, les images, de raser, extirper les autels (2).

(De simulacris et aris evellendis, destruendis.)

3° Destruction des écoles payennes, les bâtiments rasés(Excisis priùs aris et scholis).

4° Suppression de ce que nous appelons aujourd'hui le salaire du clergé, lequel est appliqué à l'entretien des troupes (3).

(De annonis templorum ad annonam militarem transferendis.)

5° Transformation des édifices religieux qu'on laissait subsister et qui rentrent dans le domaine de l'état et sont affectés à des usages civils, publics (4).

(1) Constantii prima lex. — Arcadii Tertia lex. — Si qua in agris templa sunt, sine turbâ ac tumultu diruantur. His enim dejectis atque sublatis omnis superstitionis materia consumetur. Dat. III. id. Jul. Damasco, Theodoro, V, C. Cons.

(2) Impp. Arcadius, Honorius et Theodosius. — Simulacra si qua etiam nunc in templis fanisque consistunt..., suis sedibus evellantur. Aedificia ipsa templorum quæ in civitatibus vel oppidis, vel extrà oppida sunt ad usum publicum vendicentur, aræ locis omnibus destruantur.

(3) Impp. Arcadius, Honorius et Theodos. — Templorum detrahantur Annonæ et rem annonariam jubent expensis devotissimorum militum profuturæ.

(4) Omniaque templa possessionibus nostris ad usus ad commodos transferantur. Domini destruere cogantur.

6° Toutes les propriétés privées, où serait accompli un des exercices de l'ancien culte (1), où fumerait l'encens (2), dévolues au fisc.

Voilà comment l'Église nouvelle s'est fait place sur la terre.

Lors même que les vieilles religions auraient eu la force de subsister encore de longs siècles, par l'habitude, par le respect humain, par l'extérieur qui survit si longtemps chez les hommes à la foi, par la croyance même, que l'on me dise comment ces cultes auraient pu échapper à un système si savamment combiné? Comment les croyances des pères auraient-elles pu se transmettre à leurs fils, surtout à leurs petits-fils, lorsque nul ne pouvait fuir et emporter ses dieux dans le désert?

Supposez un moment que la Religion catholique qui a fondé ce droit y soit soumise seulement pendant deux générations, et dites-moi ce qu'elle deviendrait elle-même après cette épreuve.

Voyez la logique irrésistible qui lie l'une à l'autre ces mesures; il vaut la peine de les examiner de près.

D'abord le principe général est posé : l'anéantissement de l'ancien culte.

Volumus cunctos sacrificiis abstinere.

(1) Impp. Honorius et Theodosius. AA. omnia etiam loca quæ sacris error veterum deputavit, secundum Divi Gratiani constituta, nostræ rei jubemus sociari.

(2) Namque omnia loca, quæ thuris constiterit vapore fumasse (si tamen ea in jure fuisse thurificantium probabuntur) fisco nostro adsocianda censemus. Imp. Theodosius.

Aboleatur insania. Ce n'est pas une réforme, une interruption dans le culte. La pensée humaine ne reste pas un instant en suspens; l'espérance de rétablir la religion vaincue est extirpée dans sa racine.

Cesset superstitio! Combien cette ferme et altière parole n'enleva-t-elle pas de demi-croyants au paganisme caduc!

Ils eussent continué de languir, sans foi, sans résolution, dans un dogme entretenu par l'habitude. Mais la parole souveraine a retenti : *Cesset superstitio!* Tout s'incline. La résistance que quelques-uns redoutaient se trouve nulle. Si l'autorité nouvelle eût tergiversé, consulté, au lieu d'agir, le vieux dogme se serait cru une force qu'il ne possédait pas.

Les religions caduques ressemblent à ces vieux arbres qui n'ont plus que l'écorce. Ils ne laissent pas de végéter et de couvrir au loin le sol d'une ombre noire, jusqu'à ce que le bûcheron ou la foudre les atteigne; alors ce n'est plus que poussière.

Après le principe général, viennent les dispositions particulières, qui sont aussi à considérer. La première (1) concerne les temples : « Que tous les temples dans tous les lieux, dans toutes les villes, soient fermés sur le champ! Et qu'il soit défendu d'en approcher! » « Placuit omnibus locis atque urbibus universis claudi protinùs templa! »

(1) Constantii prima Constitutio : et accessu vetitis omnibus licentiam delinquendi, perditis abnegari.

Presqu'aussitôt la mesure paraissant incomplète, ce qu'on ordonne, ce n'est pas seulement la fermeture, c'est la destruction des édifices de l'ancien culte. La nouvelle autorité catholique sait la puissance des objets extérieurs, principalement des lieux consacrés, sur l'esprit des hommes. Voilà pourquoi ceux qui commandent au nom de cette église ne se laissent arrêter par aucune considération. Le culte de l'art qui vivait encore chez plusieurs, ne peut en retenir un seul. Libanius demande grâce au moins pour les pierres. Ses supplications sont inutiles. Les plus magnifiques œuvres de la main de l'homme, les édifices les plus célèbres, en Grèce, en Italie, en Afrique, en Asie, sont renversés, dès qu'ils font obstacle à la *main ecclésiastique*.

Dans toute l'étendue de l'empire, le marteau, le pic retentissent. Des légions *sont envoyées contre des pierres*.

Si l'autorité politique se lasse un moment, les conciles demandent que l'œuvre de destruction s'achève. Celui de Carthage (1) dénonce les édifices, les statues, les arbres même (2). De la poussière des temples, on refait des Églises.

Remarquez, en outre, je vous prie, l'intention marquée du décret qui attribue les revenus des temples aux soldats. Par là, les armées étaient poussées au sac de la vieille Église. De même on intéressait au changement les

(1) Ut Reliquias idolorum per omnem Africam juberet penitùs amputari.

(2) Ut Reliquiæ idolatriæ non solùm in simulacris sed in quibuscumque locis vel lucis vel arboribus omninò delerentur.

populations, en consacrant à leur usage, quelquefois à des jeux, à des cirques, ce qu'on épargnait par hasard des édifices. Souvent, pour mieux souiller les temples, on en faisait des lieux de prostitution.

Il s'ensuivit que d'un côté, la volonté souveraine de l'autorité, de l'autre, l'intérêt, la cupidité, les passions des masses, se réunirent pour dépouiller, ruiner les édifices du paganisme. Les décrets se précipitent, ils redoublent sans relâche. Enfin, le dernier coup est porté par Théodose II :

« Que tous les temples, sanctuaires, s'il en reste encore d'entiers (si qua etiam nunc restant integra) soient détruits par l'ordre des magistrats et purifiés par la croix. Si quelqu'un contrevient à cette loi, qu'il soit puni de mort (1). »

Après cela, le paganisme a disparu, l'église nouvelle reste assise sur des ruines.

Il arriva en effet, qu'il devint matériellement impossible de continuer l'exercice du culte payen. Les choses manquèrent pour cela aussi bien que les hommes (2). Il

(1) Omnibus sceleratæ mentis paganæ, exsecrandis hostiarum immolationibus, damnandisque sacrificiis cæterisque antiquarum sanctionum Auctoritate prohibitis, interdicimus : Cunctaque eorum fana, templa, delubra, si qua etiam nunc restant integra, præcepto magistratuum destrui, conlocationeque venerandæ christianæ religionis signi expiari præcipimus ; scientibus universis, si quem huic legi apud competentem judicem idoneis probationibus inlusisse constiterit, cum morte esse multandum. Dat. XIX, Kal. Decemb. Theodos. XII, Valent. IV. AA. Coss.

(2) Theodosii magni sexta constitutio. Nullus omninò ex quolibet

ne pouvait plus y avoir ni prêtres, ni temples, ni sacrificateurs; et ces changements s'étant accomplis non point comme des actes aveugles de violence, mais au nom de la loi (*præcepto magistratuum*), reçurent aussitôt la consécration que l'autorité légale imprime si aisément aux yeux des hommes sur tout ce qu'elle marque de son sceau.

Chez le grand nombre, l'appareil de la force déployée avec une apparence légitime fut irrésistible. Ils reconnurent la volonté du Ciel dans les nouvelles mesures. Puis l'absence soudaine, imprévue de l'ancienne religion laissait parmi eux un vide qu'ils cherchèrent à combler par quelqu'autre croyance; et comme rien ne leur rappelait le vieux culte, sinon des ruines et des désastres, ils commencèrent à s'en détacher, puis bientôt à oublier. Découvrant alors autour d'eux une Église riche, triomphante, puissante, qui imitait les cérémonies anciennes, cette Église les attira; à la fin ils subirent l'empire de la croyance nouvelle; ils lui étaient, pour ainsi dire, livrés d'avance.

Cela est si vrai, que partout où ce système de lois fut appliqué, le paganisme s'évanouit de lui-même; partout au contraire, où ces lois ne purent s'étendre, le paganisme subsista, et il subsiste encore sans presqu'aucune altération, comme vous pouvez le voir dans les grandes

genere, ordine, hominum, dignitatum, vel in potestate positus, vel honore perfunctus, sive potens sorte nascendi, seu humilis genere, conditione, fortunâ, in nullo penitùs loco, in nullâ urbe... accendat lumina, imponat thura, serta suspendat.

religions de l'Asie orientale. Telles étaient ces religions avant le christianisme, telles elles sont encore aujourd'hui.

De ce qui précède, vous pouvez conclure, que l'autorité catholique dans sa lutte avec le paganisme, a donné elle-même la méthode la plus absolue, la plus radicale pous réduire à néant une religion ancienne; et si j'examine de près cette méthode, je la trouve si ferme, si logique, si consistante, que je doute, le problème étant posé dans toute sa rigueur, que l'esprit humain trouve rien de plus sûr pour le résoudre.

V.

Comment une Religion finit.

J'ai dit quel est le droit catholique auquel s'attache le nom de Théodose. J'ajoute que ce droit qui a servi à établir la domination de l'Église, a également servi à la maintenir. Il se retrouve identique dans tous les temps, partout où elle est restée maîtresse; et d'autre part, c'est avec ce même droit que les adversaires du catholicisme ont réussi à le vaincre. Partout où une province a été arrachée définitivement à l'Église Romaine, cette législation a été retournée un moment contre elle; témoin l'Angleterre, la Hollande, la Suède, la Norwège, la Suisse, une partie de l'Allemagne, qui n'ont pu s'assurer la victoire qu'en retournant avec discernement contre l'Église les lois de l'Église.

Ici, je n'ai point à exposer ce qui dans cette législation contrarie l'esprit de notre temps, ni quelles sont les parties qui peuvent revivre encore. Je n'ai pas non plus à décider si par la loi de l'éternel talion, le droit catholique

avec le tempérament exigé par l'humanité moderne est destiné un jour à envelopper à son tour l'Église catholique. Ce serait vouloir entrer dans les conseils de l'avenir. Tout ce qu'un écrivain peut faire, c'est de réunir les matériaux par lesquels se forme et se mûrit quelquefois une de ces résolutions qui changent un siècle, et le couronnent. Mais dire par avance : faites ceci, faites cela; tracer prématurément une méthode particulière, ce serait chose insensée, lorsque dans ces questions qui embrassent la nature humaine, tout dépend de la circonstance, du lieu, du moment, du degré de force, de passion, de volonté que vous trouvez parmi vos contemporains.

Avec l'habitude qu'ont les hommes de nos jours, de réduire toute chose à une question d'argent, ils croient volontiers pouvoir se débarrasser de la domination d'un vieux culte, en se contentant de lui ôter le salaire. L'Église naissante, ou plutôt la main ecclésiastique qui tenait la plume des Empereurs, a cru qu'il fallait *labourer plus profond*, et que ce moyen, d'ailleurs élémentaire et indispensable, serait illusoire, s'il n'était accompagné de l'ensemble des mesures que j'ai énumérées plus haut. C'est en quoi je ne puis m'empêcher d'être de l'opinion de l'Église.

Si elle se fût contentée d'enlever le salaire, le budget aux temples, ceux-ci eussent été entretenus par la pitié publique; plus ils eussent été misérables, plus ils eussent attiré la compassion, et cette pitié eût alimenté la haine contre les déprédateurs. Car ceux qui auraient fait au-

mône au vieux culte se seraient crus lésés par le nouveau. Le peuple eût crié au vol; et l'avarice des hommes se serait rangée du parti du vieux culte. Ainsi la persécution eût paru tout à la fois odieuse et impuissante; elle eût excité autant de plaintes que l'extirpation. Sansavoir les bénéfices d'une ruine totale, on en aurait eu tous les dommages.

Au lieu de cela, la vieille religion jusque-là tranquille et souveraine, se trouve à l'improviste, dans le même moment, surprise, investie, enveloppée, frappée, ruinée, rasée, extirpée, foudroyée, sans qu'il y ait place même à la pitié. Le sentiment de l'irréparable, de l'irrévocable, arrête la plainte avant qu'elle soit formée.

Au spectacle de la ruine instantanée d'une vieille institution à laquelle on ne laissait aucun recours, les hommes, toujours si bons adorateurs de la force, abandonnèrent sans trop de peine des dieux qui paraissaient s'abandonner eux-mêmes.

Ici l'exemple de la révolution française éclaircira ce qui vient d'être dit; car il n'est pas sans utilité de remarquer combien dans ses décisions les plus extrêmes, en matière religieuse, cette révolution a été timide en comparaison des Empereurs catholiques, Constantin, Théodose, Arcadius, Honorius, Valentinien, Théodose le jeune, qui ont fait passer l'âme de Rome impériale dans le génie de l'Église. Ces Empereurs ont osé proclamer la chute de l'ancienne religion et finir par là l'ère ancienne, ce que n'a jamais osé la révolution française; et je ne doute guère que ce manque d'audace d'esprit

n'ait été pour quelque chose dans sa défaite. Car tandis qu'elle se donnait toute l'apparence de la persécution religieuse, et qu'elle déchaînait contre elle tout le passé, elle n'osait pourtant frapper le passé religieux et y mettre légalement un terme. En sorte qu'elle n'ôtait pas à ses ennemis l'espérance de renaître, quoiqu'elle fit tout pour se les rendre irréconciliables. Situation qui est la pire de toutes et qui contenait infailliblement ces retours, ces revers que nous avons vus et que nous voyons encore.

Les temps qui ont suivi ont enseigné ceci : il fallait ou laisser de côté la religion ancienne (chose, il est vrai, qui me semble impossible) ou, si la nécessité obligeait de déchaîner cette religion contre soi, il fallait en finir.

Par là, on ne se donnait pas un ennemi de plus. Mais provoquer le catholicisme, le désespérer et ne pas le frapper irrévocablement de l'interdiction de la loi ; lui prendre ses prêtres, ses temples, ses autels, ses lois, son or, et lui laisser l'espérance et le droit, en le maintenant debout dans la loi et la constitution, c'était se condamner soi-même infailliblement à périr même après cent victoires. Une telle capitulation ôtait toute force aux résolutions les plus hardies. C'était dire que l'orage allait passer et qu'il n'y avait qu'à attendre pour voir renaître ce que la loi n'osait placer au rang des choses mortes.

Si donc l'on veut tirer de l'établissement politique de l'Église quelqu'enseignement capable de servir à la pratique des choses, en des circonstances considérables (puisque les hommes, quoiqu'ils en disent, n'ont point

changé) voici, je pense, comment cet exemple de l'Église peut se résumer :

Celui qui entreprend de déraciner une superstition caduque et malfaisante, s'il possède l'autorité, doit avant tout éloigner cette superstition des yeux des peuples et en rendre l'exercice absolument et matériellement impossible, en même temps qu'il ôte toute espérance de la voir renaître. Alors, avec la facilité qu'ont les hommes à se détacher de ce que leurs yeux ne voient plus, la première chose qu'ils font, c'est d'oublier. Une nouvelle génération se forme, qui n'ayant rien aperçu que les ruines de la religion morte, est toute disposée à porter ailleurs son espoir et sa croyance.

Le changement est déjà bien près d'être accompli. Vous pouvez dès lors, sans trop de risque, desserrer le frein, comme on le voit par l'exemple de Théodose le Jeune, qui après une seule génération a pu, sans manquer à la prudence humaine, adoucir les peines plus dures édictées par son père.

La première précaution de Moïse pour donner à son peuple un autre esprit, a été de l'enlever du milieu des idoles d'Égypte. Tant que le peuple eut les yeux éblouis par ces idoles, il fut impossible de l'arracher aux dieux de pierre. Mais au contraire, sitôt qu'il les eût perdus de vue, il commença à les oublier, et le plus vil des esclaves devint l'un des chefs de la race humaine.

Il faut donc qu'il y ait un temps, où la vieille religion soit voilée, pendant lequel un esprit nouveau se forme et se constitue. Lorsque cet esprit a grandi, vous pouvez

ramener le droit commun et rouvrir la porte au vieux dogme, sans courir un péril trop imminent; car vos constructions nouvelles ont eu le temps de se développer et de s'affermir.

Mais l'expérience n'a encore montré à aucune époque, en aucun lieu, que l'on ait pu, par exemple, laisser subsister avec toute sa force l'Église catholique dans le berceau de la liberté, sans qu'après un certain temps la liberté n'ait été trouvée étouffée dans ses langes.

Ceci explique pourquoi l'idée que la Convention s'était faite du système religieux était sans force et ne pouvait aboutir à une création solide. Lors même qu'aucun obstacle politique n'eût ruiné cette conception, elle se serait ruinée elle-même. La liberté, l'égalité de tous les cultes laissait une force accablante au plus ancien. Cette force n'eût laissé aucune chance de vie à l'ordre nouveau que l'on voulait établir; le frêle arbrisseau n'eût pas manqué d'être écrasé à sa naissance, par la vieille souche gothique qu'on n'avait pas osé extirper de la loi.

Il ne faut pas que l'on m'oppose ici l'exemple des États-Unis; car cet exemple confirme au contraire tout ce que je viens de dire. La religion romaine ayant été tenue là à l'origine de la constitution dans une sorte d'accablement et de dépendance voisine de l'anéantissement, la liberté a pu se former et s'étendre dans les États du Nord; il était trop tard pour l'étouffer, lorsque la religion romaine a été admise à partager le droit commun.

VI.

De la religion de la force.

C'est ici le lieu d'examiner les principaux moyens, par lesquels les hommes de nos jours croient pouvoir mettre le frein à une église tyrannique ou même la réduire entièrement.

Mais, avant d'entrer dans la question, je constaterai un fait qui jettera quelque lumière sur ce qui doit suivre.

L'Europe par son admiration ou sa complaisance pour la force déchaînée, a montré clairement à tous les yeux, qu'elle est restée plus barbare qu'on ne l'imaginait. Il y a encore du Vandale chez elle. Et celui qui ne tirerait de cette première observation sur la religion de la force aucune conséquence pratique, celui qui se croirait jeté dans une société idéale, où le droit, la vérité, la justice, n'ont qu'à se montrer nus et désarmés pour l'emporter, celui-là perdrait d'avance par sa faute et sa cause et lui-même; il méconnaîtrait les choses ; elles s'en vengeraient bientôt sur ses théories. Je pourrais en dire davantage à ce sujet; je m'arrête.

VII.

Première solution.

Quelques-uns de ceux qui sont le plus décidés à mettre fin à l'Église du moyen-âge, croient qu'ils arriveront à ce résultat lentement, graduellement, par l'autorité de l'éducation seule. C'est là un cercle vicieux, dont ils ne se rendent pas compte. Comment l'éducation toute seule pourrait-elle détruire une religion malfaisante? Cela ne s'est jamais vu et ne se verra jamais! En voici la raison principale :

La véritable éducation d'un peuple, c'est sa religion; à proprement parler, il n'a pas d'autre enseignement. Bonne ou mauvaise, vivante ou caduque, c'est la religion qui pénètre dans les profondeurs du peuple pour y porter la vie ou la mort. Ne me répondez pas que l'Église Romaine est toute de surface et qu'elle ne possède ainsi que les dehors; car il y a des temps où la surface est tout ce qui reste d'un monde. Celui qui possède alors l'extérieur de l'homme, possède l'homme tout entier. Dans ces

temps-là, donnez-moi le masque, je vous tiens quitte du reste; avec le masque, je ressaisirai la personne.

Croire que quelques maisons laïques, quelques rares établissements d'enseignement, pensions, colléges, universités, qui ne s'adressent qu'à un petit nombre, peuvent se substituer à l'action d'une Église souveraine et la faire disparaître au bruit de quelques paroles, de quelques conseils, c'est se faire la plus grande illusion du monde.

Que sont tous les systèmes déposés dans les livres, répandus par quelques mains, en comparaison de cette autorité qui enveloppe une nation de toutes parts? Tant que cette autorité est debout et qu'elle pétrit l'âme d'un peuple, vos traités de philosophie, vos méthodes, vos conseils, vos avertissements, vos leçons, vos brochures, accueillis avec transport à la surface de la nation par quelques uns, restent ignorés des masses qui ne connaissent, ne voient, n'entendent, ne respectent, ou ne craignent que l'Église avec laquelle elles sont jour et nuit en contact, et qui peut d'un mot les perdre, les déshonorer, les ruiner, les effacer de la terre.

C'est ce sentiment qui a empoisonné pour moi toutes les joies de l'enseignement, dans le temps où il m'était donné au Collége de France, de vivre au milieu d'une foule d'amis, dont les témoignages eussent pu me faire illusion sur la réalité des choses. Il ne m'est pas arrivé un seul jour de sortir de cette atmosphère vivante, sans me dire : hors de cette enceinte, la parole, la vie ne s'étendent pas. A peine aurai-je franchi le seuil, je retrou-

verai la même masse opaque, ténébreuse, où aucun écho ne parvient.

L'événement a prouvé que je ne m'étais pas trompé.

N'espérez donc pas que la pensée de vos livres, de vos systèmes s'enracine dans l'esprit des peuples que l'Église tient occupés par son culte, par sa liturgie, ses fêtes, ses terreurs. S'il arrive quelque écho lointain de vos enseignements dans le fond des peuples, ils en sont plutôt étonnés qu'éclairés. Voyez-les partagés entre une Église qui a pour elle la menace, l'autorité, la force, et des idées qui apparaissent isolées, désarmées, en contradiction avec les ténèbres natives amoncelées sur eux; ils ne tirent de cette opposition aucun résultat pratique; ils ont peur, sinon de l'enfer, au moins du prêtre.

J'ai parlé des États où l'éducation est libre. Que dirai-je des États où elle ne l'est pas, de ceux où il n'y a d'enseignement possible que sous le bon plaisir et avec l'agrément de l'ennemi même? Comment imaginez-vous qu'une éducation qui n'existe pas, qui est radicalement impossible, puisse par le seul bénéfice de la patience avoir raison d'une institution souveraine, indiscutable? L'illusion touche ici à l'absurde.

Le despotisme religieux comme tout autre despotisme ne peut être extirpé sans que l'on sorte de la légalité, puisque sa légalité c'est son caprice. Aveugle, il appelle contre soi la force aveugle; et en effet avec le tempérament qui se forme dans les gouvernements et les religions de bon plaisir, il ne faudrait pas non plus se montrer trop étonné si tant de peuples serfs brisaient eux-mêmes demain ce qu'ils adorent aujourd'hui.

VIII.

Seconde Solution.

D'autres sont persuadés qu'ils feraient quelque chose d'irrévocable, s'ils ôtaient simplement au Saint-Siége le patrimoine de S^{t}. Pierre.

Disons-leur ce qui arriverait à coup sûr de ce demi-affranchissement.

Il y a deux hommes dans le pape. Il y a le prince et le pontife. Lorsque l'on a chassé le prince, le pontife l'a toujours ramené par la main.

Si le cœur eût manqué à la réforme, et si elle n'eût arraché que le pouvoir temporel à la papauté, son œuvre n'eût pas été de longue durée. Le spirituel eût fait bien vite regagner le temporel. Les clefs de Saint-Pierre eussent ramené le glaive. Il en serait assurément de même aujourd'hui,

En effet, quiconque a laissé subsister la domination spirituelle et toutes les marques de cette souveraineté, a toujours été contraint de rendre aussi le domaine

temporel, comme on l'a vu par l'exemple de Napoléon. Personne ne croit à la durée d'un changement accompli seulement dans l'ordre politique. Dès lors peu de gens sont décidés à se compromettre pour un établissement nouveau, si peu sûr de lui-même qu'il maintient l'ennemi au cœur même de l'état. Une armée de prêtres soutenue de tout ce qui reste d'hommes intéressés à l'ancienne domination, dénonce l'impiété, la spoliation, le sacrilége; et ces plaintes ne pourraient être plus vives, s'il s'agissait du dogme.

En quelque lieu que la Papauté soit retirée, elle continue de régner moralement sur ses anciens sujets; elle tient dans ses mains le fil de toutes les menées, de toutes les brigues; son pouvoir spirituel ne paraît que plus imposant parce qu'il atteste la timidité de ceux qui n'ont osé y porter atteinte.

La théocratie, il est vrai, est sortie de la place, mais elle y a encore un pied. Il ne faut donc qu'une occasion pour l'y faire rentrer, et toutes les tyrannies solidaires l'une de l'autre font infailliblement naître cette occasion. Alors l'ancien pouvoir théocratique rattache de nouveau le glaive à la tiare; il reparaît plus invincible après cette épreuve. Il montre par des actes sans réplique aux chefs de la demi-révolution, à ses partisans, à ses instruments, à ses agens, qu'en pareille matière, il faut savoir oser ou obéir, et que celui que ne fait ni l'un ni l'autre court au devant de son châtiment et de sa ruine.

IX.

Si un nouveau dogme est nécessaire pour sortir de la servitude.

D'autres imaginent qu'il n'y a rien à tenter contre la vieille Église, si le monde n'a pas trouvé d'abord un nouveau dogme; et sur cela, ils se mettent à la recherche d'une Église nouvelle pour remplacer l'ancienne dans son autorité, son infaillibilité, son universalité.

Je pourrais me contenter de répondre à ceux-ci qu'il n'est pas donné à chaque peuple d'enfanter une religion. L'Angleterre, la Hollande, les États-Unis d'Amérique, la Suède, n'ont produit dans leur sein aucun réformateur dogmatique national, à véritablement parler, et n'ont pas laissé de s'affranchir. Si ces nations eussent attendu qu'elles eussent produit chez elles un dogme véritablement nouveau, elles seraient encore esclaves du moyen-âge, comme les autres.

Je voudrais m'en tenir à cette première raison; car les personnes qui ajournent toute vie, tout effort, dans

l'attente de je ne sais quel Messie social, ont souvent des intentions si excellentes que je serais désespéré de rien ajouter qui les afflige. Et pourtant convaincu, comme je le suis, qu'elles cherchent l'impossible, qu'elles sont en pleine opposition avec l'esprit moderne, je ne puis m'empêcher de les contredire, avec plus d'insistance.

Deux choses sont à considérer dans l'opinion qu'elles embrassent, la pratique et la vérité même de l'idée

Voyons d'abord la pratique. Il est trop évident qu'elle est désastreuse. Car s'il s'agit de découvrir un dogme encore inconnu pour échapper à la tyrannie subsistante, apprenez-moi ce que peut devenir l'homme jusqu'à ce qu'il ait fait cette découverte? N'est-ce pas abandonner purement et simplement la place à l'oppression? D'ailleurs cet inconnu, ce grand X que vous cherchez, sans lequel vous prétendez ne pouvoir rien faire, si vous ne le trouviez pas? Si votre attente était trompée? Voilà donc le monde entier légitimement livré, sans lutte possible, au premier occupant, c'est-à-dire à toute tyrannie, pourvu qu'elle ait le bon sens de prétendre posséder le mystère qui vous échappe. Quelle bonne fortune, grand Dieu! pour quiconque aspire à opprimer les autres! Jamais l'homme n'aura été ainsi livré à la violence et au hasard.

De grâce, sortons de ce rêve, il donne le vertige de la mort. Hommes de bonne foi, ne vous abandonnez pas à la merci de quiconque voudra se jouer de vous. Considérez une chose : nous n'avons pas seulement des devoirs envers ce que nous appelons l'avenir; nous avons premièrement des devoirs envers le présent.

Accomplissons donc ceux-ci, et les autres s'y trouveront compris. Car ce n'est pas l'avenir qui est enchaîné, c'est le présent; c'est lui qui souffre et qui crie; c'est vous, c'est moi, c'est nous tous, hommes qui vivons à cette heure sur la terre. C'est donc avec ce qui existe aujourd'hui dans le monde, que nous devons travailler à délivrer le monde. L'oppression est actuelle, elle s'exerce sur des êtres réels, vivants, dont la plaie est saignante. C'est donc avec des choses actuelles, avec les pensées qui existent aujourd'hui, quelque part, dans l'esprit de l'humanité, avec les forces vivantes, présentes, que vous pouvez, que vous devez combattre une oppression vivante, présente.

Pendant que la tyrannie a trouvé son dogme, dire que vous cherchez le vôtre, c'est accepter une trêve dans le combat du juste et de l'injuste, un armistice avec le mal, une capitulation avec le mensonge; c'est admettre dans le droit, dans l'esprit humain, dans l'ordre moral, dans la tradition de la vérité, de la vie, un *intérim*, une suspension, un évanouissement de la conscience qui n'a jamais été, qui ne sera jamais, qui serait la mort même de la nature humaine.

Non! point de tréve avec l'Injuste! Je n'en accepte aucune! Point d'armistice avec le mal, avec le mensonge couronné et triomphant! Point de suspension d'armes avec la force oppressive et homicide! Si elle peut nous écraser, qu'elle le fasse. Nous n'en sommes point en peine. D'autres viendront après nous, meilleurs que nous!

Il y a toujours assez de vérité manifestée dans le monde

pour combattre le règne reconnu du faux? Vous laissez l'empire à l'injustice et vous vous réfugiez dans l'inconnu, c'est-à-dire dans le vide? Est-ce là que vous trouverez un point d'appui?

Cette idée n'est si désastreuse dans la pratique de la vie que parce qu'elle est essentiellement fausse en elle-même. On ne cherche pas un dogme; on ne se le démontre pas à la sueur de son front. On le rencontre sur le chemin de Damas, et il vous éblouit.

En second lieu, c'est aller directement contre le génie des temps modernes, que de s'imaginer qu'un dogme puisse conquérir l'Universalité, à la manière de l'ancienne Église. Enfermer l'expansion, l'énergie infinie de l'âme moderne dans la lettre close d'un nouveau symbole, c'est là une entreprise qui répugne essentiellement à l'humanité contemporaine. N'oubliez pas que l'homme moderne est né, il y a trois siècles; depuis ce moment il n'est plus de pape, ni de concile religieux qui puisse s'imposer à la conscience individuelle.

Que serviraient tous vos conciles! Un seul homme qui se lèvera pour refuser votre dogme, le mettra en poussière. Il restera une théorie, un système, une opinion, une secte peut-être, mais rien qui ressemble à un symbole général.

Remarquez encore que cette idée de refaire un dogme universel est un triste legs de l'Église que vous voulez combattre. C'est là chez vous un reste du vieil homme; vous sortez de l'Église catholique pour la refaire sur un autre plan. Mais ce plan, je vous le répète, a été rejeté;

ce moule, dans lequel votre esprit retombe, a été brisé. Que nous parlez-vous de conciles? ils ont été fermés; ils ne se rouvriront pas. Rompez donc cette dernière chaine, ombre d'une servitude dont vous ne voulez plus.

X.

Qu'attendez-vous?

Je reproche au Saint-Simonisme de s'être absolument abusé sur la chose la plus fondamentale et d'avoir, par imitation du passé, rengagé beaucoup d'esprits dans la servitude du moyen âge, en fermant les yeux à la lumière vivante du monde moderne. L'idée de refaire un pape, un conclave, un concile, prouve que cette école était incapable d'orienter les esprits; elle tournait le dos à l'avenir. Elle a joint à la confusion, l'imitation stérile et fausse. Elle a tout fait pour aveugler l'esprit français, et lui ôter la tradition de sa propre indépendance.

Il est bien temps que l'aiguillon de l'adversité nous rende enfin le sentiment du réel. Lors même que l'impossible se trouverait réalisé, que vous découvririez votre dogme, quel résultat s'en suivrait-il pour dénouer l'universelle servitude? Je veux que vous trouviez demain ce Christ nouveau que vous cherchez; je vous l'accorde. Quelle en sera la conséquence pour le monde que nous

voyons et dont nous faisons partie? Il a fallu trois siècles au Christ avant d'agir efficacement sur le monde et de l'enlever à ses anciennes dominations. Est-ce trois siècles de répit que vous voulez donner encore aux dominations qui le possèdent aujourd'hui?

Qu'attendez-vous? Une nouvelle unité religieuse et sociale. Voilà ce qu'il nous faut, dites-vous, pour revivre : *Quod unitatis cupimus plenâ redintegratione firmari* (1). C'est justement le mot des moines du Bas-Empire.

Ah! si vos vœux étaient exaucés, que vous seriez prompts à vous repentir! l'homme moderne protesterait bientôt en vous contre ce vœu imprudent! A quel prix a été achetée cette unité si vantée de doctrines dans les choses secrètes, mystérieuses, intimes, qui sont le for intérieur de la conscience humaine? Au prix de quinze siècles d'une tyrannie de fer. Or cette tyrannie serait cent fois plus nécessaire aujourd'hui que l'âme humaine, individuelle, a conquis sa liberté dans ces domaines et qu'elle a appris à s'en servir. Vous êtes à peine affranchis de la vieille chaîne; déjà vous voulez vous en forger une nouvelle! Votre demande aveugle ne vous sera pas accordée. Vous resterez libres, en dépit de vous-mêmes, au moins sur ce point là.

Que demandez-vous encore? des armes sacrées, qui vous tombent du ciel. Mais le temps est passé où des

(1) Quod unitatem reddidisse...videreris—Epistola concilii Romani ad Gratianum et Valentinianum. Impp. V. Cod. Theodos. Appendix, p. XXXI.

messagers apportaient des boucliers divins, forgés dans la nue par les Cyclopes. Vos boucliers, vos armes, c'est à vous de les forger vous-mêmes en pleine lumière, dans la conscience libre que vous avez reçue en naissant. Ce siècle, qui a repris tant de choses qu'on croyait assurées, ne vous a pas encore ôté celle-là.

Vous ne pouvez vous sauver, ajoutez-vous, qu'avec des forces, des idées qui n'existent encore dans l'esprit de personne, pas même dans le vôtre. Écoutez :

Si un homme est échoué sur un banc de sable, au milieu d'une mer déserte, il se sert de ce qui est sous ses mains, et de ses propres débris pour se faire un radeau. Avec le secours de ce qu'il a sauvé du naufrage, il s'embarque de nouveau, et il finit par revoir sa patrie, ses amis, ses parents qui le croyaient perdu et qui déjà portaient son deuil. Au lieu de cela, si le même homme attendait qu'un navire lui vînt du ciel; s'il rejetait tous ceux qui existent réellement et qui passent devant lui; s'il ne voulait accepter pour sa délivrance et son salut qu'un vaisseau encore idéal que personne n'a vu, qui n'existe encore nulle part et n'existera peut-être jamais, dont le plan même est à trouver, que pensez-vous, dites-moi, que deviendrait ce naufragé sur son îlot, perdu au milieu de l'Océan?

XI.

De ceux qui attendent une solution finale.

Concluons. — Rien au monde n'est plus illusoire que d'attendre, comme vous le faites, *la solution finale du problème*. Cette solution ne vous sera jamais donnée par aucun livre, par aucun catéchisme; vous passeriez des siècles à attendre ainsi vainement que l'eau du fleuve ait coulé pour vous faire un passage.

Faites chaque jour ce que vous avez à faire. C'est la première règle pour résoudre la question. Mais croire que la solution suprême vous sera donnée en bloc, qu'elle tombera des nues comme un aérolithe, ou comme un autre Coran, et que jusque-là vous êtes dispensé de vivre, de sentir, de lutter, d'aimer, de haïr, de combattre à la manière des hommes, c'est une idée si insensée que toute une génération peut aisément s'y perdre.

On veut régir la vie sociale comme une figure de géométrie et l'on est dupe de ces grands mots. Voyez en effet la différence qu'il y a de l'une à l'autre,

Un géomètre, un savant, s'il ne découvre pas un certain théorème qu'il poursuit, se trouve arrêté court dans la déduction de ses idées. Il n'a qu'à se croiser les bras jusqu'à ce qu'il ait dénoué l'énigme. L'illustre Geoffroy Saint-Hilaire me racontait, un jour, que n'ayant pu résoudre une certaine difficulté d'ostéologie, le découragement le prit; il renonça à l'étude de l'histoire naturelle pendant cinq ou six ans. Il fallut qu'un hasard le ramenât à ses travaux abandonnés.

Qui ne sent qu'appliquer des procédés semblables à la vie sociale, politique, c'est y porter la mort? Un homme, une nation ne peuvent, sans risquer de périr, renoncer à la vie morale, parce qu'ils ont rencontré un obstacle. Ils ne peuvent impunément se retirer hors de l'humanité vivante, jusqu'à ce que la solution de la question leur soit tombée des nues. Chaque jour apporte son devoir immédiat, auquel il faut satisfaire, sa question à laquelle il faut répondre.

Et un peuple, une génération qui donnerait sa démission d'hommes, sur le prétexte qu'un certain théorème, un certain scolie de géométrie sociale est encore à découvrir, cette génération se couvrirait certainement de ridicule et peut être d'infamie, puisqu'elle renoncerait à la nature humaine qui n'accorde ni répit, ni congé dans la pratique des devoirs publics ou privés.

Le mal que les écoles de sectaires ont fait aux hommes de notre époque, en grossissant les idées fausses des maîtres, est incalculable; quant à nous, nous expions les fautes que nous n'avons pas commises. La pensée de

faire régir la société par des instituts de savants, comme s'il s'agissait d'une équation d'Euler, cette pensée, en dehors de toute nature, de toute vie, de toute politique, a troublé, dénaturé les esprits les mieux faits. Chacun cherchant sa formule a oublié de vivre. On n'a plus rencontré que des hommes qui construisaient l'équation, cherchaient les asymptotes de l'hyperbole sociale, et, en attendant, perdaient les instincts les plus simples, jusqu'à se mettre à la merci de tous leurs ennemis.

On a fait de la vie sociale un problème mathématique si difficile, si inaccessible, que je ne m'étonne point de voir tant de gens y renoncer et y préférer la mort. A ce compte là, on pourrait aussi faire de la respiration humaine un tel épouvantail de science, on pourrait exiger tant de labeurs préparatoires, tant de combinaisons dynamiques pour se tenir debout sur ses deux pieds, qu'il serait infiniment plus commode d'y renoncer.

Non, la vie humaine n'est pas un problème si irréalisable qu'on nous l'a faite.

Le progrès social n'est ni une géométrie, ni une mathématique, ni une mécanique; c'est une vie, non une formule. Comme toute vie, celle-ci est plus simple que vous ne dites. Pour faire une œuvre humaine, redevenons si nous pouvons des hommes; voilà le premier point.

Pendant que les amis de la liberté, égarés par de fausses mathématiques, interrogeaient toute science, excepté celle de l'homme, pendant qu'ils cherchaient partout dans l'univers extérieur leur solution, excepté en eux-mêmes, les ennemis de la liberté agissaient autrement;

ils savaient que les affaires humaines se débattent plus simplement au for intérieur du cœur de l'homme, et que l'important est de faire chaque jour un pas pour rester maître de la place. Ils ne perdaient point terre; car ils savaient encore que la victoire, à certains moments, est une affaire de tact, de sens, de coup-d'œil, d'opportunité. C'est avec les notions les plus simples, les plus unies du monde qu'ils ont eu bon marché de ceux qui ne voulaient prendre conseil que de la mécanique des sphères.

Que l'on se persuade bien que la liberté, en Europe, est tombée, non point faute de conceptions transmondaines, mais pour avoir méconnu les plus simples éléments des choses. Nous avons péri par l'A B C.

Ne confondons plus ce qui est absolument différent : la science et la vie, la mécanique et la société civile.

Les Archimèdes de la liberté ne font pas des œuvres mortes; ils portent leurs machines vivantes, armées dans leur esprit. Ils demeurent au centre de la nature humaine. Qui les attaque, les trouve toujours debout et préparés. Quand vient le moment d'agir, ils ne vont point étudier à l'écart le problème social; ils le résolvent à chaque heure, à chaque instant de la vie, toujours instruits, toujours armés suivant l'occasion, le moment, la difficulté, ou l'opportunité.

Qui dira jamais, qui croira plus tard combien l'abus de la langue théologique, de la langue mathématique, transportées là où elles sont déplacées, a ôté aux hommes de ce temps-ci, le sentiment vif, simple, vrai, actif de leurs propres affaires! Combien ces alliances de mots

surannés : papauté civile, communion, conclave social, concile social, n'ont-ils pas souvent ramené les novateurs eux-mêmes à des choses surannées !

De même l'abus de la langue scientifique mal appliquée, a substitué chez un grand nombre une vague idée pédantesque et morte, à la place d'une idée vivante, d'une œuvre de conscience, dont ils sont eux-mêmes les artisans et les juges. L'âme des choses a disparu, nous avons gardé quelques mots de vingt coudées, sans force et sans justesse.

Ce n'est ici affaire ni de moines et de théologiens du moyen âge, ni d'érudits ou de géomètres ; c'est une affaire d'hommes. Reprenez donc le langage humain, connu, vivant. Retrouvons au moins la langue de la liberté, si nous avons perdu la chose.

XII.

Un sophisme.

Ainsi plus d'embûches de mots, je vous en prie. S'il vous est défendu de parler, gardez le silence; mais n'essayez pas à la fois de parler et de vous taire, vous ne le pourriez sans torturer le sens commun. Le plus grand mal de la servitude, c'est qu'elle est la mère de tous les sophismes.

Par exemple, ce que vous proposez est en exécration à l'Église, dont il ne resterait pas, si l'on vous écoutait, pierre sur pierre. Néanmoins, c'est là ce que vous appelez *Réconciliation de l'Église et de la Révolution*.

Je veux bien que votre intention soit franche, mais votre langage ne l'est pas; et, comme il est obscur, il cache ainsi que toute obscurité un esclavage. Car par cette ambiguité de paroles, vous ne ferez pas illusion à nos ennemis. Si c'est un piége innocent, vous ne les y ferez pas tomber; ils ont trop d'instinct, d'expérience pour cela. Mais vous y entraînerez les simples, les crédules, qui ne

cherchent, n'attendent, ne demandent, n'implorent qu'une embûche nouvelle. En voyant cette doctrine si honnêtement exposée de la réconciliation du catholicisme et de la démocratie, lequel d'entre nous se dira que ce catholicisme prétendu est le renversement du catholicisme, que le noir veut dire ici le blanc, que la réparation de l'Église veut dire ici la chute de l'Église?

L'ancienne illusion, qui ne demande qu'à renaître, qui nous a déjà perdus vingt fois, qui cherche un accord impossible et absurde entre l'Église et la liberté, entre le cercle et le quarré, cette illusion, vous la relevez; vous la réchauffez. Vous aveuglez ceux qui commencent à ouvrir les yeux. Quant à ceux dont les ténèbres font la vie, vous les fortifiez de votre faiblesse. Ils règnent; vous leur donnez le sacre!

Si vous êtes pour l'Église, dites-le. Mais si vous voulez le renversement de l'Église, n'appelez pas cela Conciliation du Catholicisme et de la Démocratie. C'est se jouer de vos amis comme de vos ennemis.

Ne nous prenons pas les uns aux autres nos noms, nos devises, nos drapeaux. Sauvons au moins, s'il se peut, la franchise de l'esprit humain. Sortons de la confusion. Mais comment en sortir, quand nous prenons plaisir à la faire renaître d'elle-même?

O siècle tortueux qui détestes la voie droite, quand en aurai-je fini avec tes détours? Dès que j'ai surpris une de tes subtilités, tu vas en serpentant, en rampant, te replier dans une autre plus obscure. Tu roules un peu plus loin tes anneaux et l'on ne peut te faire regarder en face

la simple lumière du jour ! Que de subtilités j'ai déjà rencontrées ! En as-tu encore d'autres !

XIII.

Autre sophisme. Si toutes les religions sont égales.

Après les sophismes que je viens de combattre, le premier que je rencontre, le plus enraciné, le plus contraire à l'établissement de la liberté, est celui-ci : que toutes les religions se valent au point de vue de la vérité, et même de la politique, en sorte qu'il n'y a nulle différence à établir entre les unes et les autres. Ce principe est le contraire de toute philosophie, de toute science, de toute histoire, qui cherchent partout à marquer la nature diverse des choses; et cette fausse philosophie a entraîné bien vite des résultats mortels à la révolution, comme à la liberté !

Car loin que les religions soient toutes égales, il est certain qu'il y a entre elles des différences, des degrés dans le vrai, des spécialités, des nuances, comme il y en a dans toutes les choses de la nature. Il y a une religion qui se proclame elle-même l'ennemie de toutes les autres; elle se glorifie d'être incompatible avec la liberté moderne.

Cette religion a des institutions, des organes, des instruments de servitude, que d'autres ne possèdent pas, tels, par exemple, que la papauté, le célibat, d'où naît une forme nouvelle de caste, absolument inconciliable avec l'organisation des sociétés nouvelles. Il y a d'autres religions qui sont compatibles avec la liberté moderne, puisqu'elles l'ont engendrée et qu'elles la conservent. Il y en a enfin qui confinent à la liberté philosophique, puisque ce sont des philosophes qui les ont révélées.

Si la Révolution française avait clairement vu ces degrés, ces différences, elle eût pu, en concentrant ses forces, ses inimitiés, ses décisions contre le culte qui exclut la civilisation moderne, éliminer ce culte, en laissant subsister le principe de la liberté, et ouvrir par là une ère nouvelle. Mais en faisant vaguement la guerre à tous les cultes sans distinction, elle n'en a pas atteint un seul; elle a manqué d'audace; et celui qu'elle avait mission d'abattre est sorti de ses mains plus entier, plus indompté qu'auparavant.

Supposez que la Révolution française eût mieux apprécié l'organisation du monde religieux, elle eût pu appuyer son levier sur tout ce qui renferme un élément de liberté morale et renverser par là l'édifice de toute tyrannie.

Elle aurait eu la force de mettre fin au culte qui proscrit tous les autres.

Elle aurait osé réduire son ennemi; mais n'ayant fait aucune différence dans l'échelle des choses religieuses, elle a déchaîné oontre soi la religion même, sans trouver

d'appui nulle part pour déplacer irrévocablement la borne du vieux monde.

XIV.

Deux voies restent ouvertes. Laquelle choisir?

Ne refaisons pas la même faute. Il nous est encore une fois donné de choisir entre deux chemins. Seulement, si après tant d'expériences, de revers, d'enseignements produits par la persécution, nous nous obstinons à répéter les fautes d'autrui, il est probable que pour longtemps seront compromis le salut, la liberté, la dignité de l'esprit humain en Europe.

Voici les deux voies qui s'ouvrent encore devant vous : vous pouvez attaquer en même temps que le catholicisme toutes les religions de la terre, spécialement les sectes chrétiennes, sans distinction, et par là les obliger à faire de nouveau une seule masse avec lui ; dans ce cas, vous avez contre vous l'univers entier. Vous voilà encore une fois réduits à l'impuissance.

Au contraire, vous pouvez vous armer de tout ce qui est opposé au catholicisme, spécialement de la masse de toutes les sectes chrétiennes qui lui font la guerre; en y

ajoutant la force d'impulsion de la Révolution française, vous mettrez le catholicisme dans le plus grand danger qu'il ait jamais couru. Vous pouvez dès lors vous promettre raisonnablement de le placer au moins dans l'impossibilité de nuire.

De ces deux voies, laquelle voulez-vous adopter? La première a été tentée jusqu'ici; elle n'a conduit qu'à des revers, sans un seul résultat durable; la seconde (et c'est celle que je propose) n'a point été essayée; elle s'accorde avec la justice, avec la science, avec l'histoire, avec la politique, avec l'équité. Choisissez. On a vu souvent une armée dispersée, soudainement ralliée et victorieuse, seulement pour avoir changé son ordre de bataille.

Au lieu de vous chercher vaguement des ennemis à tous les bouts de l'horizon, sans en atteindre aucun, il s'agit de concentrer vos vues, vos forces, vos volontés dispersées, sur le point unique qui est le centre d'où partent toutes les attaques dirigées contre vous; et si vous reconnaissez avec la même unanimité que vos adversaires, que ce point précis, qui soutient tout l'échafaudage de servitude, est l'Église romaine, il s'agit non plus de dépenser vos paroles, vos répugnances, vos haines, vos menaces à tous les vents, mais de vous appliquer à ce point, sans vous en départir que vous ne soyez arrivé à un résultat pratique, que vous pourrez léguer à à vos fils.

Pour ces grands résultats, il vous faut des alliés; il faut qu'une partie du monde au moins soit de cœur avec vous.

Que si vous montrez la pensée de repousser également toutes les croyances, vous êtes premièrement injustes, secondement ennemis de vous-mêmes, puisque vous vous faites des adversaires de ceux qui doivent être une partie de votre force.

Voilà pourquoi je m'adresse à toutes les croyances, à toutes les religions qui ont combattu Rome; elles sont toutes (qu'elles le veuillent ou non) dans nos rangs, puisqu'au fond leur existence est tout aussi inconciliable que la nôtre avec la domination de Rome.

En effet, puisque la prétention ancienne, nouvelle, éternelle de cette religion est d'asservir l'univers (urbi et orbi), c'est dans tout l'univers que vous devez trouver des points d'appui et des alliés. Je n'invoque pas seulement une théorie, une philosophie, un système particulier; je fais appel à toute croyance opprimée, à toute église persécutée, à tout temple qui peut montrer ses martyrs. Ce n'est pas seulement Rousseau, Voltaire, Kant, qui sont avec nous contre l'éternelle oppression; c'est aussi Luther, Zwingle, Calvin, Marnix, Herder, Channing, toute la légion des esprits qui combattent avec leurs temps, avec leurs peuples, contre le même ennemi qui nous ferme en ce moment la route. Ils trouveront place dans nos rangs, tous les athlètes de l'esprit. Surtout nous appelons ceux qui dans les formes les plus affranchies du christianisme font le lien des uns et des autres. Je ne propose ni un système ni un dogme. Ce que je demande, c'est un acte, c'est une œuvre de vie, une alliance de tous les esprits libres de la terre, pour l'affranchir en

commun de l'esprit qui la possède et qui la stérilise.

Alliance très-possible que la force des choses produit, qui seule peut amener un dénouement à tant de paroles, de discussions, où le XIXe siècle court risque de s'user, sans honneur, sans profit, sans réaliser même une seule de ses idées.

Qu'y a-t-il de plus logique au monde que de faire un seul faisceau des révolutions qui ont paru dans le monde depuis trois siècles, de les réunir dans une même lutte, de reparaître ainsi sous le soleil, pour achever la victoire sur la religion du moyen-âge?

Le malheur de la Révolution française, c'est de s'être isolée des révolutions qui l'ont précédée. Réparons cette faute. Replaçons-nous au cœur du monde moderne.

Voulez-vous ne faire qu'une école littéraire, académique, philosophique, sans laisser aucune empreinte réelle sur la face de la terre? Vous pouvez alors rester dans l'isolement. Il est certain que quelques écrivains, quelques penseurs solitaires suffiront toujours à imprimer un mouvement quelconque à la vérité abstraite, dans les murs d'une école.

Pour moi, je crois que malgré beaucoup de fautes, il n'est pas encore trop tard pour couronner cette fin de siècle par quelque grand et mémorable changement dont la postérité garderait la mémoire. Voilà pourquoi j'appelle tout ce qui a un esprit de vie, d'examen, tout ce qui a scellé un jour, une heure, son contrat d'alliance avec la liberté; tous ceux qui veulent que les paroles laissent une trace dans les choses; tous ceux qui cherchent dans

les discussions un dénouement pratique; tous ceux qui veulent non pas seulement médire du moyen-âge, mais en sortir et l'abolir; tous ceux qui à un degré quelconque ont fait entrer l'esprit moderne dans le monde chrétien. Hérésies nationales, religions modernes, sectes, croyances affranchies, écoles de libres penseurs, systèmes, philosophies, tout ce qui vit, tout ce qui respire doit entrer dans ce grand et suprême effort contre la mort qui jette déjà son ombre sur nous.

Quelle serait la force des révolutions modernes ainsi ramenées au point de jonction dans lequel elles se rassemblent toutes? Cette force est incalculable. Je dis qu'elle serait invincible. C'est ici la cause du Seizième siècle comme du Dix-neuvième, de la Réformation comme de la Révolution, de Marnix comme de Voltaire. Quels sont ceux qui refuseront d'entrer dans cette alliance pour achever d'expulser le moyen-âge? Ceux pour qui toute religion n'est plus qu'un frein politique, également bon pourvu qu'il asservisse le monde. Mais bien peu feront un aveu de ce genre, et il ne manquerait pas de se retourner contre ceux qui le feraient. Tous ont le même but, tous ont le même intérêt; car je suppose qu'il y a encore des intérêts moraux sur la terre. Sinon donnez-nous le pain et le cirque. Oublions que nous avons été des hommes.

Si le seizième siècle a arraché la moitié de l'Europe aux chaînes de la papauté, est-ce trop exiger du dix-neuvième qu'il achève l'œuvre à moitié consommée? Est-ce trop demander de sa résolution, de sa force, ou de sa maturité?

XV.

Quel sera l'héritier du catholicisme?

Ici, n'objectez pas que l'alliance avec tous les éléments hostiles à Rome, pour une œuvre de vie, un but déterminé, dans le temps de l'action, est contraire à la philosophie; car j'ai montré, un peu plus haut, qu'il n'est rien de plus conforme à la vraie philosophie pratique, que de reconnaître les différences, les degrés qui existent entre des choses. Voulez-vous savoir ce qui est l'opposé de la philosophie? C'est de ne reconnaître, de n'admettre aucune diversité entre les institutions religieuses, et de les confondre toutes dans une même exclusion ; vue aveugle, s'il en fut, opposée à toute vraie science, encore plus qu'à toute vraie politique.

Que diriez-vous d'un musicien qui prétendrait que toutes les musiques sont égales? et d'un peintre qui mettrait sur le même plan tous ses personnages, sans observer aucune perspective? Le philosophe, le politique, le législateur qui confond toutes les religions de la terre,

toutes les époques, tous les âges de développement de l'esprit humain, dans la même exclusion, ne manque pas moins essentiellement aux conditions de la philosophie, de la politique ou de la législation qui est aussi un art.

Il ne serait pas juste non plus de m'accuser de prêcher une foi qui n'est pas la mienne, quand je montre des routes diverses dans lesquelles la dignité politique peut se concilier avec la croyance. Voilà des chemins divers, où la liberté est possible. Voilà un chemin obscur, qui mène infailliblement à la servitude; choisissez entre les premiers, rejetez le dernier. Celui qui parle ainsi exprime le principe fondamental du monde moderne, la liberté.

Encore une fois, je ne réclame pas la succession du catholicisme pour une formule, pour une théorie, pour une secte en particulier. Je réclame cette succession pour toutes les idées qui ont sauvé une parcelle de la liberté humaine; c'est-à-dire que je demande, pour héritier, l'esprit humain tel qu'il a pu se développer dans le monde moderne, avec ses croyances, ses aspirations, sa philosophie, ses instincts nouveaux.

Liberté pour tous, expansion de toutes les énergies de l'âme et de l'esprit, en dehors de l'église despotique et serve.

Si vous repoussez ces larges issues, que la force des choses a ouvertes elle-même aux peuples modernes, pour sortir de l'antiquité et du moyen-âge, il faudrait donc se contenter de la philosophie? Mais laquelle? Déjà vous excluez Rousseau; il n'est pas, pensez-vous, assez avancé pour les adorateurs de Saint-Janvier et de la robe de Trè-

ves. Un autre prétendra que votre système à son tour est aussi trop circonspect. Jusqu'à ce que vous ayez trouvé l'impossible, c'est-à-dire la formule philosophique qui dans le même temps à tous les esprits, à tous les lieux, convienne également à tous les peuples, voilà l'ancienne servitude établie sans contestation sur la terre.

Ce qui nous aveugle, encore un coup, c'est que nous nous représentons toujours l'avenir sous la forme d'une unité, dans laquelle nous n'acceptons que notre secte, ou notre formule. Même en rejetant le passé, nous travaillons à le faire renaître. A une Église universelle, nous autres catholiques, nous cherchons toujours pour héritier une autre Église universelle, ou du moins une autre philosophie universelle; c'est en cela que nous nous abusons.

La centralisation religieuse, à laquelle nous voulons échapper, ne renaîtra pas, si tant est que nous établissions la liberté. Tout au contraire, la vieille Église, unité aveugle, inorganique, inférieure, chaos ténébreux, ira de plus en plus en se partageant pour faire place à la variété de la vie. Comme du sein de la nature inorganique sont sortis des centres de vie organisée, de même du fond aveugle de l'Église immobile, sortiront de plus en plus des individualités, des personnalités, qui auront, chacune, leur intuition propre, soit dans la religion, soit dans la philosophie. Déjà le siècle n'est plus le disciple d'un seul livre, *homo unius libri*. Il le deviendra de moins en moins. S'il est vrai que tout homme est appelé à devenir son prêtre, il l'est aussi que tout homme doit devenir son philosophe; ce qui n'empêche pas qu'il y aura encore

des sectes, des croyances générales, des écoles diverses de philosophie, des maîtres et des disciples.

Ouvrez donc les portes, à deux battants, à tout ce qui renferme un élément de liberté, une étincelle de vie, de dignité ; ouvrez-les toutes grandes ; il y faut faire passer un monde.

Ne dites pas : « Si vous n'acceptez pas ma formule, mon système, je préfère que vous restiez dans le sépulcre. »

Dites au contraire : « Il y a diverses voies, outre la mienne que je crois la meilleure. Toutes seront bonnes, pourvu que vous sortiez de la mort. »

— Si vous détruisez cette Église, où me conduirez-vous ? Voilà ce que le monde est en droit de vous demander.

— A mon système de philosophie, répondez-vous.

— Cela ne me suffit pas ; cette porte est trop étroite, je m'en défie. Je demande à passer par la brèche que l'humanité moderne a ouverte ; car cette issue est éprouvée et j'aime les chemins battus.

Voilà ce que vous réplique une bonne partie des hommes.

Le temps de la domination d'un livre, d'un système est passé. Nous ne verrons plus de Mahomet ni de Coran. Nous ne verrons plus même de *Contrat social* devenir le livre de classe de toute une nation.

Ouvrez donc aussi tous les livres de vie, et laissez au monde la satisfaction de choisir sa voie de délivrance ; instruisez-le, poussez-le, mais ne le contraignez pas dans

son droit d'élection. Même lorsqu'il vous suivra, qu'il croie vous précéder. S'il accepte votre système, votre symbole, votre doctrine, qu'il puisse s'imaginer les avoir trouvés lui-même. Car c'est un orgueilleux. Il se défie de tout ce qui lui paraît exclusif, étroit, magistral. D'ailleurs, il sort d'une prison de dix-huit siècles; tout lui fait ombrage. Il voit partout des geôliers et des chaînes.

XVI.

Ce qui arriverait de la chute du catholicisme.

Si l'alliance que je propose à des esprits, à des Églises, à des systèmes, qui tous ont un intérêt commun, s'accomplissait ; si, par la justice de l'histoire, la loi de l'éternel talion voulait que le Droit catholique fût appliqué par la Providence à l'Église catholique, avec les tempéraments qu'exige l'humanité moderne ; si les avertissements de la diplomatie se réalisaient ; qu'arriverait-il? La chute de cette Église.

D'abord, la surprise, la peur, un grand silence ; puis le lendemain, les hommes s'étonneraient de pouvoir subsister sans l'organisation qui leur semblait indispensable ; et, passant bientôt à un autre sentiment, les peuples qui sont aujourd'hui le plus rivés à cette Église s'étonneraient le plus d'avoir gardé si longtemps cette chaîne.

Le grand mât étant coupé, le vaisseau, aujourd'hui échoué, de l'humanité se relèverait de son écueil ; il flotterait avec orgueil et se pavoiserait de couleurs nouvelles.

L'âme du christianisme, partout où elle s'est maintenue libre, affluerait pour combler le vide que laisserait l'institution du moyen-âge.

Dans le même temps, l'esprit philosophique sortant des livres et des systèmes de quelques docteurs, deviendrait esprit de vie, d'action; il se répandrait à son tour sur les ossements arides et dispersés du vieux culte.

Il ne se formerait pas symbole unique, pétrifié aussitôt que conçu, mais une grande âme humaine et divine qui passerait sur la face des nations et les renouvellerait. Car chacun voudrait avoir part à la succession de la religion morte; et, soit dans les philosophies, soit dans les sectes, tous feraient quelque effort pour mériter d'occuper ce vaste héritage.

L'esprit moderne, agrandi par sa propre victoire, communiquerait à toutes choses un essor inattendu.

Ce qui survivrait, ce serait *le dogme liberté* qui assurerait, en dehors de l'Église tyrannique le présent au plus sage, l'avenir aux meilleurs.

Là où l'esprit pur du christianisme ou de la philosophie ne pourrait s'enraciner encore, on verrait du moins sortir du catholicisme démembré, des formes nouvelles, locales, nationales, spontanées, indépendantes, qui ne pourraient dans aucun cas refaire l'œuvre de la tyrannie, parce que la tête de cette tyrannie aurait été abattue avec la papauté, et qu'il serait impossible de la retrouver.

Il y aurait encore des luttes dans le monde, puisque c'est le lot de la nature humaine, mais ces luttes ne seraient plus stériles.

Le XIXe siècle enchainé, hébété, ivre de matérialisme, ne deviendrait pas un objet de risée pour la postérité; il aurait fait sa tâche comme les autres; il pourrait dire: « Voici mes œuvres! » Il ne se contenterait pas de dire: « Voici mes chaines, elles sont dorées. »

La religion ne serait pas seulement un masque; elle aurait concouru à rendre à l'homme la vie morale.

La philosophie ne serait pas seulement une abstraction, une chimère; elle serait devenue action, affranchissement.

L'industrie ne serait pas une nouvelle glèbe pour de nouveaux serfs; ce serait une grande fabrique de peuples; elle produirait non-seulement des choses, mais des hommes.

L'Europe ne serait plus seulement un vieux monde; ce serait un monde rajeuni, supérieur au nouveau.

XVII.

Si l'industrie peut sauver l'Europe?

Supposez, au contraire, que la papauté continue d'être la tête de toutes les tyrannies religieuses, politiques, financières, industrielles, administratives, comme ces idoles de l'Inde aux mille bras armés de glaives, et dites s'il restera un mot dans une langue quelconque pour exprimer le progrès indéfini de servitude où vous vous trouvez engagés.

L'énergie spirituelle, morale, diminuant de plus en plus, en même temps que les forces matérielles s'augmenteraient à vue d'œil, ce défaut total d'équilibre produirait nécessairement le renversement et la chute de la dignité humaine. L'homme disparaîtrait sous la machine

Vous comptez trop, en effet, que la matière toute seule vous affranchira, vous rendra l'honneur, la dignité, la bonne foi, la conscience, la probité, tout ce que vous perdez chaque jour. C'est là une illusion; vous avez beau chercher hors de vous votre sauveur dans le progrès de

la mécanique, dans le seul développement de l'industrie, dans une machine de bois ou de fer.

Vous croyez, vous espérez que ces machines vous dispenseront d'avoir vous-même une valeur propre, qu'elles vous communiqueront celle qu'elles possèdent. Détrompez-vous. Rien au monde ne peut vous dispenser d'avoir vous-même une âme, une dignité personnelle, le respect de vous même, un caractère, une conscience, une parole. Tous les rails de fer, toutes les chaudières à haute pression, ne peuvent vous acquitter de l'obligation d'avoir vous-même cette trempe invisible, ce ressort interne, ce point moral qui résiste, s'il le faut, au poids de l'univers, et constitue l'être humain. Ni le fer, ni le bois, ni la tôle, ne vous prêteront leurs vertus. Il faut absolument que vous ayez les vôtres, celles qui caractérisent la nature humaine. Aucune machine ne vous exemptera d'être homme.

Tout au contraire, le développement des forces mécaniques exige un développement au moins égal des énergies de l'esprit. Mais si celui-ci s'endort, se démet, se rapetisse, se ravale à plaisir, il ne peut manquer d'être écrasé par les forces même qu'il met en jeu; toutes, loin de le servir, se tourneront contre lui.

Il restera comme enseveli dans ce qu'il lui plait d'appeler sa victoire sur la nature.

C'est ce que vous avez vu partout où les puissances industrielles ont grandi, sans que l'esprit de l'homme ait fait effort sur lui-même pour grandir à son tour. Considérez les vieilles sociétés dans leur âge de décadence.

Toutes étaient parvenues à la plus haute industrie qui fût dans le monde. Elles possédaient les plus grands imstruments de fortune! Mais quoi! l'homme avait disparu. Enveloppées de l'ombre d'une vieille religion morte, elles élevaient des pyramides à la mort. Elles commerçaient, elles trafiquaient,elles tissaient, elles produisaient, elles consommaient. Mais leurs richesses croissantes ne servaient qu'à accroître la misère et la servitude de tous. Les plus belles machines, celles d'Archimède, n'ont pas empêché Syracuse d'être la sentine du monde. Les plus belles voies de communication, dans l'antiquité, les meilleurs aqueducs, les plus magnifiques tunnels, les projets les mieux étudiés sur le percement des isthmes, appartiennent à l'époque d'opprobre du genre humain, à l'époque impériale. Les thermes les plus confortables sont les thermes de Caracalla.

Quand ces belles voies romaines de communication furent achevées, et que le réseau fut tendu à travers l'Europe, que s'ensuivit-il? L'avez-vous oublié? Il arriva que la pensée qui gouvernait le monde eut ses chemins préparés; et, comme cette pensée était la fantaisie d'un maître, ses caprices, ses colères, ses ordres, ses cruautés franchirent l'espace.

Il atteignit de la main la conscience humaine au bout de la terre. Dès lors il n'y eut plus un seul refuge pour une seule âme libre. A qui voulut échapper, il ne resta qu'à se poignarder.

Il est vraiment trop plaisant de vous voir vous imaginer que les chemins de fer vous rendront la dignité, la

sécurité, la liberté, sans que vous y soyez pour rien. Je veux encore vous ôter ce dernier leurre. La servitude courra plus vite que vous sur vos routes ferrées ; elle vous devancera, si vous n'avez pas d'autres moyens de vous y dérober. Les chemins de fer n'entraîneront que l'idée que vous y laisserez monter ; et si c'est une pensée d'esclave, les rails, la vapeur, l'électricité, le télégraphe, les puissances rassemblées de la nature ne pourront transporter à l'extrémité du monde que votre esclavage.

Eussiez-vous à votre service toutes les forces conjurées de l'univers, elles serviraient comme autrefois à publier dans l'univers votre déshonneur.

La vieille nature des choses n'est pas changée. Rien n'ôtera à l'esprit sa prééminence. Même souillé, même ensanglanté, c'est lui qui continuera de gouverner le monde ; et, si ce n'est une âme juste qui tient les rênes, ce sera une âme criminelle. Un Caligula, au centre d'un réseau de chemins de fer ! Voyez où cela conduit !

Que veux-je prétendre par-là ? Deux choses. La première, c'est qu'il ne faut pas vous fier, tant que vous le faites, du soin de votre honneur, de votre avenir à vos machines. Ce sont des esclaves ; si vous vous endormez, elles pourront vous trahir.

La seconde conséquence, c'est que vous vous pressez trop de vous louer. Je voudrais vous voir moins contents de vous mêmes. Mon espérance en vous n'en serait que plus grande. Après tout, le monde n'est pas encore dans une telle félicité, que vous ne puissiez ajourner quelque peu les actions de grâce que vous ne cessez de vous rendre à vous-mêmes.

Souvenez-vous un peu plus de ceux qui meurent au loin pour vous; cela calmera votre ivresse.

Lorsque dans la situation où vous êtes, vous continuez de vous donner pour des modèles à ce qui reste encore de peuples libres et fiers sur la terre, comment ne sentez-vous ce qu'il y a là de ridicule pour vous et d'injurieux pour la nature humaine? il me semble que votre langue devrait se sécher, dans votre bouche, en prononçant vos louanges.

Que l'esprit d'inertie est ingénieux! qu'il trouve d'admirables consolations ou de sublimes prétextes pour endormir le monde! Qui eût pensé que la doctrine du progrès, à laquelle nous aussi avons travaillé, devînt si vite un instrument contre tout progrès?

Car les hommes de notre temps ont conclu une seule chose de cette noble doctrine, à savoir, que quoi qu'ils fassent, le bien ou le mal, dormant, veillant, buvant, mangeant, rampant, ils servent le progrès. Certes les voilà bien à leur aise! Et, en effet, cette formule une fois tombée dans leur esprit, il faut voir comme ils en tirent parti, au profit les uns de leur apathie, les autres, de leur cupidité.

Les meilleurs se contentent de ne pas bouger; ils sentent, disent-ils, que l'idée marche! il ne serait pas bon de la trop précipiter. Les autres, de nus qu'ils étaient, se font millionnaires en un jour, en trichant à la bourse par amour de la bonne vieille cause humanitaire. Turcaret et Crispin sont des apôtres.

Quant aux peuples, les voilà tout glorieux d'avoir fait,

en dormant, sans le savoir, ia nuit dernière, cinq ou six grandes révolutions industrielles, anarchiques, féodales, communales, royales; sans y penser, ils ont enjambé six siècles bien comptés, étendus sur le seuil! Que ces nations se rendorment seulement du bon sommeil! Il sera toujours assez tôt pour les réveiller quand on sera dans l'Éden.

XVIII.

Ce qui arriverait de la victoire du catholicisme.

Voyons les suites de la victoire du catholicisme. Réduits à l'impossibilité de s'éclairer, les peuples qui ont pris en main la grande affaire de nos temps, la Révolution du dix-neuvième siècle, la laisseraient avorter ! Et cet avortement de la pensée d'une époque serait un démenti donné à toute l'espèce humaine ; les conséquences s'en feraient sentir partout.

Les peuples qui s'étaient donnés pour missionnaires de leur temps, se trouveraient condamnés les premiers à un aveuglement éternel. Les yeux fermés, sans même avoir la conscience de ce qui les retient dans les ténèbres, tous leurs efforts se perdraient dans le vide. Bientôt, désespérant d'échapper à la condamnation portée contre eux, ils s'assiéraient dans la nuit ; persuadés que tout est inutile, ils ne donneraient plus leur confiance à personne, car ils auraient d'abord perdu confiance en eux-mêmes ; ils n'estimeraient personne, car ils auraient perdu leur propre estime.

Alors ils accuseraient leurs défenseurs de l'oppression inexplicable et de l'abjection qui pèseraient de plus en plus sur eux; ils se promettraient de ne plus suivre aucun guide, de n'écouter aucune parole, de n'aimer, de n'admirer qui que ce soit, de ne prendre conseil que de la nuit. Ils croiraient voir partout, faiblesse, incapacité ou trahison.

Arrivés à ce point, ils tomberaient dans l'endurcissement de la pierre. Ils n'auraient nulle pitié de ceux qui souffrent pour eux; car, se diraient-ils, les martyrs ne sont que des ambitieux joués. Eux-mêmes affecteraient l'indifférence de l'esclave. A toutes les décadences morales, à toutes les chutes de la civilisation, de la liberté humaine, ils secoueraient la tête avec indifférence, comme si aucune de ces choses-là ne les regardait. Par toutes ces apparences et d'autres encore, ils sembleraient être les complices de leur propre servitude; plus d'un les accuserait d'avoir vendu, comme Judas, l'espèce humaine pour trente deniers.

Mais d'autre part, comme ils auraient entrevu la lumière morale, même après l'avoir perdue, le souvenir leur en resterait; ils ne pourraient l'oublier entièrement. C'est pour cela qu'ils ne deviendraient jamais de bons esclaves.

Vous entendriez, par intervalles, une immense aspiration sortir du fond de la terre; cette aspiration serait celle d'Encelade vaincu, terrassé, aveuglé, enchaîné, qui se souvient qu'il a connu la lumiere, et qui se réjouit dans son cœur de vous la disputer et de vous l'enlever à votre tour.

Il y aurait d'autres conséquences; celles-là s'étendraient jusqu'aux institutions libres, qui se corrompraient par l'exemple.

En voyant les peuples terrassés par le catholicisme et la victoire si aisée du despotisme, un grand désir d'imitation saisirait les chefs des Églises dissidentes; car ils voudraient partager la victoire; et, comme toutes les révolutions sont liées entre elles, ils commenceraient par déplorer que la Réforme ait réussi au seizième siècle; ils déclareraient que s'il fallait la refaire, ils s'y opposeraient eux-mêmes.

Du moins ils tenteraient de se rapprocher, autant que possible, du catholicisme vainqueur. Vous verriez les Églises schismatiques, ardentes à se renier, emprunter d'abord la tactique, l'esprit, les antipathies, les haines, puis aussi les armes de leurs plus anciens ennemis.

Il ne resterait plus en Europe que des religions politiques; toutes auraient pris le tempérament du vainqueur. L'esprit de tyrannie de l'Église Romaine se répandrait comme l'eau dans les Églises du libre examen; car chacun aurait conscience que le modèle du despotisme heureux, c'est Rome. Et chaque Église, chaque temple, chaque communion, chaque secte mettrait son honneur à se rapprocher de ce modèle et à porter le dernier coup à la raison humaine tombée et prosternée; tant est grand parmi les hommes le désir qu'ils ont de se joindre au plus fort.

Le reniement du XIXe siècle irait ainsi corrompre, jusqu'à sa source même, les libertés du XVIe.

Il en serait de même dans l'ordre politique. Toutes les institutions modernes de la liberté, suffrages, élections, seraient retournées contre la liberté. Il n'y aurait plus de tribunes ou d'assemblées qui ne missent leur honneur à montrer qu'elles aussi peuvent être de bons instruments d'oppression.

Plus vous descendriez dans le fond des masses, plus vous puiseriez à pleines mains la servitude; vous verriez de grands peuples voter, en riant, leur esclavage.

Les nationalités expirantes, se traînant au pied du plus fort, renieraient la seule chose qui aurait pu les faire revivre, le droit.

Le paupérisme moral entraînerait après lui le paupérisme physique et réciproquement. Ce qui resterait d'une nation, ce seraient quelques compagnies de finance anonymes qui dévoreraient en silence des générations anonymes.

Chacun reprocherait à son voisin d'être indigne de la liberté, et chacun deviendrait par là garant de l'abjection de tous.

Le niveau de l'intelligence baissant plus vite encore, s'il est possible, que celui des consciences, la philosophie serait méprisée, parce qu'on ne la comprendrait plus.

Une seule chose survivrait en tous : la vanité. Car le plus abaissé se donnerait pour modèle aux autres. Le plus asservi ferait la leçon à ceux qui ne le seraient pas encore; il faudrait endurer, sans réplique, ce qu'il y a de plus intolérable au monde, la fatuité de l'esclave.

Les temps reviendraient alors, où les écrivains, les

penseurs, les amis de la vérité, chassés de leur pays, iraient errants à travers le monde, et le monde les repousserait de lieu en lieu jusqu'à ce que la terre manquât sous leurs pieds. Ils continueraient de penser, mais personne ne les comprendrait. Ils appelleraient, personne ne répondrait.

Leur pensée sans écho s'ensevelirait avec eux. Quand on la retrouverait, elle paraîtrait surannée. Les générations et les peuples passeraient sur leurs tombeaux, sans les reconnaître.

Le Christianisme tout entier, prenant le tempérament de l'Église Romaine, se dessécherait et se flétrirait comme elle.

Dès lors il y aurait dans le vieux monde deux ou trois grandes religions mortes et pétrifiées : en Orient le Brahmanisme et le Bouddhisme, en Occident le Catholicisme. Elles étendraient, comme les pyramides d'Égypte, leur ombre massive sur un désert moral. Ce serait pour servir de sépulcre à des cadavres de peuples ; et le silence se ferait sur une bonne partie de la terre.

XIX.

Conclusion. — Ce qu'il faut faire.

Si on laisse la victoire du Catholicisme se consommer, je tiens pour inévitables les conséquences que je viens d'énumérer. Au contraire, si le catholicisme est vaincu, comme on nous annonce qu'il en court le risque par une de ces réactions qui sont la loi de la nature humaine, les conséquences opposées ne sont pas moins assurées.

Car autant, dans le premier cas, il y aura d'émulation à se rapprocher du triomphateur, s'il réussit, autant, dans le second, vous verrez d'empressement à le renier s'il tombe, à le maudire dès qu'il sera désarmé. Alors l'exemple de sa victoire n'étant plus là pour pervertir le monde, chacun rentrera dans sa conscience. Les institutions de la liberté ne seront plus si impatientes de se changer en instruments d'esclavage.

Dans cette alternative, où les choses sont pendantes, ce qui pourrait inquiéter les amis de l'humanité, c'est l'infatuation des nations esclaves. Car comment se rele-

ver d'une déchéance où l'on s'admire? Les hommes de notre temps, dès que vous ne les louez pas, vous accusent de découragement; ils en parlent vraiment trop à leur aise.

Certes, il est permis d'éprouver quelque surprise à voir une infatuation qui est tout ensemble un défi au sens commun et un défi à la conscience universelle. Mais, Dieu merci, je ne suis ni étonné, ni déconcerté; je sais combien la vanité ou la peur font dire aux hommes de choses même criminelles, qui ne dépassent guères le bout des lèvres, et comme ils seraient prêts à changer de langage, sitôt que d'autres circonstances les auraient corrigés.

Non, ce n'est pas être découragé que de ne pas applaudir à votre abaissement; c'est au contraire vous inviter à en sortir; car je crois, pour ma part, que la force d'esprit consiste non à se payer de mots, à se vanter de ses chutes, à caresser ses chaînes, à nier le péril, mais bien à le mesurer et à indiquer les moyens les meilleurs de le vaincre sûrement.

Que faut-il donc faire?

Je vous l'ai dit (1). Je le répète, puisque vous ne m'avez pas entendu.

Sortez de la vieille Église, vous, vos femmes, vos enfants. Sortez, pendant qu'il est temps encore, avant qu'elle n'ait muré elle-même la porte.

Sortez par toutes les voies ouvertes, pour ne pas périr de paupérisme moral et physique.

(1) Voyez ci-après ma *Lettre sur la situation religieuse et morale de l'Europe.*

Sortez ! et, si par des événements que j'ignore, la Providence vous tend encore une fois la main, sachez enfin la saisir. Ne donnez plus au monde le spectacle d'hommes qui, ne pouvant s'accoutumer à la défaite, ne veulent pourtant jamais profiter de la victoire.

Ne faites pas comme les Juifs qui attendaient le Messie, quand le Messie avait paru au milieu d'eux et qu'il était déjà sur la croix ! Vous cherchez le dogme moderne, et vous fermez les yeux pour ne pas le voir. Car ce dogme vit, marche ; le monde le connait et vous ne l'avez pas connu, lorsqu'il a paru au milieu de vous. Il est aujourd'hui élevé sur la croix, et vous ne le voyez pas encore ; il s'appelle Liberté !

LETTRE

SUR LA SITUATION RELIGIEUSE ET MORALE

DE L'EUROPE.

A EUGÈNE SUE.

LETTRE

SUR LA SITUATION RELIGIEUSE ET MORALE

DE L'EUROPE.

A EUGÈNE SUE.

Que vous dirai-je, mon cher ami? Vous faites appel aux hommes de bonne volonté, qui se souviennent encore de la dignité humaine; vous les invitez à dire ce qu'ils pensent sur la question morale qui comprend toutes les autres et seule fait la différence entre l'homme et la bête. Mais de quoi nous est-il permis de parler? N'avons-nous pas un sceau sur la bouche? Ne vivons-nous pas à condition d'être comme les morts?

En quoi nous regarde l'homme? Ne sommes- nous pas de ceux qu'il est loisible de chasser, de traquer impunément de lieux en lieux, jusqu'à ce que la terre nous manque sous les pieds? N'est-ce pas un crime dans notre bouche que ces mots : Justice, pitié, humanité? Pour peu que nous les répétions encore, n'est-il pas à peu près convenu que le feu et l'eau nous seront refusés?

Pourtant, mon ami, malgré ce qu'ils disent, je me souviens encore que je suis homme. Parlons donc de ce

qui les touche le plus. Cherchons leur bien, leur dignité; ils feront après cela ce qu'ils voudront.

Pour ce qui me regarde, mon exil me plaît; je me le serais moi-même imposé. Je l'aime, indépendamment d'une autre raison, parce qu'il me rappelle à chaque heure ce qu'il y a de grave et de vrai dans la destinée. A ce premier degré de la mort, j'apprends, j'entrevois chaque jour des choses qui m'auraient échappé sans cette épreuve. Je ne me suis jamais senti si libre que depuis que je suis banni.

Vous savez, mon ami, que peu de gens répugnent plus que moi à tout ce qui ressemble à un vain bruit. J'attends volontiers que la nécessité me provoque à rompre le silence. Alors si l'occasion commande, si une conscience noble, droite, me sollicite d'exprimer mon sentiment, non sur tel ou tel peuple, non sur tel ou tel gouvernement, mais sur l'un des intérêts universels de l'humanité, je reconnais là un devoir strict. Je le suis; j'y obéis; sans pouvoir y échapper plus qu'un autre.

Je veux savoir ce que je suis. Ou tous les droits de la condition humaine m'ont été retirés à la fois, et l'on ne m'a laissé qu'un simulacre de vie; ou bien je fais encore partie de la société universelle; et dans ce cas, je dois avoir comme tous les autres une pensée qui m'est propre sur le monde moral. Cette pensée, mon droit est de la soutenir, mon devoir est de la dire, librement, sans crainte, comme il appartient à chaque membre de la famille humaine.

C'est vous, le romancier, qui proposez aujourd'hui la politique la plus positive, la plus pratique, là où tant

d'hommes d'État de profession n'ont fait le plus souvent qu'un roman.

Oui, ce qu'il y a de plus effrayant au monde, c'est de voir des peuples, des États s'asseoir tranquillement à l'ombre d'une vieille religion morte. Quel silence, grand Dieu! quelles ténèbres! comme les plus simples notions s'effacent promptement! et avec quelle rapidité la nuit descend dans l'âme des hommes!

Prêtez l'oreille, mon ami! il y a de grands États, de grands peuples que je ne nomme pas, chez lesquels vous n'entendrez pas le battement d'un cœur, le souffle, la respiration d'une personne morale. Une société a-t-elle disparu? C'est le silence d'une plage déserte.

La tribune anglaise ne parle plus que pour vendre ce qui reste de vérité et d'honneur sur la terre.

Sommes-nous donc seuls désormais dans l'univers moral? S'il en est ainsi, c'est bien! sachons au moins mourir debout.

Notre grand Arago soutenait que la vie physique de ce globe peut finir et s'arrêter un jour, faute d'air respirable. Et le monde moral! et la vie des intelligences, qu'en dirons-nous? ne les voyons-nous pas s'évanouir faute d'air, et périr d'étouffement?

Combien déjà ont pris un autre visage et que nous aurions peine à reconnaître depuis que leur cœur s'est abaissé! et qu'il est vrai de dire que les générations serviles sentent de loin le cadavre!

De l'air! de l'air! voilà ce qui manque au monde. Mais il n'ose le dire; si nous le disons pour lui, il nous dénonce.

Que l'esprit humain, s'il fut jamais infatué, regarde les temps où nous sommes et qu'il s'instruise à son tour! qu'il voie, lui aussi, combien il est chose fragile et comme il est aisé sinon de l'extirper, au moins de l'ensevelir vivant! Venez, vous tous, grands esprits pratiques, les plus accrédités près du bon sens, Bacon, Montesquieu, Mirabeau, qui avez dit cent fois que votre lumière ne serait plus éclipsée, que les ténèbres ne peuvent rien contre le jour immortel! Venez, regardez, voyez ce qu'ils ont fait de vos divines clartés! Cet être cupide, endurci, sourd, hébété, avili, qui passe et qui rampe, est-ce bien là l'homme que vous avez connu et que vous nous avez promis? donnez-vous le spectacle orgueilleux de cet abaissement des intelligences encore plus que des caractères! car qui peut dire où il s'arrêtera? Et que Pascal aurait aujourd'hui beau jeu, après avoir bafoué l'ange, à contempler la bête!

Je viens de relire le morceau écrit par Jouffroy vers 1825 : *Comment les Dogmes finissent.* Il a analysé avec une sagacité admirable tous les enseignements qui étaient offerts dans le passé et dans les faits accomplis sous ses yeux. Mais combien il est loin du vrai et de la réalité dès qu'il essaie de soulever le voile du lendemain, pour pénétrer au delà du moment où il écrivait. On souffre aujourd'hui en voyant l'espérance exaltée qu'il mettait dans les hommes de son temps!

Il croyait (et il a légué cette erreur à beaucoup d'hommes de nos jours), il croyait qu'une religion morte, vaincue par la raison, ne peut plus être un obstacle, un

danger pour les sociétés humaines. Le faible des philosophes, des écrivains dans les affaires d'État a toujours été de penser qu'un dogme est fini quand ils l'ont réfuté, et qu'il suffit de montrer la lumière aux hommes pour qu'ils se dégoûtent des ténèbres. Les hommes de 1825 ne savaient pas qu'après que la discussion est close, quand les dogmes morts n'ont plus rien à répliquer, ils se pétrifient; devenus sourds à toute vérité, capables seulement d'outrages, ils ont sous cette forme la puissance d'inertie et d'étouffement qui tient de la nature aveugle. Le paganisme avait été vaincu cent fois par l'esprit des philosophes qu'il pesait encore, comme la pierre du sépulcre; sans le marteau du Centurion, ses temples seraient encore debout en Occident, comme ils le sont dans les Indes orientales.

Il est vrai, il est certain que la discussion est close avec le catholicisme, puisque, sauf l'injure, il reste muet à toute contradiction. La parole, la vie n'ont plus de prise sur ces corps pétrifiés; ils n'en sont que plus redoutables.

Car, sous cette forme aveugle, muette, les dogmes vieillis ne sont plus, pour ainsi dire, que le cadavre d'une religion; et si la société par un effort quelconque ne s'en délie, elle devient elle-même cadavre, sous cette ombre de mort.

Autre point non moins important que la fin prématurée de Jouffroy l'a empêché de saisir; il est mort à temps pour ne pas voir les choses que je vais dire. Les années pesantes qui ont passé sur nous depuis 1825 nous

permettent de continuer le tableau qu'il a commencé.

Voici ce qu'il eût vu, et, sauf l'identité des termes, ce qu'il eût dit, si sa vie n'eût été abrégée avant l'âge :

Quand, après une longue lutte contre l'ancien dogme au nom de l'idée nouvelle, les philosophes, appuyés du concours et des espérances de tous, obtiennent la victoire et que le pouvoir si longtemps désiré tombe enfin entre leurs mains, il arrive une chose que personne n'avait pu prévoir. C'est que les philosophes trouvent une telle douceur dans la domination, qu'ils oublient les idées au nom desquelles ils l'ont reçue ; et, sans s'occuper davantage de la vérité, ils ne songent plus qu'à goûter en paix l'autorité acquise. Alors ils découvrent, en premier lieu, que l'ancien dogme, si longtemps attaqué par eux, est le meilleur frein pour retenir les hommes sous le joug ; et ils mettent tout leur art à réparer ce frein qu'ils avaient brisé et qui leur paraît divin depuis qu'il est en leur puissance. Car ils obtiennent par là le double avantage de vivre en paix avec l'ancien ennemi et de réprimer leurs partisans devenus leur principal embarras.

Maîtres du pouvoir, les philosophes font alors cette seconde découverte : que leurs systèmes n'étaient rien autre chose, après tout, que le fondement, l'explication du vieux dogme, sous une autre forme. Après avoir voulu l'anéantir, ils l'édifient de nouveau; ils s'en proclament les plus intelligents défenseurs. Alors on voit des choses incroyables. Ceux qui avaient passé leur vie à railler les vieux dogmes prennent tout à coup un masque grave, composé.

Les uns se convertissent avec éclat à la religion qu'ils ont tout fait pour renverser, et ils renient en secret leur conversion publique. Les autres, plus timides, et qui gardent encore une apparence dans le parjure, déclarent qu'il est de bon goût de cesser les attaques contre des choses sacrées. Quand ce mot a été prononcé, tout est fini ; la vanité se trouve intéressée à respecter la servitude. Il ne manque plus qu'une occasion pour la faire éclater. Cette occasion ne tarde pas à paraître. Est-il un lieu sur la terre où le dogme vieilli chancelle et s'écroule de lui-même? aussitôt ses adversaires de la veille, les sceptiques redevenus croyants depuis qu'ils règnent, se précipitent à sa défense ; ils le rétablissent de vive force, par les armes, par le fer, par le sang.

Dans ce concert d'apostasies effrontées ou cachées, s'il se trouve quelque penseur qui rappelle aux philosophes les idées pour lesquelles ils ont vaincu ; s'il leur demande de profiter de leur autorité pour asseoir la doctrine nouvelle ou pour la développer ; s'il les adjure de tenir leurs promesses ; s'il invoque la foi reçue, les luttes entreprises en commun pour la cause sainte, celui-là n'est plus qu'un embarras ; il devient promptement odieux. Qu'il poursuive l'ancienne lutte, les nouveaux vainqueurs se joignent aux vaincus pour l'accabler ; car désormais leur cause paraît inséparable. Sans se laisser décourager par la défection, si l'apôtre fidèle continue de marcher tête haute dans la voie où tous s'étaient rencontrés d'abord ; si, au mépris de son intérêt propre, il poursuit avec sa foi première le travail de la liberté, la

conquête du vrai ; s'il garde sa croyance, son culte persévérant dans les idées, et s'il convie les autres à la clarté héroïque de ce flambeau, alors il faut le perdre. L'ironie, le persiflage, le dédain, l'outrage pleuvent sur lui; ce n'est plus qu'un imprudent qui veut tout compromettre; il faut jeter cet ancien compagnon d'armes en proie à l'ancien ennemi. Dans tous les cas, le silence, l'oubli, feront raison d'un esprit incommode qui s'obstine à penser, quand c'est l'heure pour tous ses compagnons de jouir en paix de la domination usurpée. Il est enseveli vivant; il meurt au loin, seul, à l'écart; personne ne se souvient qu'il a vécu.

Cependant, relevé, réhabilité par les libres penseurs, le vieux dogme n'attend qu'une occasion de se dégager de leurs mains. Ils croyaient, en le protégeant, le patronant, s'en faire un allié ; le dogme, une fois réparé, leur échappe. Tout indigné d'avoir subi de tels patrons, il se retourne contre eux et leur ôte ce pouvoir qui n'était qu'une fraude.

C'est la chute de la philosophie.

Elle tombe sans bruit, déconsidérée, dégradée aux yeux des peuples; et Dieu sait ce qu'il faudra de merveilles pour la relever jamais! Car le plus grand nombre hait principalement ce qui lui semble un parjure. Les apostats de la libre pensée, courbés, agenouillés volontairement aux pieds des hommes de l'autorité aveugle, font paraître ceux-ci plus grands que nature. On ne peut s'empêcher de les comparer ensemble; le reniement des uns relève la constance, la perpétuité des autres, qui du moins ne se sont jamais démentis.

Peu à peu, en voyant que les affranchis de la veille se sont eux-mêmes refaits esclaves, l'opinion se déconcerte; le mépris s'étend des personnes jusques sur les idées. Aux meilleurs, elles paraissent un piége, aux ambitieux une duperie, aux parvenus un danger, aux penseurs un reproche.

Tous s'en éloignent également par différents chemins avec colère, avec terreur, avec repentir, avec honte. Une génération s'avance tête basse, sans qu'aucune pensée luise sur son front. Un vide étonnant, inconcevable, inconnu se fait dans l'esprit humain. Les idées les plus simples deviennent une fatigue. Le niveau de l'intelligence baisse à vue d'œil; l'âme se retire, la voilà qui cède de toutes parts à la matière.

Chacun ayant voulu à son tour se servir de l'ancienne religion comme d'un frein ou d'un instrument, et l'ayant réparée à sa guise, il ne reste plus une âme entière, une conscience droite, un esprit libre. Dans cette nuit, l'ancien dogme ose ce qu'il n'avait encore ni espéré, ni convoité; il fait accepter des monstres de doctrine auxquels il n'eût jamais songé, si les philosophes ne lui eussent fait ces ténèbres. Alors des prodiges de lâcheté et de servitude se consomment dans l'ombre! On entend comme un glas retentir sur la terre. On dirait des funérailles d'un monde.

Nouveau progrès dans la chute. Le lien des idées détruit, les hommes, en pleine civilisation, retombent dans une sorte d'isolement barbare. Vous pouvez alors, si cela vous plaît, les prendre, les lier, les garrotter; ils

n'en seront point offensés; du moins, ils paraîtront ne point le sentir, soit dissimulation, soit peur.

Comme un troupeau, ils verront stupidement passer leurs compagnons enchaînés et ils ne tourneront pas la tête pour demander où vous les conduisez. Car ils ne se doutent pas qu'il s'agit là d'eux-mêmes. Nulle sympathie, nulle pitié. C'est beaucoup s'ils ne se raillent pas de ceux qui souffrent pour leur cause. Chacun, aussi longtemps qu'il n'est pas lui-même saisi au corps, restera insensible aux maux de tous les autres. En quoi cela le regarde-t-il? Vous pourriez alors, à votre gré, faire disparaître un peuple successivement, un à un, homme à homme, sans causer aucun trouble à ceux que vous épargneriez, et sans tirer d'eux un soupir!

C'est là, croyez-vous, le dernier terme, la crise salutaire et finale? Vous le pensez? Je n'oserais l'affirmer. Tant il y a de combinaisons fertiles, de degrés continus et surtout de surprises dans l'abaissement d'une société, une fois qu'elle s'abandonne les yeux fermés à la force ou au hasard!

Je craindrais trop de faire à mon tour comme Jouffroy, qui dans sa sincérité de philosophe n'a pu prévoir ni l'hypocrisie philosophique, ni quelle force elle possède pour relever les choses mortes. Si ma vie se fût arrêtée comme la sienne peu après 1825, assurément j'aurais nié d'avance comme lui ce que mes yeux ont vu plus tard. J'aurais rejeté comme une fiction impossible ces nouvelles formes de la servilité humaine auxquelles je suis bien obligé de croire, puisque j'y suis plongé et, pour ainsi dire, enseveli.

L'expérience nous ayant donc appris à nos dépens ce

que tous les dons de l'esprit ne nous eussent jamais révélé, nous pouvons préciser aujourd'hui la question du monde moral, mieux peut-être qu'on ne l'a fait avant nous.

Comment arracher un monde à la mort qui l'enveloppe?

Voici, en énervant les mots, pour n'offenser personne, la réponse qui se présente :

Il y a trois manières de toucher à une religion surannée et de la vaincre.

Premièrement, on peut la faire disparaître par l'autorité, par la force C'est ainsi que le paganisme a été extirpé de vive force par les décrets des empereurs catholiques, les religions orientales par les Califes, le catholicisme par les rois d'Angleterre, de Suède, de Danemarck, le protestantisme par les rois de France, d'Espagne.

Ce que l'on peut dire de ce moyen, c'est qu'il est le seul qui ait réussi à anéantir une croyance ancienne. Toutes les religions qui ont disparu de la terre ont été effacées par la force et par l'autorité; au contraire, il n'en est aucune, si folle, si insensée, si absurde que vous l'imaginiez, qui ait été détrônée et extirpée par la seule liberté de discussion. Tout le monde répète que la force n'a rien pu contre les croyances, et le monde entier est le témoin du contraire.

Secondement, on peut, au moyen de la discussion, essayer de remplacer une religion surannée par une forme nouvelle de cette religion. Dans ce cas, la force ne

semble pas aussi nécessaire; quoiqu'il n'y ait pas d'exemple au monde que la forme nouvelle ait remplacé l'ancienne sans que l'autorité s'en soit mêlée, et sans qu'elle ait fait taire au moins un moment ceux qui ont pour eux l'antiquité.

Troisièmement, on peut à une religion surannée opposer la pure lumière de la raison, de la philosophie. Mais le temps a montré que si vous ne laissez aux peuples un vestige au moins de leurs anciennes croyances, ils se croient égarés; et ne pouvant s'élever d'un seul coup ni se maintenir sur les hauteurs de la philosophie, ils retombent inévitablement dans leurs plus anciennes formes, et redeviennent la proie de leurs superstitions les plus sordides.

De ces trois systèmes, si le premier est le plus efficace, il est en même temps le plus impraticable aujourd'hui. Nul ne peut en conseiller l'usage, puisque, indépendamment d'autres raisons, il y en a une capitale qui exclut l'incertitude; c'est qu'il suppose la force et l'autorité, c'est-à-dire les choses qui manquent le plus à ceux qui pourraient être le plus tentés de l'employer.

Le troisième moyen, tout philosophique, est le mieux fait pour séduire. C'est aussi le moins sûr; et vous avez fait preuve d'un grand sens en l'excluant aujourd'hui, au risque de déplaire à quelques-uns; car il en est qui pensent que les peuples pris en masse n'ont pas encore assez montré combien il est aisé de les renchaîner aux vieilles formes, tant qu'ils n'en ont pas adopté de nouvelles.

Reste à examiner le second système. Certes le progrès serait immense si l'on pouvait en un jour arracher les peuples au catholicisme qui représente la barbarie du moyen âge, et les attirer vers une des formes les plus modernes du christianisme. Ce serait les enlever au moyen âge, où ils gisent ensevelis, pour les transporter vivants dans le monde moderne.

Et parmi ces formes du christianisme, il n'a pu vous échapper que l'*Unitarisme* est celle qui se concilie le mieux avec nos temps; car s'il conserve une ombre de l'antiquité chrétienne et s'il rassure par là l'esprit tremblant des peuples, de l'autre, il donne la main à la philosophie la plus hardie. En sorte qu'il semble tout préparé pour faire le pont sur lequel ils peuvent passer l'abîme sans vertige, sans crainte de s'y perdre, ni désir de retourner en arrière. L'Unitarisme n'est rien autre chose que la profession de foi du *Vicaire savoyard* qui a été si longtemps l'âme de la révolution française. De plus, l'Unitarisme a l'avantage incomparable d'être non pas seulement un livre, mais une institution éprouvée sur laquelle repose en partie et s'étend cet édifice merveilleux des États-Unis, qui semble croître à vue d'œil, pour notre orgueil et pour notre espérance.

Qui ne voudrait, qui ne souhaiterait que la parole d'un Emerson français, d'un Channing, retentît au milieu de la société française, dans nos campagnes et dans nos ateliers? Quels éclairs de vie morale ils feraient sortir de ces âmes en travail, et qui peut savoir où s'arrêterait cet apostolat d'une âme libre?

J'ose dire que nous avions commencé quelque chose de semblable au Collége de France et nous y avons travaillé dix ans. Plus tard, lorsque j'ai lu la parole de ces grands hommes de bien, j'ai été étonné et fier de voir que dans le même temps nous disions à peu près les mêmes choses, aux deux bords opposés de l'Océan. J'en appelle au souvenir de ceux qui étaient là ; ils nous sont tous restés fidèles !

Venons à la pratique de la vie, que vous avez envisagée avec une si rare justesse d'esprit. Nous ne pouvons ni exiger, ni attendre du grand nombre un génie assez stoïque pour que les grandes dates de l'existence ne soient marquées d'aucune solennité.

L'homme ne se décidera pas à traverser la vie sans qu'aucune parole le relie à la société des êtres immortels ; il ne veut ni entrer dans le monde, ni en sortir en secret, comme une feuille des bois qui naît, qui meurt, sans que personne le sache. Il a besoin d'un témoin qui réponde de lui devant la société des vivants et des morts. Force, grandeur, ou faiblesse, telle est sa nature. Nous ne la changerons pas. Lors même que nous ferions de lui le philosophe stoïque sur son roc immuable, resterait la femme, l'épouse, la mère, qui assurément ne consentirait pas à se priver de tout lien visible avec la société morale ; et les femmes feront ici la loi aux hommes ; elles retourneront infailliblement au passé, si elles ne sont retenues par un lien nouveau.

N'est-ce pas là ce que nous voyons à chaque heure du jour? Personne ne s'en étonne. Pour moi, c'est un spec-

tacle auquel je ne m'accoutume pas, de voir un ami de la liberté donner par le baptême son enfant à l'Église qu'il ne cesse de proclamer l'ennemie de toute liberté. Et ce n'est pas l'exception, c'est la règle. La démocratie parmi nous est ainsi faite que tout enfant qui vient au monde reçoit en naissant le baptême et le sceau de l'ennemi de la démocratie. La jeunesse arrive; l'adolescent est confirmé par la même puissance hostile. Dans la communion, il jure de rester fidèle à ce même adversaire qui de son côté lui jure une inimitié implacable. Après cela le mariage, puis la mort; et cet ami de la liberté, depuis sa naissance jusqu'à son dernier jour, est à toutes les circonstances solennelles le témoin, le gage, le disciple, le client, la proie et le jouet de l'Église ennemie.

Que la démocratie européenne, que les amis de la liberté disent donc à la fin ce qu'ils veulent, et si c'est là un jeu qu'ils prétendent continuer longtemps. Comment ce fleuve, qui de son plein gré découle de la source de toute servitude, s'y plonge en naissant, pour s'y replonger encore et s'y engloutir à jamais, comment un homme de sens espère-t-il que ce soit la voie pour enfanter la vie, pour féconder la liberté? Qui ne serait effrayé de voir ces générations aveugles se pousser l'une l'autre sans répit, sans intervalle sous le joug, en même temps qu'elles prétendent s'affranchir? Où trouver une issue dans ce cercle de mort? Encore une fois est-ce un jeu? Sachez, s'il en est ainsi, qu'il est odieux; les générations y passeront et s'y useront l'une après l'autre sans profit pour personne.

Quand ils ont ainsi, par faiblesse ou par nécessité, li-

vré les leurs à l'ennemi, vous savez leur réponse : « Quoi
» donc! la chose a-t-elle de l'importance? le baptême, la
» communion! pures formes qui n'engagent plus à rien!
» Le serment religieux prêté à la naissance, au mariage,
» à la mort, devant le ciel, devant les hommes, ce n'est
» là qu'un mot, une complaisance, une formalité, que
» sais-je, une comédie. N'en parlons plus, de grâce! »

Pardon, il faut en parler; et ce sera pour dire que la démocratie, la liberté, ne seront que des mots aussi longtemps que vous les servirez du bout des lèvres et que vous les renierez, que vous les livrerez dès que l'occasion solennelle s'en présentera dans la vie ou dans la mort. Car il faut savoir pour qui vous êtes, et avec qui vous êtes. Voulez-vous l'absolutisme, le despotisme intellectuel et civil? Croyez-vous que la servitude de l'intelligence soit un bien? Cela peut aisément se soutenir. Dans ce cas, donnez vos enfants à l'Eglise qui soutient, répand cette doctrine, et qui s'en fait un dogme; personne n'accusera chez vous que votre aveuglement. Voulez-vous au contraire la liberté, le développement de la raison? Dans ce cas il est monstrueux de donner vos enfants à l'Église qui maudit ce que vous croyez. Quand je songe que, de votre plein gré, vous livrez, vous abandonnez ces intelligences naissantes, qui ne peuvent se défendre, à l'Église que vous condamnez et maudissez vous-même, de quel mot me servirai-je? Le mot que je vais prononcer est dur, mais il est nécessaire; c'est une sorte d'infanticide moral que vous consommez, le sachant ou l'ignorant.

Car l'excuse que vous donnez est pire que la chose

elle-même! « C'est un jeu, une comédie. » Vous savez parfaitement qu'il n'en est rien; que ce n'est pas une chose vaine d'être engagé dès le berceau dans les liens d'une église, et d'y être confirmé, enchaîné à bon escient, sitôt que la raison commence.

Ne prendrez-vous donc jamais exemple de vos adversaires? Ils donnent à leurs enfants le sceau de leur église! Qui peut s'en étonner? Qui songe à le leur reprocher? C'est leur droit; ils en usent, ils font bien. Mais vous? Êtes-vous des agneaux pour lécher, de générations en générations, la main qui vous flagelle et vous déchire?

Pourtant, je le veux bien! Ce sera une comédie. Prenez garde alors, que la vie humaine tout entière, et tout ce que vous prétendez aimer, liberté, raison, justice, démocratie, égalité, peuple, ne soit à son tour une comédie, et la plus misérable de toutes. Car l'enfant qui a commencé ce jeu dès le berceau, et auquel vous aurez si vite attaché le masque, aura, ce me semble, quelque peine à ne pas le garder et le porter devant vous, devant nous, dans les affaires humaines, après l'avoir si bien gardé dans les affaires sacrées. Ah! qu'il me semble périlleux de faire naître un homme en pleine ruse, dans le faux serment! Après avoir menti au ciel, la tentation doit être grande de mentir à la terre!

Que veux-je donc vous demander?

Une seule chose, et je vais la renfermer dans les termes les plus étroits pour que vous n'ayez aucune raison de me refuser. Je ne parlerai pas de vos morts; je ne chercherai pas pourquoi vous les donnez à l'Église qui

vous a déclaré la guerre. Eux-mêmes, direz-vous, peuvent l'avoir exigé (et qui voudrait ne pas respecter la parole d'un mourant?). D'ailleurs les pleurs, le deuil, la consternation, la terreur qui enveloppe un pareil jour, tout, si vous le voulez, sera votre excuse.

Mais les enfants, eux qui viennent de naître, voilà ceux pour lesquels je demande grâce! Ici, vous n'avez pas l'excuse des larmes, des lamentations, de la terreur du tombeau. C'est un jour joyeux qui luit sur vous; il vous convie à l'avenir! Pourquoi, dans ce jour radieux, étendez-vous prématurément les ténèbres sur cette créature qui arrive au monde et aspire à la lumière? Je ne peux plus vous comprendre.

Quoi! vous réprouvez cette Église; vous la dénoncez comme la demeure du mensonge et de l'esclavage; elle vous le rend en haine, en invectives, en malédictions, en imprécations; partout où elle a la main sur vous, elle vous le fait sentir; elle encense vos bourreaux; voilà une lutte onverte, s'il en fut sur la terre.

Pourquoi donc, encore un coup, portez-vous votre enfant souriant à la source que vous dites empoisonnée? Pourquoi le baptisez-vous dans la servitude que vous maudissez pour vous? Pourquoi enchaînez-vous de vos libres mains cet être désarmé qui ne peut résister? N'êtes-vous pas son père pour le préserver, le sauver de ce que vous avez reconnu être le mal, le faux, la mort? Et c'est vous qui l'y portez! C'est vous qui l'ensevelissez, à peine né, dans le servage moral! C'est vous qui mettez, sur cette tête fragile et toute branlante encore, un joug d'airain de dix-huit siècles!

Je ne sais ce que vous penserez de la franchise de mes paroles; mais je ne puis les retenir, et tant qu'il y aura un souffle en moi, je réveillerai, j'embarrasserai, je tourmenterai votre conscience, jusqu'à ce que vous reconnaissiez ce qui est évident. Car enfin la nature, la vie, l'avenir, vous donnent dans chaque enfant qui naît l'occasion et, pour ainsi dire, l'injonction de sortir de l'esclavage du passé; et vous faites servir la nature, l'avenir, la vie perpétuellement renaissante, à renouveler, à perpétuer votre contrat de servitude.

Eh bien! il faut ouvrir les yeux. Il faut que la liberté, la démocratie profitent de ces forces inépuisables de la nature renaissante, ou bien, si vous êtes décidés à tourner contre vous ces forces invincibles, il faut renoncer à la démocratie, comme à la liberté! Car les lois de l'univers ne changeront pas pour votre plaisir; et lorsque les générations nouvelles vous sont données pour renouveler la vie humaine, si vous les liez, le sachant et le voulant, à ce qu'il y a de plus immuable, de plus hostile dans le passé, vous désobéissez à toutes les lois de la vie; vous n'enfanterez que la mort.

Que faut-il donc faire? Une chose très-simple et je crains qu'elle ne soit repoussée à cause de sa simplicité même. Le point pratique, le point utile, le point urgent, c'est de sortir en masse de l'Église qui a fait serment de vous perdre. Il faut que les peuples qui habitent encore le moyen âge prennent enfin pied dans le monde moderne; et pour cela, je n'exige pas qu'ils deviennent subitement des philosophes. Je ne pense pas non plus que,

pour faire un pas en dehors de la barbarie, il soit sage d'attendre cette foi nouvelle, cette forme de culte jusqu'ici inconnue, cette révélation de l'esprit attendu, que je suis loin de nier, mais sur laquelle je ne puis rien bâtir d'assuré ni de solide aujourd'hui, puisqu'une seule chose est certaine, c'est que cette révélation souveraine qui doit relier tous les cœurs ne s'est pas montrée encore.

En des circonstances semblables, si nous ne voulons que les jours passent inutiles et amassent une plus lourde servitude, il me semble sage et sensé de commencer l'affranchissement des hommes pris en masse avec les leviers qui existent aujourd'hui. Et si, pour se délivrer du moyen âge, l'homme, au seizième siècle, s'est tant appuyé du pur évangile, peut-être serait-il raisonnable de s'appuyer aujourd'hui sur les résultats les plus avancés de la révolution religieuse, pour s'affranchir du catholicisme dans sa caducité, la forme la plus aveugle qui ait encore paru dans le monde.

Que ceux qui se sentent l'esprit assez trempé pour vivre dans la philosophie le fassent; je les applaudirai; la philosophie reste après tout le temple serein par excellence; *templa serena*. Celui qui sera baptisé loin des orages, dans l'éternelle sagesse, n'aura rien à envier aux autres.

Mais le nombre de ceux-là ne sera pas le plus grand. Quant aux autres, il y aurait quelque dureté et peu de sens à les compter pour rien. Cela admis, ce serait, certes, un grand malheur, si parmi les mille formes du christianisme moderne qui semblent parcourir toute l'échelle de

la liberté religieuse, depuis la moindre jusqu'à la plus grande et la plus semblable à la liberté philosophique, il n'en était aucune que les hommes nouveaux pussent s'approprier selon les besoins différents qu'ils ont d'indépendance ou d'assujettissement.

Je ne blâmerais donc point celui qui, entre tant de cultes divers, tous affranchis du moyen âge, choisirait pour son enfant le culte qui répondrait le mieux à son état moral.

De quoi s'agit-il? De briser la chaîne par laquelle, suivant la forte expression des Jurisconsultes, *le mort saisit le vif* dans un héritage non-interrompu d'aveuglement moral. Le moindre ébranlement de la colonne qui soutient à elle seule toutes les servitudes, aura des conséquences infinies pour la liberté, la dignité humaine; mais ce premier pas, il faut au moins le faire à un titre quelconque, au nom de la politique, sinon de la religion. Donnez-moi un seul rayon ; la grande lumière suivra bientôt.

Ici je les entends d'avance; vous savez comme moi la réponse qui me sera faite : « Tous les prêtres se ressemblent, disent-ils; mieux vaut garder les anciens » qu'en prendre de nouveaux. Un vicaire savoyard, un » Unitarien, un Jésuite, c'est pour nous même chose. » Restons où nous sommes. Refaisons ce que nous » avons fait jusqu'ici. L'imprévu avisera. »

Je l'ai déjà dit bien des fois, je le répète encore : l'inconvénient d'une révolution faite par des philosophes, c'est d'abord que les plus égoïstes la renient et la livrent. C'est ensuite que les plus honnêtes, confondant la philo-

sophie et la politique, réclament dès leur avénement l'absolu, l'idéal; et ne pouvant les réaliser sur-le-champ, ils se dégoûtent de tout ce qui n'est pas parfait. Ceux-là, dès le premier jour, arborent pour devise : *Tout ou rien*. Moyen assuré d'être pris au mot par la fortune qui ôte volontiers aux dédaigneux ce qu'elle s'est laissé arracher dans un moment de complaisance ou de surprise.

Quand même il serait vrai que tous les prêtres ont le même esprit, il faudrait pourtant voir au moins une fois avec sang-froid, s'il n'y a pas une différence presque infinie entre celui qui, lié à une organisation, à une hiérarchie souveraine, toute-puissante, peut à bon droit s'appeler légion, et celui qui, seul, n'a que sa parole, livrée à l'examen de tous. Pour moi, j'avoue qu'il m'est odieux de prouver l'évidence; je sais trop que rien n'est plus inutile.

Quand les hommes ferment les yeux à l'évidence, c'est qu'ils ont une raison cachée pour le faire. Combien de fois il arrive qu'ils rejettent une réforme comme vaine, pour se dispenser de l'entreprendre! Car il faudrait vaincre des préjugés qu'il est plus commode de respecter. Combien de fois, chez les plus révolutionnaires des hommes, n'a-t-on pas vu l'instinct naturel du *statu quo*, de la paresse d'esprit, de la routine, de l'immobilité, se déguiser à leurs propres yeux sous le mépris de tout ce qui est, sinon facile, du moins possible!

Voulez-vous donc ne jamais faire un pas, à moins que ce ne soit, comme les dieux d'Homère, pour atteindre au bout du monde!

Après tout, la question n'en reste pas moins très-simple. Si parmi toutes les formes modernes de la liberté religieuse, il n'en est point que vous ne vous croyez en droit de dédaigner; si toutes les routes,par lesquelles les autres se sont émancipés, vous semblent également fausses et trompeuses, est-ce une raison pour cela de refaire vous-même de vos mains votre alliance avec le moyen âge?

Si vous ne voulez pour aucun des vôtres tirer nul profit des révolutions religieuses qui se sont accomplies sur la terre, faut-il pour cela que votre audace d'esprit ne vous serve qu'à vous mieux enchaîner dans le passé? Vous ne voulez sortir de la vieille Église par aucune des portes que l'esprit moderne a ouvertes aux peuples. C'est bien! Dans ce cas, faites-vous donc une issue à vous-même.

Dans la tunique déchirée du Christ que les peuples modernes se sont partagée, il n'est pas un lambeau que vos peuples veuillent retenir. C'est bien. Dans ce cas prenez donc vous-même la robe virile. Toutes les communions, même celles qui confinent à la philosophie, ne sont pour vous qu'un autre genre de mort. C'est bien! mais alors sortez donc au moins de votre sépulcre.

Car, n'est-ce pas véritablement le comble de repousser toutes les formes connues, éprouvées de la liberté, comme insuffisantes,et de vous sceller,vous et les vôtres, dans le tombeau, sans faire quoi que ce soit au monde pour en sortir? Par trop d'ambition ou d'orgueil n'embrassons pas le néant!

Pour moi, loin de m'attacher à cette seule issue de la philosophie, qui est la plus difficile, qui, pendant longtemps encore, ne conviendra qu'à un petit nombre, je voudrais que les peuples sortissent en foule de la vieille Église par les mille portes que l'esprit religieux des modernes a pratiquées dans l'enceinte du christianisme. La voie est ouverte; elle est simple, elle est grande, elle est multiple pour ménager la liberté de tous. Choisissez à votre gré! Que craignez-vous? L'obstacle est vaincu, le chemin est sûr, il a été éprouvé par des foules d'hommes et de nations avant vous. Nul besoin d'attendre un prophète, un révélateur. Les siècles modernes ont frappé à la porte et ils ont fait la brèche. Il ne s'agit plus que de passer sur la trace de ceux qui se sont émancipés avant vous. De quoi avez-vous peur? Vous êtes restés ici les derniers. Que tardez-vous? qu'attendez-vous? Marchez donc, avancez et sortez!

Et que l'on ne dise pas que cet écoulement des peuples dans les formes les plus libres du christianisme moderne, tel qu'il s'épanouit par exemple avec l'Unitarisme dans le nouveau monde, ne soit pas un résultat digne d'attention. Car, un philosophe peut bien compter sur l'avénement, sur l'explosion plus ou moins éloignée d'une foi nouvelle; mais je ne saurais conseiller rien de semblable à un politique; et, après soixante et dix ans d'attente, depuis la révolution française, ayant vu comme les peuples sont aisément ressaisis par les vieilles formes, quand ils n'en ont pas revêtu de nouvelles, et surtout de quel ridicule se sont comblés les fabricateurs de nouveaux dogmes,

il est permis, il est raisonnable, il est nécessaire de ne pas ajourner davantage l'occasion de respirer et de renaître.

Le camp des amis de la liberté est aujourd'hui, sur presque toute la terre, dans la position d'une armée immense, aguerrie, fidèle, intrépide, qui par suite des manœuvres les plus fausses, se trouve coupée, cernée, bloquée, affamée et que l'on a juré d'anéantir. C'est pour elle le moment de ramasser ses forces vives, de simplifier ses vues, de recourir à l'instinct. Abandonnez sur la grande route le vain bagage des systèmes inexplorés, des idées retentissantes et vides, qui, sans vous nourrir, encombrent votre marche et vous empêchent de faire un seul pas! Quoi! des utopies lointaines, à cette heure! des rêveries, des songes, des nuées! Soyez tranquilles! vous en retrouverez d'autres demain; aujourd'hui il s'agit de sauver votre cause.

L'avantage de nos temps, c'est qu'ils nous dispensent de la nécessité de flatter personne; grand bien, si nous savons en user. Jusqu'ici pour agir sur la démocratie, il a fallu la flatter; pour la flatter, il a fallu fortifier ses préjugés, c'est-à-dire éterniser ses servitudes. Sortons de ce cercle fatal; le premier qui s'en affranchira et qui osera montrer au monde un esprit libre, celui-là sera le sauveur des autres.

Empêchez une nouvelle scolastique de naître. J'entends par là ces embûches de mots dans lesquels l'instinct de la vie réelle, de la vérité politique est sacrifié à une logomachie puérile qui n'a que l'apparence et point de corps.

Combien d'âmes droites sont déjà dupes de cette scolastique et s'y embarrassent à plaisir ! Combien surtout d'âmes serviles s'abritent aujourd'hui sous ce masque!

Nous avons trop aimé les mots! Prenons enfin souci des choses.

Qui aura le courage de dire : Laissez-là les bulles gonflées! revenez au nerf des choses. Attachez-vous à la masse solide, éprouvée du navire échoué, si vous voulez qu'il se relève. Redevenez simples pour redevenir forts. Laissez aux millénaires la partie fantastique, fabuleuse, mythologique de vos théories. Elles appartiennent à l'enfance de la démocratie. Sortons des songes! Quittons l'enfance, il est bien temps d'être des hommes.

Qui osera dire cela? Celui qui aimera assez sa cause pour vouloir la sauver.

Bruxelles, le 5 décembre 1856.

L'ENSEIGNEMENT

DU PEUPLE

L'ENSEIGNEMENT DU PEUPLE.

I.

Une cause de servitude volontaire.

Le 24 février, un miracle social met dans les mains de la France le choix de ses destinées. La France, librement consultée, répond en se plaçant dans l'échelle des peuples libres entre le Portugal et Naples. Il doit y avoir une cause de cette servitude volontaire ; l'objet de ces pages est de rechercher cette cause, et, s'il se peut, d'en préserver l'avenir.

Lorque la France républicaine ressaisira ses destinées, quelle solution apportera-t-elle aux problèmes qui se poseront devant elle? Où est le principe qui survivra aux subtilités sous lesquelles la liberté a été étouffée? Ce jour-là, le sphinx dévorera quiconque ne répondra pas à la question.

Certain que les obstacles ne serviront encore une fois qu'à élever la Révolution française à une nouvelle

puissance, et qu'il faut déjà songer à organiser une victoire inévitable, je veux chercher, ici, sur quel principe devra être établi l'enseignement dans la Démocratie. Ce problème touchant à toute l'organisation sociale, si la solution que je propose est la vraie, il n'est pas impossible qu'il en rejaillisse quelque lumière sur ceux mêmes qui semblent s'en écarter le plus.

Qu'est-ce en soi que la question de l'enseignement? Une question de direction morale. Tout se réduit à demander où est désormais le principe d'autorité. On répond : Dans la religion. J'accepte cette réponse, mais j'insiste et je demande à mon tour : Quelle religion?

Il est trop manifeste que nulle autorité ne peut s'établir sur le principe de trois ou quatre cultes qui, se niant mutuellement, se détruisent l'un par l'autre. Asseoir la société française sur cette base, c'est l'asseoir dans le vide sur le trépied de l'éternelle anarchie.

Nous sommes accoutumés, en France, à considérer les religions comme un élément particulier qui se développe indépendamment des autres éléments de la société. Personne n'a plus contribué que Montesquieu à consacrer cette opinion dans l'*Esprit des lois*. Ce sont les pieds d'argile du colosse.

Ce grand esprit croit que partout la religion s'est accommodée à la forme politique, et il ne voit pas, au contraire, que c'est la forme politique qui partout s'est réglée sur le moule de l'institution religieuse.

Il croit que la religion ne doit pas donner des lois; et il ne voit pas que partout, sous toutes les formes, la religion est la loi des lois, c'est à dire celle sur laquelle toutes les autres s'ordonnent.

Il croit que plus la religion est sévère, plus les lois civiles sont douces, que le principe de la fatalité peut être dans le dogme, celui du libre arbitre dans le code; et il ne voit pas que la substance de la religion et de la vie civile est la même.

C'est Montesquieu qui a enseigné aux publicistes à considérer l'élément religieux comme un accessoire sans relation nécessaire avec la vie politique des peuples. Tant que cette mère d'erreurs subsistera, les discussions se passeront à la surface des choses; il n'est pire joug que celui d'une idée fausse.

Qui ne voit, en effet, que cette manière d'envisager les religions est la plus sûre garantie contre toute émancipation des sacerdoces? Si la constitution religieuse est un fait insignifiant, sans relation avec les autres, pourquoi la changer, pourquoi la réparer? Une révolution religieuse serait peine perdue.

Dans les pays où les cultes sont envisagés à ce point de vue, l'ancienne croyance, quoique toujours s'affaiblissant et réduite à l'apparence, ne reste pas moins souveraine. On crée deux mondes distincts : l'un comprend la société politique, l'autre la société spirituelle. Ce divorce, qui est dans les esprits, passe dans les choses. Ces pays font des révolutions politiques et point de révolutions religieuses, parce qu'ils n'ont plus

assez de foi pour cela. Ils se contentent de distinguer la vie publique d'avec la vie intérieure. Ils ont un pied dans l'État, un autre dans l'église. Mais si, après s'être placés dans l'impossibilité de faire une révolution religieuse, ils renoncent à cette séparation des choses civiles et des choses ecclésiastiques, qui pour eux est la loi de salut, ces mêmes États sont en péril de mort.

Là au contraire où la religion, prise par tout le monde au sérieux, a été considérée comme ce qu'elle est en effet, c'est à dire comme la substance des lois, des gouvernements, des mœurs, on a pensé que l'on ne pouvait rien changer si l'on ne changeait d'abord la religion ; d'où il est arrivé que les peuples le plus profondément croyants ont fait des révolutions religieuses, et que ceux qui le sont le moins, se sont mis dans l'impossibilité d'en faire. En sorte que, par excès même d'indifférence, ils se sont rendus, pour ainsi dire, incapables d'échapper au joug de la religion qu'ils n'ont plus.

Où la révolution religieuse a précédé la révolution politique, il est certaines conquêtes morales sur lesquelles personne ne songe à revenir. Partout, au contraire, où la révolution politique s'est accomplie sans que la religion nationale ait été modifiée, vous voyez au même moment d'incroyables progrès et des retours plus incroyables encore. Dans les temps les plus calmes, vous découvrez, sous le gouvernement le plus libre, l'ancien fonds persistant d'un gouverne-

ment absolu. Vous ne pouvez dire d'aucune réforme, même la plus insignifiante, qu'elle est irrévocablement acquise. Vous passez en un jour de l'extrême liberté à l'extrême servitude; vous touchez à la fois les temps les plus opposés, toujours ballottés entre le moyen âge et la Convention. Dans ces pays, la Révolution n'a pas jeté l'ancre. Le passé vient la ressaisir jusque dans le port. Ils semblent condamnés à d'éternelles tempêtes.

Je connais tel de ces États où l'on passe la journée à se demander si l'on sera gouverné le soir par Babeuf ou par Grégoire VII, ou encore par tous les deux à la fois, ce qui n'est point impossible. Là il n'est jamais certain que deux et deux font quatre. La chose est solennellement contestée tous les quinze ans en présence de tous les pouvoirs de l'État; et l'on n'imagine pas quelle dépense d'éloquence il se fait à ces occasions pour et contre. Cela forme une partie des monuments oratoires de ces populations.

Au reste, la complaisance que ces peuples mettent à se laisser asservir est ce qui trompe le plus les princes et les pouvoirs publics. Elle devient pour eux une tentation prodigieuse à laquelle nul d'entre eux n'a encore su résister; et c'est là ce qui cause leur ruine violente. Une telle commodité d'usurpation les poussant à abuser de la servitude, ils ne tardent pas à la détruire par son insolence même; car ces peuples semblent ne s'apercevoir qu'ils ont perdu quelque chose, que le jour où il ne leur reste plus rien à

perdre. Alors, on les voit regagner en un jour, en une heure, fort au delà de ce qu'ils se sont laissé enlever, quelquefois en un demi-siècle.

En 1617, le plus grand esprit de l'Italie écrivait ceci : « Je ne croirai jamais à un changement dans « l'État si je n'en vois un dans la religion. Mais on ne « s'aperçoit pas que rien de pareil se prépare ; au « contraire, l'ancienne s'invétère de jour en jour. »

Ainsi, ce qui frappe dans ces États, c'est que l'indifférence totale en matière religieuse les aveuglant sur l'importance des questions de cette nature, ils sont infailliblement dupes dans toute affaire où la religion est mêlée.

Que nous fait, disent-ils, cette religion? Vaut-elle la peine qu'on s'en occupe? Elle est morte! Disant cela, ils sont liés et garrottés; ceux qui ne le sont pas s'amusent à garrotter les autres.

Peu importe, reprennent-ils; cette Église, il est vrai, commande nos armées; elle dirige notre gouvernement, elle nomme nos inquisiteurs d'État, elle fait le plan de nos expéditions, elle ordonne, elle règne, elle gouverne; mais, encore une fois, qu'est-ce que cela prouve? Elle n'existe pas.

Après cela, qui se chargera de démontrer que si telle religion est morte, comme on le dit, là précisément est le danger; qu'une religion vivante peut bien imposer à un État une forme despotique, mais que du moins elle lui communique une partie de sa force, tandis qu'une religion morte communique infaillible-

ment sa mort à l'État, au peuple qui y reste politiquement et organiquement attaché. Liez donc un vivant à un cadavre, et dites-moi s'il n'y a, dans cet arrangement, nul inconvénient pour le premier. Ce que les anciens craignaient le plus était la contagion de la mort des dieux.

Inutiles discours, incompréhensible métaphysique! Ils veulent continuer de marcher jusqu'au bout enchaînés au moyen âge sans regarder une seule fois cette difficulté en face.

Est-ce pusillanimité d'esprit? Mais comment taxer de pusillanimes des gens si intrépides? Le monde romain a péri pour cela. Que disait-il par la bouche de Pilate de Festus? « Ce sont des subtilités dont « nous ne nous occupons pas; nous les laissons aux « juifs. » Vous savez ce qui en arriva.

Puisque le raisonnement sur ce sujet paraît inutile, je me contenterai de rapporter l'histoire qui suit : elle se passait mille ans avant J.-C.

Des captifs, les uns prisonniers de guerre, les autres enlevés sur les rivages, étaient entassés dans une galère grecque de Ténédos; et le maître du vaisseau cinglait vers un port d'Italie où il devait les vendre, Au milieu de la nuit, les captifs brisent leurs liens; ils s'emparent de l'équipage. Ce fut une grande fête; l'océan n'avait pas encore entendu de pareils cris de joie.

L'un des prisonniers s'approcha de ses compagnons, et leur dit : « Une chose m'inquiète, c'est de voir que

vous laissez le gouvernail entre les mains qui vous conduisaient au marché. » En effet, un vieillard qui semblait étranger à tout ce qui se passait autour de lui, tenait le gouvernail, et il avait ses yeux attachés sur une étoile.

« Eh! quoi, répondirent les captifs, ne voyez-vous pas que ce vieillard regarde dans les nues, et qu'il ne se mêle en rien de ce qui se passe parmi nous? Vous avez peur de ce bâton vermoulu dans ses mains tremblantes; mais voyez donc son âge : c'est vraiment folie de croire qu'il pourrait mouvoir ce vaisseau. Vous avez, mon ami, besoin d'ellébore. » Ainsi ils renvoyèrent le bon conseiller, et ils continuèrent de cingler joyeusement vers les Iles Fortunées.

Cependant le vieillard, toujours souriant, ne quittait pas le gouvernail; il fit si bien qu'en rasant un rivage, d'un seul coup de timon, voilà le vaisseau dans le port. C'était justement celui de Tarente, fameux entre tous pour la vente des esclaves. En un moment, les marchands qui attendaient la cargaison se précipitent armés sur les captifs; ils leur rendent leurs chaînes, et chacun est vendu vingt deniers. Depuis ce moment, aucun d'eux n'entendit jamais parler d'un vaisseau sans demander qui tenait le gouvernail.

Cette histoire est trop ancienne, dites-vous; je le veux bien. Écoutez donc cette autre, elle est tout aussi vraie, mais elle a deux mille ans de moins.

Il s'agit d'un fondeur de Florence, vrai patriote, qui toute sa vie chercha le bien et mourut désespéré

de ne l'avoir pas trouvé. Il voulut un jour couler la statue d'un héros pour en faire don à sa patrie; par malheur, il n'avait dans son atelier que le moule d'un cheval de quadrige. Peu importe, pensa-t-il en lui-même; je combinerai si bien les matières que je réparerai cet inconvénient; et, en effet, il versa dans le moule les matières les plus précieuses, l'or et l'argent mêlés d'une manière admirable.

C'est étonnant, dit-il, lorsque l'œuvre fut achevée; je voulais un héros, et je n'ai qu'un cheval. Évidemment ma combinaison ne vaut rien. Brisant la statue, c'est, dit-il, la faute de l'or et de l'argent; essayons le bronze, voilà le vrai métal du sculpteur. Il employa ce qui lui restait de bien à se fournir d'un bronze sans défauts; versant ce nouveau métal dans le même moule, il resta quelque temps plein d'angoisse, jusqu'à ce que l'œuvre fût achevée. Quoi, dit-il, lorsqu'il la vit, encore une fois un cheval, et je n'obtiendrai jamais le héros! Le sort est jeté sur ma maison. Et il brisa la statue de bronze comme il avait fait de celle d'or et d'argent.

Ces riches métaux sont perfides, reprit-il en lui-même; ce qui rendra ingénument ma pensée, c'est la pure argile, fille innocente de la terre.

Ayant rempli l'ancien moule d'argile, il lui donna le temps de sécher. Après quoi, dans une inquiétude inexprimable, il jeta de nouveau les yeux sur son œuvre; et c'était encore une fois un cheval d'argile au lieu d'un héros. De nouveau il brisa la statue; il la

mit en poussière, et cette fois, il tomba dans le désespoir. Quoi! disait-il, j'ai usé de toutes les forces de la création, et je n'ai jamais pu changer la forme ancienne. La malédiction est sur moi!

Ainsi, il se plaignait de la destinée, et ses amis ne purent jamais lui faire comprendre que, pour changer une forme, il faut changer le moule.

O mes amis, artistes incomparables, combien de fois avez vous déjà brisé votre statue! en 1789, en 1815, en 1830, en 1848! toujours l'ancienne forme, toujours le cheval du quadrige et jamais le demi-dieu! prenez garde d'épuiser vainement, dans ce travail, toute l'argile du globe!

II.

L'expérience.

Pendant dix ans j'avais travaillé sans relâche à démontrer deux choses : l'une, que tous les États catholiques périssent ; l'autre, que la liberté politique est irréalisable dans ces sortes d'États. J'avais montré l'Italie esclave de toute l'Europe, l'Espagne esclave au dedans, le Portugal esclave au dedans et au dehors, l'Irlande esclave de l'Angleterre, la Pologne esclave de la Russie, la Bohême, la Hongrie, esclave de l'Autriche, l'Autriche elle-même, mère de toute servitude, dans la servitude de la Russie. Cherchant le même avertissement au delà de l'Europe, j'avais montré, en Amérique, d'un côté la fortune croissante des États-Unis hérétiques, de l'autre, la servitude des démocraties et des monarchies catholiques dans les États du Sud ;

chez les premiers, Washington, chez les seconds, Rosas.

Frappé de cette démonstration de ruines qui ne souffre aucune exception sur toute la surface du globe, j'avais adjuré mon pays, tout en conservant et respectant la liberté de conscience, de se garder politiquement et temporellement de la domination catholique, puisque chez tous les peuples modernes elle avait été l'avant-courrière de la dissolution et de l'asservissement.

Cent fois j'avais posé la question dans les termes suivants : Voyez l'histoire des peuples liés à la papauté; tous ils sont tombés. Vous seuls restez encore debout; prenez garde dans ce chemin qui a mené tous les autres à la ruine. Je n'envisage pas ce que l'Église romaine est ou n'est pas dans le royaume invisible; mais je dis, j'affirme qu'au seul point de vue temporel, tout peuple qui identifie sa destinée avec celle de l'Église romaine est un peuple perdu. Si vous croyez, conservez votre foi. Si vous voulez rester un peuple, faites que votre église n'intervienne en rien dans la conduite de vos affaires.

Du reste, je savais combien cette séparation que je demandais est chose difficile; car j'avais toujours tenu pour certain qu'une religion nationale est le principe fondamental sur lequel s'ordonne l'État, et qu'en quelque situation qu'elle se trouve, aussi longtemps qu'elle subsiste ou paraît subsister, elle communique à une nation ou la durée, ou l'être, ou le semblant,

ou le néant, sans qu'aucun des efforts faits pour contrarier cette loi puisse réussir à en détruire entièrement l'effet.

Telles étaient les idées que je travaillais à faire prévaloir au moment de l'explosion du 24 février. Ce jour là je crus à l'émancipation de la France... Vous qui voulez connaître combien il y a loin d'une pensée démontrée à une pensée réalisée, et combien de fois il faut recommencer le même ouvrage, c'est pour vous que j'achève ce récit.

J'étais, dis-je, tout plein de l'idée du péril permanent que fait courir à la France sa solidarité avec le catholicisme. Le lendemain du jour d'émancipation, d'ardents amis me pressent d'accourir au pied de la montagne Geneviève. Il s'agissait pour nous d'inaugurer de nos mains la victoire de la philosophie. J'arrive; la place était déjà remplie d'un peuple frémissant d'enthousiasme. Je m'arrête au bord de la fosse où l'arbre allait être enraciné. Sur l'autre bord était notre maire, le sculpteur David d'Angers, qui n'a point, j'imagine, perdu le souvenir de ce moment. Un murmure solennel s'échappe de cette foule attendrie. Elle se découvre, il se fait un moment de silence sacré. Du fond de la terre surgit, porté par l'enthousiasme, un homme en surplis. Il ouvre ses lèvres auxquelles étaient suspendus des milliers d'hommes; et voici les paroles qui tombent dans la fosse : « Messieurs, cet arbre de la liberté vous est donné par les dames du Sacré-Cœur. » — Mille voix répondirent ;

l'accent en monta jusqu'aux nues! O sublime ironie de la Bible, je te savourai en ce moment dans toute ta grandeur! Ton enseignement ne sera pas perdu pour moi!

Que signifiait le baptême qu'était allée chercher la révolution de 1848? le voici :

En France, toute révolution qui reconnaît qu'elle n'a pas en soi une force morale assez grande pour soutenir et sauver la société est une révolution qui se livre. Déclarer qu'elle a besoin d'une autre puissance que la sienne, c'est tomber sous la dépendance de cette puissance étrangère. Rien au monde ne peut corriger ce premier manque de foi.

Quelle est la différence de la révolution de 1789 et de celle de 1848? La première a cru qu'elle pouvait sauver le monde par sa propre énergie spirituelle; elle a enfanté les grandes choses et les grands hommes que l'on connait. La seconde a cru qu'elle ne pouvait sauver le monde si elle n'avait l'appui du prêtre. Elle est allée nécessairement aboutir à l'expédition romaine.

Singulière idée de croire que les révolutions se sauvent par la timidité d'esprit! Se faire petites, se renfermer dans une seule question, mauvaise politique pour elles. La condition de leur succès est d'intéresser à leur victoire et de ranger en bataille toutes les facultés de l'esprit humain. Le mot de Danton n'est pas seulement vrai contre les armées étrangères; il l'est cent fois davantage contre les puissances coalisées de la tradition.

La Révolution de 1848 a recommencé le jeu de Sixte V. Elle a cru faire son chemin en s'inclinant et s'appuyant sur des béquilles. Il ne faudrait pourtant pas en prendre l'habitude; car ce moyen ne réussit pas à tous; il serait temps peut-être de se redresser et de montrer que l'on peut comme d'autres se tenir sur ses pieds.

La scène de la bénédiction des arbres de la liberté a été répétée, pour ainsi dire, chaque jour dans l'Assemblée constituante. Que l'on ne dise pas qu'un peuple ne perd rien dans le servage. Dès les premiers moments on put voir combien le principe vital de la société française avait été dénaturé pendant cette captivité étrangère où la France avait été retenue depuis Waterloo. Combien d'idées avaient été ensevelies, sous terre, depuis les invasions! combien avaient subi la rouille! l'esprit national paraissait avoir perdu sa trempe.

Un prisonnier retenu longtemps dans les ténèbres, s'il est brusquement délivré, est blessé par la lumière; de même, la France ne pouvait plus supporter l'éclat des principes de droit public qui avaient fait son émancipation il y a un demi-siècle. Il fallait d'abord que ces principes fussent non seulement voilés, mais niés.

On en vit un exemple saisissant dès la première séance.

L'assemblée, sortie de la fournaise de la révolution se plaça aussitôt par le choix de son président sous l'invocation du parti catholique; et les masses de ténèbres, accumulées dans *l'Histoire parlementaire*,

devinrent comme la doctrine officielle de notre régénération.

Le lendemain, il se trouva un ministre, homme de talent et de cœur, qui crut qu'une question aussi débattue que celle du divorce, résolue chez toutes les nations civilisées, hormis les nations catholiques, Prusse, Allemagne, Hollande, Russie, pays Slaves, Suède, Grèce, Moldavie, Valachie, Angleterre, États-Unis, Suisse, Autriche même, n'avait besoin que d'être présentée pour être acceptée en France le lendemain d'une révolution démocratique. Qui ne se souvient de l'affreux scandale qu'excita parmi nous un pareil projet de loi?

Comment! proposer que la doctrine catholique sur le mariage cessât d'être imposée comme règle de droit civil même à ceux qui ne sont pas catholiques! Blesser ainsi la loi suprême d'intolérance! Prendre au sérieux la liberté des cultes! la faire entrer, comme nos pères, dans le droit civil! Il n'y eut qu'une voix pour condamner un pareil blasphème; c'était, disait-on, détruire la famille. Rien qu'un juif avait été capable de cette énormité. Il retira sa proposition et fit bien. *Nous nous signâmes plus de dix fois*, comme dit Brantôme du chevalier Bayard. Nous débutâmes ainsi, en nous plaçant dès l'origine au dessous du droit public de l'Autriche, et tout fut réparé, grâce à Dieu.

Lecteur, dis-moi à quelle époque de l'histoire profane ou sacrée s'adressent les paroles suivantes de Montesquieu : « Une bigoterie universelle abattit les cou-« rages et engourdit tout l'empire. »

Je continue.

Quand on vit la France de 1848 débuter ainsi sur une question aussi élémentaire, on put se demander jusqu'où irait la chute.

Étrange avertissement que celui d'une révolution triomphante qui commençait par s'agenouiller devant ses ennemis implacables et par leur demander grâce! Les vainqueurs voulurent à tout prix se faire amnistier; et comme en cela même on ne garda pas la mesure, plus on suppliait les vaincus et plus ils devenaient hautains. Bientôt, comme cela était inévitable, ceux-ci arrivèrent au mépris, soupçonnant que l'on ne pouvait se passer d'eux, et que tant d'humilité de la part des victorieux venait peut-être de quelque manque de foi dans la victoire.

Au milieu de ce renversement imprévu, le parti du clergé fut le seul, qui, passé le premier moment de confusion, s'orienta aussitôt du haut de ses tours, le seul qui retrouva sa voie, le seul qui sut profiter de tout, le seul qui, pendant que les autres s'agitaient et se remuaient sans profit, saisissait d'une main sûre l'avenir du lendemain.

L'indifférence en matière religieuse s'alliant chez un grand nombre des républicains de la constituante à une secrète peur de se commettre avec la puissance du clergé, il arriva qu'ils furent à la fois dupes et de leur peur et de leur indifférence. L'une les conduisait à faire d'énormes concessions que l'autre leur faisait regarder comme insignifiantes; si bien que, chaque

jour, ils s'enchaînaient davantage, sans même l'apercevoir; et c'était là une triste épreuve pour ceux qui, étrangers à une pareille illusion, assistaient à cette renaissance de la servitude sans pouvoir l'empêcher. Que le ciel leur épargne une nouvelle expérience de ce genre! Car si un tel spectacle est cruel dans tous les cas, il devient insupportable quand ce sont les amis les plus sûrs, les plus éprouvés de la liberté qui, à leur insu, travaillent à la détruire.

L'illusion était si complète que l'on renversait presque toujours d'une main ce que l'on faisait de l'autre.

On voulait, par exemple, la liberté de l'enseignement; mais en votant, presque sans tolérer de discussion, le salaire des clergés, on rendait cette liberté impossible, puisqu'on détruisait ce qui en est la première condition, l'égalité.

On proclamait l'égalité des cultes; mais on décidait que cette déclaration serait inaugurée par Monseigneur l'archevêque de Paris; en sorte que tous ceux qui ne voulaient pas faire profession de foi catholique étaient exclus par le fait de la déclaration de l'égalité des cultes.

Dans leur langage officiel, les plus anciens républicains, ceux qui avaient acquis le droit de parler au nom de la Révolution, déclaraient la France républicaine et catholique. Si un ministre ouvrait la bouche pour parler du pape, c'était le *Guide de nos consciences*. Par des paroles et des actes de ce genre, on pensait ne

rien faire autre chose que conquérir à la République la faveur de l'Église, et l'on ne sentait pas que l'on était, soi-même, envahi et conquis. On pensait que ces principes de convention n'auraient pas de conséquences; et l'on ne voyait pas que l'on semait derrière soi les dents de Cadmus, qu'on se plaçait sur une pente invincible, que de telles paroles et de tels actes, c'étaient des chaînes. On se vantait de vaincre ainsi l'hostilité du clergé, et l'on ne soupçonnait pas que chacune de ces victoires était une ruine. A la fin, d'habiletés en habiletés, de succès en succès, de triomphes en triomphes, on se réveilla dans le gouffre de l'expédition catholique de Rome. Est-il bien sûr que le réveil soit complet ?

Otez de la discussion une certaine fièvre contre les personnes ou contre les systèmes politiques, est-il bien sûr que cette expérience ait fait tomber les écailles des yeux? Qui a tiré les conséquences des principes? Qui a fait faire un pas à la philosophie? On nous accuse d'être des barbares. Oui, nous sommes, en effet, les vrais compagnons d'Attila. Il suffit de nous montrer dans le lointain l'ombre d'une tiare, voilà la troupe des barbares qui s'agenouille et demande merci pour tant d'audace.

A-t-on assez vu, assez senti, assez prouvé, assez compris que la France a perdu la clef de sa position, son pas des Thermopyles?

Ah! vous vous flattez de n'avoir frappé, du même coup, que deux peuples étrangers. Détrompez-vous.

Après tout l'Italie pouvait vous dire, comme Ferrucci : *Tu poignardes un homme mort.* Prenez-y garde. C'est bien vous-même que vous avez frappé de l'épée. Fasse le ciel que vous ne vous en aperceviez pas trop tard !

Mais de quoi vais-je m'inquiéter? En identifiant sa cause avec celle du papisme, en extirpant dans son germe le principe de la nationalité italienne, la France a donné à sa religion, le plus grand, le plus auguste, le plus magnifique gage qu'elle eût entre les mains ; car elle s'est livrée elle-même ; elle a fait, sur l'autel de Saint-Pierre, le sacrifice pieux de sa propre nationalité. Elle s'est, autant que possible, anéantie politiquement dans une immolation mystique. Quoi de plus respectable, quoi de plus saint, que de s'exténuer, de se flageller, de se livrer, de se perdre volontairement en renouvelant contre soi-même les divins stigmates des invasions et des traités de 1815 ! O céleste suicide ! c'est ce que Savonarole appelait pour les nations : l'*Art de bien mourir*.

Oui, il est beau de voir le peuple hébreu s'ensevelir tout vivant pour la gloire de son temple. Qui n'envierait cette gloire ! Tous les siècles ont admiré un pareil holocauste. Puisque nous consommons avec la même foi le sacrifice de nous-mêmes, soyons tranquilles ! l'avenir saura bien nous payer tous d'une même admiration.

Quand viendra pour l'Occident le jour où la lutte suprême, vous regarderez de tous les côtés de l'horizon, et vous appellerez : Italiens, Hongrois, Romains,

Vénitiens, Piémontais, Lombards, Moldaves, Valaques, Polonais, Allemands, ô mes frères, secourez votre frère! la solidarité nous lie, c'est la meilleure des vertus humanitaires. Dérision ! chacun d'eux vous montrera en ricanant ses cadavres et les plaies que vous avez faites. Alors, il vous faudra retirer en toute hâte votre couteau sanglant des flancs de l'Italie, et vous en couvrir vous-mêmes; car vous serez seuls ce jour-là pour vaincre. Ce sera votre expiation!

Nul spectacle plus cruel. J'ai vu un grand peuple qui, dans son sommeil, s'était laissé enlever les principes qui font sa force; il était semblable dans cet état à Samson, auquel ses ennemis avaient retranché sa chevelure.

Comment le géant qui faisait la terreur des rois est-il devenu plus faible qu'un roseau? Ses adversaires se jouaient de lui comme d'un enfant, ou plutôt des enfants le menaient à la lisière ; ils le couvraient d'opprobres : « Ah ! c'est toi qui d'une main renversais les trônes et brisais les armées! c'est toi qui faisais une révolution en te jouant ! maintenant que ta force est tombée sous le ciseau, que tu as livré toi-même le secret de ta puissance, voyons donc, beau roi, ce que tu sais faire ! »

Et ils continuaient ainsi de le railler. Ils voulurent même l'aveugler en prétendant l'éclairer; ils essayèrent par mille moyens de lui crever les yeux et de le retenir dans les ténèbres. Insensés, qui ne voient pas que si le géant se laisse aveugler, ils sont eux-mêmes perdus,

puisque, dans les ténèbres, il ébranlera les deux colonnes sur lesquelles tout subsiste et il s'ensevelira avec eux sous les décombres. Mais, au contraire, s'il veille pour qu'on n'aveugle pas en lui l'œil de la conscience, de la justice, de la raison, au lieu de tout abîmer, il élèvera de ses fortes mains (car je vois déjà renaître la chevelure du Samson tonsuré) la demeure où doivent habiter les trois sœurs, liberté, égalité, fraternité, qui sont dispersées sur la terre.

III.

Problème social et religieux.

Le catholicisme étant la religion nationale, comment établir la liberté moderne sur un principe religieux qui la repousse? Ce problème est le fond de l'histoire de France, depuis soixante ans; il se retrouve en tout; il peut être posé dans les mêmes termes pour chacun des éléments de la société laïque.

Car il est certain qu'aujourd'hui du moins la nation française semble ne vouloir renoncer ni à la religion catholique ni à la liberté moderne; nous prétendons maintenir l'une avec la ténacité de l'habitude, l'autre, avec l'enthousiasme de la nouveauté. Telle est la vérité pratique. C'est là ce qui complique, pour nous, le problème social de difficultés extraordinaires. Comment les résoudre? Rien ne sert de supprimer en idée l'un ou l'autre de ces éléments. Encore une fois, la France

veut conserver deux contraires. Que doit-il en résulter? Voilà la question.

Supposez qu'un nouveau changement éclate; ou le catholicisme sera persécuté, ou il s'abritera dans l'indifférence. Dans le premier cas, la persécution servira à le ranimer; dans le second cas, c'est par l'indifférence qu'il sera sauvé; dans tous, il survivra, puisqu'au milieu de tant de tourmentes, il ne se découvre aucun système qui se donne hardiment pour son successeur.

Je connais pour les peuples deux moyens d'échapper à la ruine qu'entraîne avec soi le déclin d'une religion nationale : le premier est de faire une révolution religieuse, c'est à dire de substituer à une religion vieillie une religion nouvelle. Les Allemands, les Russes, les Anglais, les Suédois, les Américains des États-Unis, ont grandi par ce système; mais rien ne marque que vous entriez dans cette voie, et je crois inutile d'y insister davantage.

La seconde manière, convenable aux peuples qui n'ont plus de foi positive, et qui, par là, seraient incapables de réformer leur croyance, est de séparer absolument la société laïque de la société ecclésiastique. Ces peuples peuvent ainsi se sauver du naufrage en rompant le lien qui les rattache politiquement à une église menacée de périr. Ce moyen, toutefois inférieur au premier, ne peut être efficace qu'à condition que la séparation soit absolue; le moindre lien temporel qui subsiste peut amener la ruine; car ce qui est un déclin

pour une église devient aisément une chute irréparable pour une nation.

Combien de nationalités vivantes l'Église romaine n'a-t-elle pas déjà ensevelies sans pâlir! Quoique déclinant toujours, elle peut encore continuer de régner par son isolement même; au lieu que la nation qui décline est remplacée aussitôt par une autre qui grandit à sa place. Tel peuple qui croit n'avoir fait que descendre a vraiment disparu dans l'abîme creusé par son église. De là, le cri de salut des états modernes catholiques, depuis l'affaissement successif de leur système religieux, a été celui-ci : Séparation de l'Église et de l'État. Voyant la grande nef qui menaçait de sombrer, ils ont coupé le câble. Malheur à ceux qui le renouent!

A ne considérer que les choses temporelles, la condition des peuples est, en effet, toute différente selon qu'ils ont conservé, comme base de l'organisation sociale, le principe de la caste sacerdotale ou selon qu'ils ont échappé à ce régime. Un homme célèbre de notre temps a fait un livre sur la question de savoir : Pourquoi la révolution d'Angleterre a réussi? Je crains qu'il n'ait omis la cause qui renferme toutes les autres. La révolution d'Angleterre a réussi parce qu'elle a établi un gouvernement de libre discussion sur le fondement d'une religion de libre examen. Le principe politique de l'Angleterre s'est confondu avec son principe religieux; et cette unité a permis à cette société de suivre une marche régulière.

La même chose est bien plus vraie encore des États-

Unis. On répète, d'une manière générale, que le développement de la démocratie en Amérique repose sur la religion? Mais, encore une fois, quelle religion? C'est ce qu'il fallait dire. Là encore le principe de la vie politique n'est qu'une conséquence du principe de la liberté religieuse propre à toute les sectes protestantes. Ainsi s'explique l'assurance avec laquelle cette société s'engage dans l'avenir. Elle marche en ligne droite vers un but auquel tout concourt, sectes religieuses et partis politiques.

Vous demandez en quoi les révolutions d'Angleterre et celles des États-Unis diffèrent des révolutions de France : la réponse à cette question est contenue dans ce qui précède.

Les révolutions d'Angleterre et celles de l'Amérique du Nord se sont identifiées avec le principe de la religion nationale. L'une et l'autre se meuvent dans l'orbite tracée par une religion positive. Il s'ensuit que ces États ne s'avancent jamais aussi loin que la France; mais aussi il est certaines bornes au delà desquelles ils ne peuvent reculer jamais.

Dans un temps où la logique des principes se montrait à nu, Charles II, Jacques II d'Angleterre, catholiques de cœur, se croient liés par un engagement de conscience à l'absolutisme politique comme à une conséquence nécessaire de leur foi.

Réciproquement, la haine invétérée de l'Angleterre pour le papisme n'était pas seulement une fièvre religieuse; c'était une horrenr naturelle pour le principe

de la servitude chez un peuple qui travaillait à fonder sa liberté.

L'Angleterre aristocratique s'ordonne au XVIIe siècle sur le plan de l'aristocratie de l'église épiscopale.

La démocratie des États-Unis s'ordonne au XVIIIe siècle sur le principe de la démocratie de l'église presbytérienne. Ces deux États fondent leur constitution politique sur leur constitution religieuse.

Lorsque les pays où la religion repose sur le principe de la liberté d'examen viennent à s'émanciper politiquement, la liberté reste quelque chose de sacré pour tous les partis ; elle conserve dans la politique le caractère qui lui a été imprimé par la religion.

Dans les pays, au contraire, où la liberté d'examen est proscrite par le principe religieux, la liberté politique, même consacrée par les chartes écrites, est longtemps regardée comme une étrangère. Elle a je ne sais quoi de suspect ; on sent à toute occasion qu'elle n'est point la fille légitime de la maison. L'exception est de la tolérer, la règle est de se défier d'elle, car elle touche à l'hérésie ; et soit qu'on la combatte ou qu'on la serve, on est toujours disposé à la considérer comme une concession dont il faut s'empresser de profiter ou de s'affranchir.

Qui ne voit, par là, que le problème social repose en France sur des données entièrement différentes de celles de l'Angleterre et des États-Unis ? Ici la religion nationale est en pleine contradiction avec la révolution nationale. L'une et l'autre se heurtent directement. De

là cette société porte dans ses flancs une tempête éternelle; ni la révolution ne peut se ramener au principe catholique, ni le principe catholique ne peut se ramener au principe de la révolution. La guerre est entre eux par la nature des choses.

Il en résulte que la révolution de France n'est réglée, ni gouvernée, ni limitée par une religion ni par une secte quelconque. Sortie des orbites connues dans le monde civil, on ne peut mesurer sa marche sur celle d'aucune église. La Révolution française est elle-même son origine, sa règle, sa limite; elle ne s'appuie sur personne; elle ne relève que de soi; elle dit comme Médée : « Moi seule et c'est assez! » Elle fait chaque jour son dogme au lieu de le modeler sur un dogme antérieur; elle-même ignore où elle s'arrêtera, car elle a dépassé les bornes de toutes les croyances positives. Par delà les colonnes d'Hercule de l'ancien monde et du nouveau, le Dieu d'aucun sacerdoce ne lui a dit encore : Tu n'iras pas plus loin!

Un peuple dont la marche s'accomplit régulièrement est celui dont la vie politique n'est que le développement de sa religion nationale; mais si, au contraire, ses institutions politiques ne dérivent pas de ses institutions religieuses, si entre les unes et les autres il y a contradiction, si pour passer de la hiérarchie religieuse à la hiérarchie politique, il faut changer de principe, la vie de ce peuple n'est pas un développement normal, mais une suite de révolutions. Et un pareil ordre de choses ne peut cesser que par l'un ou l'autre de ces

moyens; soit que la religion nationale ramène à son principe la constitution politique, soit que le contraire ait lieu; ou encore que l'une ou l'autre soient séparées de manière à n'avoir rien de commun entre elles; solution qui souvent tentée n'a été encore réalisée pleinement nulle part, et qui, malgré les apparences, est embarrassée de presque autant de difficultés que les deux autres.

La première de ces solutions a été celle de l'Italie. Tant que le principe démocratique y a persisté dans les républiques, il formait une contradiction avec le principe absolutiste de la religion à laquelle appartenait l'Italie, et celle-ci a été travaillée par une suite continuelle de révolutions. L'Italie n'a pu trouver de repos qu'en ramenant le principe de sa constitution politique au principe de sa constitution religieuse, je veux dire en changeant sa liberté contre la servitude et en devenant cadavre, *perinde ac cadaver*, ce qui lui a réussi pendant trois siècles. Depuis qu'elle recommence de vivre, chaque mouvement, chaque souffle provoque une souffrance intolérable. Tout étant organisé chez elle pour la mort sociale, chaque tentative de vie moderne est une guerre déclarée à la nature des choses et une sorte de crime de lèse-papauté.

La seconde solution paraît devoir être celle de la Russie, le czar devenant peu à peu grand pontife et le principe politique absorbant chaque jour la religion grecque.

La troisième solution est celle que tente la France.

Qu'est-ce en soi que la forme d'autorité consacrée chez nous, par la religion nationale? L'idéal de l'autorité catholique constituée par le concile de Trente se résume en ceci : L'église est une monarchie; la souveraineté réside dans le chef qui la communique aux inférieurs, sans que les assemblées aient eu en réalité aucune part de souveraineté effective depuis trois siècles.

Comment de cette société religieuse pouvez-vous déduire la société politique de nos jours? Cela est évidemment impossible. Comment de la monarchie religieuse déduire la république politique? Comment de la souveraineté absolue du chef de la religion déduire la souveraineté également absolue du peuple? Comment de l'absolutisme déduire la liberté? Comment du culte de la tradition, le culte de la révolution? Comment de l'élection de l'inférieur par le supérieur déduire logiquement tout le contraire dans le suffrage universel? Comment de l'obéissance aveugle déduire la liberté pleine et entière de discussion? Autant de mots qui se brisent et se heurtent les uns contre les autres. Tout revient à dire : Qu'entre la religion de la France et la politique de la France il y a une contradiction absolue.

Si la France n'obéissait qu'au principe catholique, elle se règlerait sur le modèle de la politique sacrée de Bossuet, et se reposerait immuablement dans l'absolutisme. Si elle n'obéissait qu'à l'attraction des principes philosophiques qui la travaillent, elle suivrait en

droite ligne la direction de la liberté moderne. Mais, portant en elle deux principes différents et comme deux âmes, elle ressemble à ces corps qui, attirés par plusieurs forces divergentes, parcourent une courbe plus ou moins composée. Depuis les soixante années qui nous séparent du commencement de la révolution, on peut calculer l'espèce de courbe que suit le corps social, et voici ce que l'observation établit à ce sujet. La France est emportée par un vif mouvement de liberté; mais une énorme puissance de servitude l'entraîne en même temps par sa masse; d'où il résulte que ses élans les plus fiers d'indépendance n'aboutissent souvent qu'à la faire graviter vers un violent servage.

Voyez et jugez! La France s'élance en 1789, elle va tomber en 1804 dans la servitude de l'Empire. De nouveau, elle prend son essor libéral en 1820, c'est pour retomber dans la servitude de Charles X. En 1830, nouvel essor, suivi d'une nouvelle servitude sous Louis-Philippe. En 1848, l'élan vers la liberté a été plus grand que tout ce qui avait précédé; la servitude qui a suivi n'a-t-elle pas dépassé toute espérance? Ainsi après un élan d'affranchissement, une période de servitude : telle est la loi qu'on aperçoit dans le mouvement de la France depuis qu'elle a commencé le cours de ses révolutions.

Certes, je ne suis pas inquiet de la disparition nouvelle de vos libertés; je sais bien que vous vous affranchirez encore de tout ce qui vous embarrasse

aujourd'hui. Déjà je vois ce moment qui s'approche; je le salue par avance. Mais sitôt que vous serez libres, quelle nouvelle servitude vous forgerez-vous? Voilà ce qui m'inquiète... Qui pourrait me le dire?

Pour que cette société pût se reposer, il faudrait l'une ou l'autre de ces choses : ou que le principe absolutiste de sa religion fît triompher définitivement l'absolutisme dans sa politique; ou que le principe démocratique de sa politique fît pénétrer la démocratie et la révolution dans sa religion; alors cesserait l'anarchie. Mais personne ne songeant, à ce qu'il me paraît, sérieusement à cette seconde proposition, et la première, quoique toujours tentée, ayant toujours échoué, il en résulte que la France travaillée, consumée au dedans par deux principes opposés, ne peut s'arrêter ni dans la servitude, ni dans la liberté, mais que transportée tantôt d'enthousiasme, tantôt de fureur, par cette anarchie intestine, elle présente au monde, qui n'a pas son secret, ou la merveille, ou le scandale de contradictions inexplicables; aujoud'hui fêtant l'Être suprême, demain écrasant un peuple pour restaurer le pape; et je crains que ceux-là se trompent qui espèrent voir, de leur vivant, la paix véritable, celle des esprits, s'établir dans notre nation. Car je ne connais pour les esprits nulle sécurité hors de la logique; et il semble que notre pays soit constitué de manière non pas à goûter le repos, mais à se travailler sans cesse au profit du monde. Laissons-là cette fausse illusion d'un repos qui ne paraît pas devoir nous être

donné jamais, puisque nous en refusons nous-mêmes la première condition en nous obstinant plus que jamais à vouloir assortir des éléments contraires. La France est amoureuse de l'impossible. Cette passion fait les héros, elle ne donne pas la paix.

Ceignons donc nos reins, car nous attendons la paix, et la paix ne viendra pas. Nous avons fait de grands maux à des peuples qui ne nous en avaient fait aucun; et soit que nous réparions ces iniquités, soit que nous les expiions, rien de cela ne peut se faire en dormant sur le duvet.

Si le catholicisme eût été vaincu par la philosophie ou réciproquement, la France aurait, comme d'autres, suivi pacifiquement sa destinée; mais la terre n'eût pas été ébranlée et rajeunie par les cataclismes qui naissent de la guerre éternelle de deux éléments contraires. L'étincelle est toujours près de jaillir de leur choc, pour rallumer le volcan. Dès que l'un de ces éléments s'assoupit, l'autre se réveille et crie aux oreilles de la France : Dors-tu? Alors, il faut de nouveau surgir en sursaut, ébranler le globe par quelque coup imprévu.

Combien de temps cela durera-t-il? Aussi longtemps que les deux puissances ennemies resteront en face l'une de l'autre sans pouvoir se vaincre ni l'une ni l'autre; et bien heureux ou bien puérils sont ceux qui, en présence de ce duel formidable du catholicisme et de la philosophie, espèrent se rendormir tranquilles sur leur chevet. Le combat des deux lutteurs les réveil-

lera jusque sous la terre. Cela soit dit sans qu'il soit besoin d'être prophète.

C'est en se heurtant contre le Dieu Terme que la France fait jaillir de son front ces explosions de la sagesse divine, ces Minerves tout armées qui réveillent, épouvantent, illuminent le monde.

IV.

Illusions.

Première nécessité de la démocratie pour s'affranchir : sortir de l'illusion.

Que sert de s'aveugler volontairement, non pas sur la valeur religieuse d'un dogme (car cet aveuglement peut mener au salut), mais sur les rapports de ce dogme avec les choses temporelles et politiques? Dans leurs croyances fermes, Bossuet, de Maistre, M. de Bonald, regardaient l'Église en face; et sans crainte il concluaient de leur dogme à l'absolutisme. De nos jours sont venus des hommes qui, incertains dans leur foi, ayant besoin de la fortifier par des complaisances pour le monde, ne voyant plus leurs croyances qu'à travers leurs propres inventions, se sont bâti à plaisir un Vatican de fantaisie, une fausse église ouverte au

libéralisme, c'est à dire à l'hérésie, qui les envahit malgré eux.

En vain la papauté maudit chacune de leurs espérances. Condamnés par le pape, ils continuent leurs rêves, sans avoir ni la foi assez robuste pour se soumettre à leur condamnation, ni l'esprit assez libre pour s'absoudre eux-mêmes. Dans cette incertitude, ne sachant être ni avec l'Église, ni avec la philosophie, ils ont failli perdre la France; car ils lui ont communiqué en partie cet esprit chancelant, équivoque, qu'elle n'avait jamais connu. Ils l'ont conduite à renoncer au système tranché de séparation entre les choses de l'Église et les affaires civiles, divorce qui tenait au génie même de la nation; et, par de fausses illusions, ils l'ont ramenée à un mélange monstrueux qui ne cache qu'un vrai néant, où un peuple entier peut disparaître, si l'on ne se hâte de quitter ces pensées maladives, pour arriver à une vue droite et ferme de la France et du monde.

Que voulez-vous et que ne voulez-vous pas? Il faut vous en rendre compte ou périr.

Êtes-vous assez fermes dans votre orthodoxie pour ne vous embarrasser en rien des conséquences humaines de la religion à laquelle vous appartenez? Remontez avec Bossuet et M. de Maistre à l'absolutisme; revêtez-vous de ce cilice. Personne mieux que moi ne comprend la résolution d'un peuple qui veut être martyr de sa foi. Et qu'importe, après tout, une servitude d'un jour à des hommes assurés de vivre éternellement dans

la félicité, pendant que tous les peuples libres de la terre expieront leur liberté hérétique par des flammes éternelles?

Fermez le cercle des nations catholiques. Asseyez-vous sur le sable dans le désert avec l'Italie, l'Espagne, l'Irlande, la Pologne, la Bohême, le Portugal. Périssez pour la gloire de votre croyance! Il y aura de la grandeur dans cette chute volontaire.

Au contraire, votre foi n'est-elle pas assez robuste pour que vous ne vous préoccupiez en rien des conséquences qu'elle peut entraîner pour le salut temporel de votre patrie, revenez à ce que vos pères ont établi. Surtout renoncez à ce mélange informe, à cette capitulation frauduleuse entre le principe de votre religion et le principe politique; car cette confusion est l'abâtardissement de l'un et de l'autre. Vous n'avez, sur ce terrain miné de toutes parts, ni la force de la religion, ni la force de la philosophie. Vous entrez en guerre avec vous-même, c'est à dire avec toutes vos institutions. Vous allez vous heurter contre votre propre génie, et ne pouvez ainsi que décliner et périr misérablement, sans honneur pour vous, sans profit pour personne.

Vous avez beau, héroïque tribun, vous faire petit, vous agenouiller à la porte de l'église et vous écrier : « O prêtres! ô mes frères! ouvrez, venez à nous. » Ils se rient de ces vaines amorces. Et, en vérité, qui pourrait les blâmer? Car enfin ces hommes ne sont pas insensés. Vous leur montrez l'Évangile comme un

appât; vous leur dites de sortir de leur citadelle pour venir vous embrasser dans la liberté démocratique. Vains discours! Ils voient très bien que s'ils reviennent au temps de l'Évangile, la hiérarchie du moyen âge s'écroule sur leur tête, tandis qu'ils ont au moins une chance d'en prolonger la durée en se retranchant dans les ruines. Qu'ils vous écoutent, ils sont perdus comme caste; qu'ils se murent au contraire dans le passé, ils ont au moins l'espoir de vous survivre. Comment donc pensez-vous les convertir à leur ruine certaine? Où vîtes-vous jamais une caste consentir à se perdre dans l'égalité?

Loin de vous suivre sur ce terrain fictif où vous les conviez, ils font comme ont fait tous leurs prédécesseurs à l'aspect du danger; ils remontent à leur principe, ils se barricadent dans la logique de leur dogme, là où est pour eux leur raison d'être. Comme tous les corps menacés de périr, ils font appel à l'énergie intime de leur constitution. Laissant ou rejetant toute situation fausse, ils se replient sur le fond et la vérité des choses, le catholicisme sur le jésuitisme, le jésuitisme sur l'absolutisme : voilà pour eux un terrain vrai. Dans cette franchise de situation, ils retrouvent une certaine force pour un dernier combat.

Imitez donc, hommes de la liberté, la franchise de vos adversaires. Ils osent être du moyen âge, et vous n'oseriez être du XIXe siècle!

Mais quoi! quand vous avez épuisé toutes les déceptions, désir, tentative, espoir de convertir à vos doc-

trines le pape, le bas clergé, et qu'il semble impossible de se créer un nouveau leurre, vous les remplacez au moment même par un leurre plus vain que tous les autres. Votre espérance n'est plus dans le pape, ni dans le bas clergé : ou donc la placez-vous? En vous-même? Non pas, certes, écoutez !

« *Constituante et concile, voilà*, dit Mazzini, *le prince et le pape de l'avenir*. »

Ne nous abusons plus par les mots; les choses sont trop sérieuses. Voilà donc, à votre avis, le progrès; il consiste à remplacer l'absolutisme du pape par l'absolutisme du concile pour bâtir l'Église universelle. Et dans votre empressement à vous tendre de nouveaux piéges, vous ne voyez pas que vous rebâtissez d'une main la servitude que vous renversez de l'autre; que l'idée du concile est plus surannée cent fois que celle de la papauté; que le concile est vaincu depuis Jean Huss; que la conscience de chacun a conquis son émancipation; qu'y attenter, c'est précisément revenir à la théocratie que vous voulez combattre.

Si ma conscience proteste contre votre concile, que ferez-vous? Ou vous me contraindrez de croire, et voilà le droit du moyen âge qui reparaît; ou vous respecterez ma liberté, et votre concile n'est plus qu'un mot.

Ainsi, toujours marchant d'illusions en illusions, pour que la révolution de 1848 fît la conquête du monde, vous avez d'abord mis votre appui en Pie IX. De cette hauteur d'espérance, vous êtes descendu par une première chute au bas clergé; aujourd'hui, com-

mençant à découvrir que l'un et l'autre pourraient bien ajourner encore la liberté, vous en appelez au futur concile. Quand donc en appellerez-vous, comme vos pères, à votre bon droit, à vous-mêmes?

Sortons, au nom du ciel, de ce vain mysticisme où tout s'énerve. Vous voulez combattre les anciens dieux : que ce soit du moins à la lumière du jour.

La France, dans les conditions religieuses où elle se place, est assiégée de tous côtés par le passé. De temps en temps elle fait une sortie qu'on appelle une révolution, après quoi elle rentre dans la place, en emportant ses morts toujours renaissants, la liberté et le droit. N'attendons pas que la famine de l'intelligence nous force de capituler.

Laissez là ces questions, disent-ils; assez d'autres nous embarrassent. Et moi, je réponds : Si vous ne pouvez d'abord me garantir, avant tout, la liberté de penser, je vous tiens, pour ma part, quittes du reste ; droit à l'assistance, invalides civils, dames patronesses, système pénitentiaire, hôpitaux, prisons cellulaires, déportation, je vous rends tous ces dons. De grâce, laissez-moi en échange m'enfoncer dans ce bois.

Illusion des illusions! La révolution politique, civile, s'accomplit aujourd'hui par les masses; vous en concluez qu'une révolution religieuse devrait s'accomplir également par les masses du clergé. Cette conséquence est fausse et cette apparence de logique est le contraire de la logique.

Toutes les amorces que la démocratie pourrait tendre au clergé tourneront nécessairement contre elle, par cette unique raison que l'Église est un système monarchique, et que toutes les forces qui lui sont données, de quelque côté qu'elles arrivent, sont, par la nature des choses, dirigées contre le principe de la démocratie.

L'Église a toujours eu plus distinctement que les laïques le sentiment éclairé de cette incompatibilité. En 1790, l'Assemblée constituante crut rendre un grand service au bas clergé en lui rendant le système électif. Qui se révolta le premier contre ce bienfait? Qui se jeta dans la guerre civile, plutôt que de faire alliance, dans l'Église primitive, avec la démocratie? Le bas clergé. Il sentit très bien que ce prétendu bienfait était sa ruine.

Que devenait cette autorité mystérieuse qui du Sinaï descendait sur son front, et tenait les intelligences courbées autour de lui? L'Assemblée constituante lui proposait de changer ce droit divin contre une autorité que chacun pouvait discuter, accepter ou refuser; et cet affranchissement des fidèles, on l'appelait l'affranchissement du prêtre.

Il est évident que tout était renversé dans cette idée, que le sacerdoce catholique ne pouvait s'y prêter, sans renoncer à ce qui fait son lien avec tous les sacerdoces et particulièrement avec les castes antiques. La constitution civile ôtait à la prêtrise le sceau du droit divin. Le représentant de Dieu n'était plus que le frère

et l'égal des autres hommes. Quelle caste accepta jamais un partage semblable? C'est là ce que le prêtre comprit en 1790 : il le comprendra toujours.

L'erreur de l'Assemblée constituante venait de cette idée fausse, que porter la démocratie dans l'Église, c'est l'affranchir. Il aurait fallu conclure tout l'opposé, c'est à dire que démocratiser le bas clergé, c'est l'exproprier spirituellement sans nulle compensation pour lui.

La Constituante renversait le catholicisme sans y penser. Ce n'est point ainsi que se consomment ces grands changements. Aucun Dieu jusqu'ici n'a été enlevé à l'homme par surprise.

Veuillez y songer; ceux qui auraient le plus à perdre dans une organisation démocratique de l'Église, sont précisément les membres du bas clergé. Supprimez la domination absolue qu'ils exercent spirituellement sur le peuple, que leur reste-t-il? Si, par l'élection, le prêtre devient dépendant de ceux qu'il gouverne aujourd'hui, qu'a-t-il à gagner dans ce renversement?

Que parlez-vous du droit d'élection en échange de votre servage spirituel! Le prêtre de Grégoire VII est roi absolu; il tient dans ses mains la conscience des peuples; il les gouverne comme Dieu gouverne la terre, c'est à dire, sans avoir besoin d'elle. A cet homme qui marche sur le front de ses sujets, vous offririez d'être nommé, c'est à dire jugé par ceux qui aujourd'hui osent à peine dénouer les cordons de ses souliers. Étrange moyen d'affranchir un souverain absolu que de lui proposer de se remettre à la discrétion de ceux

dont il dispose! Le prêtre qui porterait le principe démocratique dans son église risquerait fort d'être à la fois hérétique et dupe; il changerait une domination absolue contre une sujétion certaine. Après tout, nul d'entre eux ne s'y trompe. Chacun est maître de tout; qu'a-t-il à faire de la liberté?

Impossible de faire passer le prêtre catholique par les transformations qu'ont subies les autres pouvoirs. Il ne peut devenir le ministre constitutionnel du dogme, ni abdiquer le gouvernement plein et entier de votre conscience. On comprend jusqu'à un certain point l'indemnité promise aux anciens éléments de la société; le prêtre est le seul qui ne puisse entrer dans une composition de ce genre. Le ramener à l'église primitive, c'est le dépouiller de la toute-puissance que dix-huit siècles ont mise dans ses mains. Lui proposer de partager avec vous le gouvernement de vous-mêmes, c'est lui proposer d'abdiquer pour être libre.

Voyez donc, de grâce, cet enchaînement. On croit n'avoir affaire qu'à des hommes; c'est d'un esprit qu'il s'agit. Le pape pèse sur les évêques, les évêques sur le bas clergé, le bas clergé sur le peuple. Quel est l'anneau de cette chaîne qui consentira à se rompre le premier?

A qui proposerez-vous de renoncer à la domination? Et n'est-il pas insensé d'espérer que l'esprit-prêtre se dépouillera lui-même de sa plénitude d'autorité?

Ce qui vous trompe, est de voir la hiérarchie ecclésiastique peser de tout son poids sur le prêtre; vous

croyez qu'il en est accablé. Nullement. Considérez donc combien il se décharge aisément de ce fardeau sur le peuple des fidèles. Esclave de ses supérieurs, il règne sur la conscience de ses inférieurs; la volupté de cette domination absolue rachète pour lui au centuple son servage volontaire. Si vous expropriez le prêtre de sa souveraineté spirituelle, que lui donnerez-vous en compensation de tout un monde d'orgueil?

Vous êtes serfs d'esprit et vous prétendez vous racheter du droit divin. Voyons! Combien me payerez-vous votre servage? A combien l'estimez-vous? Il s'agit d'un infini.

Si la société moderne n'a rien à donner au prêtre en compensation de son autorité absolue, il ne peut rien céder sans tout perdre à la fois. Il est, il sera la dernière raison de l'ancienne société. Vous le verrez debout tant qu'il restera un vestige du passé. Rente, capital, propriété, état, pourraient disparaître cent fois de l'Europe avant que le prêtre eût fait une seule concession.

Reconnaissez donc ce principe plus éclatant que le jour : si l'intervention du principe sacerdotal dans les institutions laïques en détruit la liberté, d'autre part, l'intervention du principe démocratique dans l'Église détruit la souveraineté du prêtre ou plutôt le prêtre lui-même; en sorte que ces deux sociétés, l'ecclésiastique et la civile, ne peuvent se pénétrer ni échanger leurs principes, sans ruiner mutuellement la liberté par le prêtre, le prêtre par la liberté. Tant il est vrai

que ces deux mondes sont dirigés par des principes contraires, incompatibles et que l'on est certain de se tromper quand on veut appliquer à l'un ce qui appartient à l'autre.

D'où naissent d'elles-mêmes les conséquences suivantes : qu'il implique contradiction d'attendre qu'une révolution religieuse se fasse dans l'Église par l'initiative du clergé inférieur, puisque cette révolution n'aurait d'autre effet que de l'exproprier spirituellement;

Que tout espoir de voir le catholicisme de nos jours se démocratiser lui-même est une chimère qui répugne à la nature des choses;

Que cette idée, fausse en soi, sera mortelle à quiconque l'embrassera, croyant ou philosophe, prêtre ou laïque;

Que toutes les forces qu'une démocratie prêtera, par une illusion de ce genre, à une caste sacerdotale, tourneront contre la démocratie;

Que si la société politique adoptait le principe de la société ecclésiastique et réciproquement, il s'ensuivrait que, la liberté détruisant l'Église et l'Église la liberté, le résultat serait la dissolution et la mort radicale de la société tant civile que religieuse;

Que la séparation absolue du domaine ecclésiastique et du domaine civil qui, dans les temps précédents, était une garantie de liberté, est devenue une condition de vie et de salut.

V.

Les religions d'État.

Dans les pays où depuis dix-huit siècles les esprits portent le sceau d'une caste sacerdotale; il arrive nécessairement qu'on s'accoutume à regarder le principe religieux comme le monopole du prêtre. Lui seul possède la source des pensées sacrées; lui seul peut enseigner Dieu à l'homme. Rien ne paraît extraordinaire comme l'idée que le vrai souffle de Dieu se trouve en dehors des églises, Vous ne voulez pas être serf du prêtre; donc vous êtes un impie; cette conséquence suit d'elle-même.

En un mot, on n'admet là comme religieux rien que ce qui porte l'empreinte de la caste. Où ce sceau ne paraît pas, tout sentiment est suspect, comme l'or qui ne porte pas la marque officielle. Je vois encore l'hor-

reur qu'inspira à l'Assemblée constituante cette proposition si simple, et qui n'est que le résumé de toutes les révolutions religieuses modernes, à savoir que chaque homme doit tendre à être son prêtre à lui-même. Le scandale fut infini; pourtant la Révolution était encore sur le seuil.

Une des choses qui m'ont le plus étonné, sitôt que j'ai commencé de réfléchir, a été de voir dans les esprits qui n'ont plus de religion positive, survivre la plupart des formes, des habitudes, des antipathies, des préjugés enracinés par un dogme particulier. Ils ne croient plus et ils ont de la meilleure foi du monde tous les préjugés de la croyance qu'ils repoussent.

Combien de voltairiens ont horreur de la réforme, du divorce, autant que le catholique le plus fervent! ils ressemblent à ces hommes, auxquels on a retranché un membre, et qui continuent néanmoins de souffrir dans le membre qu'ils n'ont plus. Les plus violentes injures contre Luther, père de toute révolution, ont été proférées par des révolutionnaires qui devenaient l'écho de passions catholiques, dont ils n'avaient plus conscience.

L'habitude séculaire d'une religion d'État fait que, lorsque la liberté des cultes est proclamée, toutes les croyances reconnues tendent à devenir autant de religions d'État. N'est-il pas manifeste que, dans les lois nouvelles, le catholicisme, le protestantisme, le judaïsme représentés dans les conseils, à l'exclusion de tout autre culte, deviennent autant de croyances

officielles? Au lieu d'une doctrine infaillible, j'en rencontre trois. Reste à voir si la liberté de conscience y a beaucoup gagné.

Quand une religion accoutumée à régner sans rivale est subitement obligée de descendre de cette suprématie, une pareille chute est immense. Mais elle ne s'accomplit pas en un jour. Un clergé ne se résigne pas aisément à abdiquer une souveraineté absolue de dix-huit siècles. Dans l'espoir de la ressaisir, il consent d'abord à y intéresser ses plus violents adversaires. Avant de s'abaisser à n'être qu'une opinion puissante, l'ancienne religion convie celles qu'elle avait combattues précédemment, à partager avec elle son héritage officiel; pour être sûre de conserver l'autorité d'une religion d'État, elle consent à en admettre plusieurs.

D'autre part, je ne sais quel esprit de parvenu se glisse, çà et là, dans les sectes nouvellement émancipées. Oubliant leur longue humiliation, infatués et comme étourdis de se voir les égaux de leurs persécuteurs, il se trouve des hérétiques qui légitiment leur avénement officiel, en se hâtant de donner aussi quelque gage d'intolérance. Tel disciple de Calvin, affranchi, dont la doctrine est une insurrection permanente contre le pape, appuie la restauration du pape sur le libre examen des baïonnettes et de la mitraille.

Cette époque d'apostasie est doublement odieuse; mais elle ne fait que précéder celle où toutes les religions qui ont prétendu aux prérogatives qu'une seule

possédait anciennement, s'annulant et se reniant par leurs concessions réciproques, se réduisent toutes ensemble à la condition d'un système ou d'une opinion.

Toutefois, avant d'en arriver là, de longues expériences sont encore nécessaires. Comment, dans ces pays, faire admettre aisément que le cœur de l'homme puisse embrasser le ciel sans que ce soit là l'œuvre exclusive du prêtre? Comment persuader qu'en dehors des cultes reconnus, il puisse y avoir une pensée religieuse qui ne soit la propriété, le monopole d'aucun d'eux? Dans les sociétés qui conservent encore un dernier débris du moule des anciennes castes sacerdotales, chaque homme est marqué dans le monde religieux suivant deux ou trois classifications auxquelles il ne lui est pas permis d'échapper. Vous êtes catholique, c'est bien; votre curé peut seul vous enseigner votre Dieu. Vous, protestant, vous appartenez au pasteur. Et vous, juif, allez à votre rabbin. Voilà toute la classification. Quant à celui qui ne veut se renfermer exclusivement ni dans l'une ni dans l'autre de ces spécifications, il est censé ne pas exister au point de vue religieux.

La société a fait trois cases; vous pouvez choisir entre elles. Hors de là, il n'y a rien. Car, remarquez que j'ai bien la liberté de choisir l'une de ces religions, que chacune d'elles est considérée comme infaillible isolément, mais qu'il faut absolument me renfermer dans l'une ou dans l'autre. Si je m'élevais à une

pensée qui les renfermât toutes trois, si j'inculquais dans le cœur de l'enfant une pensée assez grande, un idéal assez vaste pour les embrasser toutes dans un principe commun d'adoration, ce serait là une abomination.philosophique, un panthéisme infernal.

Voilà donc trois vérités suprêmes, également sacrées, également indiscutables, qui toutes portent également le sceau de l'État; je suis condamné à accepter l'une d'elles à la condition de maudire les deux autres; et si je veux les concilier dans le cœur de l'enfant, c'est, selon vous, une doctrine abominable. Avouez, du moins, que le résultat est étrange.

Il n'y a pas longtemps que je rencontrai un homme de bon conseil, ancien officier de hussards, nouvellement versé dans la théologie, excellent libéral d'ailleurs et appuyant tout ce que réclame le bien de la religion.

— Vous m'embarrassez, lui dis-je, en l'abordant; je voudrais ne pas désobéir à la loi et surtout ne pas attaquer la religion. Je ne sais comment faire; éclairez-moi.

— Voyons, me dit-il, et soyez bref.

— Première question : Étant catholique, si je démontre que le protestantisme est une religion fausse, est-ce que j'attaque la religion?

— Nullement, reprit-il.

— Bien! lui dis-je; et si, étant protestant, je démontre que le catholicisme n'a pas la vraie foi?

— La chose est plus difficile. Nous vous l'accordons néanmoins, en prenant vos précautions.

— A la bonne heure; et si, étant juif, je démontre que le protestantisme et le catholicisme sont dans le faux?

— Cela fait question. Mais enfin à la rigueur cela pourrait encore passer.

Sur ces réponses, reprenant courage, je poursuivis et je lui dis : — Vraiment vous êtes plus libéraux que l'on ne pense. Puisque j'ai la faculté de repousser chacune de ces églises en particulier, il va de soi que rien ne m'empêche de les combattre toutes trois ensemble.

— Arrêtez-vous, me dit-il, vous ne le pouvez.

— En sorte que je peux bien répudier deux religions sur trois, mais je suis obligé à tout prix de me conformer dans l'enseignement à la troisième.

— Précisément, c'est cela.

— Mais si je ne puis les réfuter toutes trois, sans doute il m'est permis de les réunir?

— Oh! pour cela, impossible! Détrompez-vous; ce serait là une erreur capitale. C'est ce que l'on appelle panthéisme.

— Ainsi, d'après la théologie de ces messieurs, je ne puis ni les réfuter toutes, ni les concilier toutes.

— Non certainement, il faut choisir; dépêchez-vous.

— Et bien, je veux supposer que je m'appuie sur une autre religion.

— De laquelle parlez-vous? s'écria-t-il avec étonnement. L'État n'en reconnaît que trois ou quatre au plus.

— Mais enfin si j'en invoquais une cinquième?

— Ce serait alors un club, puisqu'elle n'est point salariée.

— Le caractère qui distingue, selon vous, une religion positive, vraie, d'avec une religion fausse, c'est donc d'être salariée?

— Apparemment.

— Quoi! ce culte intérieur, cette conscience du divin que je rencontre en moi sans consulter aucun prêtre?

— Allons donc! cela ne compte pas légalement, et ne peut en rien vous empêcher d'outrager la religion.

— Une dernière question, lui dis-je.

— Laquelle?

— La voici : Pourrais-je au moins préférer hardiment, hautement la philosophie au Coran?

— Attendez; appliquons ici notre grand principe.

— Lequel?

— Comment! l'avez-vous déjà oublié? Le Coran est-il salarié, ou ne l'est-il pas?

— Il l'est, lui dis-je.

— S'il est salarié, mon cher, il doit vous être sacré.

— Votre théologie est bizarre.

— Elle est telle, reprit-il, en terminant la conversation avec un peu d'humeur.

Voyez donc quel désordre d'idées, quand vous voulez, sans ramener par le fer l'unité de croyance,

détruire la liberté de discussion religieuse! Il faut absolument que nous sachions ce que la société nouvelle entend par ces mots : Attaquer la religion.

Un homme enseigne publiquement, dans son catéchisme, que ses ancêtres ont fort bien fait de mettre le Christ en croix, qu'il faudrait recommencer aujourd'hui même s'il revenait sur la terre; que les scènes du Calvaire et de la passion n'ont été que justice; que le Christ est un faux prophète; qu'il faut, comme tel, continuer à lapider sa mémoire, de générations en générations. Cet homme n'attaque pas le christianisme, car il est juif; bien loin d'être réprimé, il est peut-être ministre.

Un autre professe publiquement aussi dans son catéchisme que Luther et Calvin ont été des hommes incomparables, pour avoir renversé la papauté dans la moitié de l'Europe; qu'il faut persévérer dans cette haine de l'église romaine; que, selon les paroles du premier réformateur, elle est la Babylone des prophètes. Cet homme n'attaque point le catholicisme, car il est protestant; et il parle dans un temple devant des milliers d'auditeurs. Il aura aussi sa part dans le pouvoir de l'État.

Un troisième paraît; il professe, il enseigne publiquement, toujours dans son catéchisme, que le judaïsme est un déicide; le protestantisme, une religion menteuse, dévouée à l'enfer. Cet homme n'attaque ni le judaïsme, ni le protestantisme, car il est catholique. Il ne parle guère que dans quarante-huit

mille chaires, le même jour et à la même heure. C'est à lui qu'appartiendra la direction de l'État.

Voyant cela, un quatrième personnage se présente modestement. Il répète en termes froids le jugement qu'il vient d'entendre proférer avec privilége officiel par ses trois prédécesseurs. J'accepte, dit-il, toutes leurs conclusions; puis s'inclinant, ne pourrais-je pas, ajoute-t-il, avoir aussi ma part dans l'État, puisque je résume, en aussi bons termes que je le puis, ce qui est professé par les trois dignitaires qui ont parlé avant moi? — Qui êtes-vous? lui dit-on. — Philosophe, répond-il. — C'est autre chose, mon ami. Tout ce que ces messieurs ont dit les uns des autres est excellent et religieux dans leur bouche; passant dans la vôtre, cela devient crime, impiété. Vous outragez la religion. Non seulement vous n'aurez aucune dignité, mais vous irez ce soir coucher à la Conciergerie. — Veuillez donc m'expliquer cette antinomie, disait-il en se retirant à son gardien. Si j'avais dit les mêmes choses comme sectaire, je serais à la tête de la nation. Je les ai dites comme philosophe, je suis en prison. — Précisément, dit le gardien, voilà la porte. — C'est dommage, dit le philosophe; je ne saurai jamais quelle méthode ils emploient pour découvrir si je parle comme philosophe ou comme sectaire. — Entrez toujours, dit le gardien; et il ferma la porte à trois verrous.

Que l'on me dise ouvertement si la liberté que la France avait au xve siècle, la France l'a perdue au xixe, s'il est loisible de demander, comme le faisaient les

Clémengis, les Gerson, la réformation radicale de l'Église; ou bien si toute controverse est close à ce sujet; si chaque église est désormais sous le scellé officiel; si la discussion n'a plus le droit d'y entrer.

Dans le mélange nouveau qui s'accomplit sous nos yeux, des sectes religieuses et des coteries politiques, nul ne sait plus où commence, où finit son droit de créature morale. Le domaine spirituel, agrandi du domaine de la police, où commence-t-il, où finit-il? Que faire pour les séparer, pour les distinguer? Dans ce chaos où chaque théogonie est gardée par un espion, que l'on me dise ce que j'ai le droit d'imaginer, de nier, d'affirmer. De quelque côté de l'univers moral que je me tourne, je vois un infini sous la main de la police.

Tant que la foi est la règle des choses religieuses, chacun sait parfaitement ce qui est interdit ou loisible dans ces matières; mais lorsque c'est la politique qui détermine la part de respect due aux croyances, la plus grande incertitude s'établit sur les limites de la liberté de discussion. Dans le temps où le catholicisme était seul la religion d'État, je savais positivement que le protestantisme et le judaïsme restaient abandonnés à la libre discussion philosophique. Mais aujourd'hui dites-moi, de grâce, où finit, où s'arrête le droit?

Le catholicisme descend-il au rang de ces cultes qu'il était parfaitement loisible à chacun de condamner par la philosophie? ou bien tous ces cultes sont-ils également placés au dessus de la controverse? Vous ne

voulez pas tendre de piége; dites donc clairement ce que vous entendez faire de l'esprit humain. A quel grand objet moral lui laissez-vous la liberté de s'appliquer? à quoi réduisez-vous son action, si vous commencez par soustraire à son examen, à sa curiosité, à sa critique ou même à ses représailles tout ce que vous avez marqué d'un sceau officiel dans le monde religieux?

A mesure que vous créez de nouvelles religions d'État, vous diminuez le domaine de la pensée publique. En quel endroit de l'espace et du temps ira-t-elle se réfugier sans risque de rencontrer, de blesser l'un de ces trois mondes également inviolables; catholicisme, protestantisme, judaïsme? Comment faire pour ne pas se briser contre l'un d'eux, puisqu'à bien dire ils sont toute l'histoire? Comment l'esprit philosophique subsistera-t-il sans offenser aucun de ces systèmes religieux qui prétendent, chacun, occuper l'infini et l'absolu tout entier? Le seul moyen, c'est de cesser d'être.

Conciliation de toutes les contradictions dans le néant de l'intelligence et l'aveuglement de l'esprit, voilà où aboutit nécessairement cette voie ouverte à plusieurs religions officielles.

La pensée laïque, livrée à des sacerdoces ennemis, n'échappe à l'oppression de l'un que pour expirer sous l'oppression de l'autre. J'évite Grégroire VII; c'est pour être châtié par Luther ou par le grand rabbin! On entrevoit dans ce chemin un despotisme intellectuel dont l'humanité n'a approché dans aucune époque.

De toutes les œuvres qui font l'honneur de l'esprit français, en est-il une seule qui eût été possible dans ce système d'étouffement devenu la règle de l'intelligence nationale?

Dans le cercle tracé par l'inquisition espagnole, il restait encore des espaces infinis ouverts à la pensée de l'homme; il pouvait librement examiner, réfuter tout ce qui n'était pas la croyance du saint-office. Mais se figure-t-on la raison philosophique murée entre le catholicisme, le protestantisme et le judaïsme? La France aurait consommé cinq ou six révolutions pour embastiller l'esprit humain sous la garde de trois polices sacrées.

VI.

Quelle doit être la politique du catholicisme?

Ceux des hommes politiques qui n'ont pas une foi sérieuse dans leurs principes, s'imaginent aisément qu'il dépend de la bonne ou mauvaise volonté d'un clergé de changer en un moment la loi et le génie d'une religion. Ils ne voient pas que les religions sont des principes qui agissent indépendamment des hommes et qu'on ne peut les changer sans révolutions, c'est à dire sans faire que telle religion soit remplacée par telle autre. Les meilleurs croient qu'avec un peu de diplomatie, on amènera les dogmes à composer ; ils ne s'aperçoivent pas qu'ils sont les dupes de cette diplomatie avec l'immuable. Retranchés dans leur syllogisme, combien les hommes d'église doivent sourire de la prétendue guerre qui leur est faite! Ce n'est point par des transactions de ce genre que la philosophie avait conquis sa place et que la France s'était émancipée du moyen âge.

J'avoue qu'il m'est impossible d'être de l'opinion de ceux qui pensent que la faute du catholicisme est de ne pas faire alliance avec la liberté. Autant vaudrait dire que le paganisme a péri pour avoir commis la faute de ne s'être pas converti au christianisme.

Si cette religion, telle qu'elle est constituée, écoutait les conseils de ceux qui l'invitent à représenter les principes démocratiques ; si elle avait le malheur de se replacer, ne fût-ce qu'un seul jour, dans le courant des libertés modernes, elle se transformerait, c'est à dire elle se décomposerait indubitablement au contact soudain de l'air vital. On dit que le christianisme y gagnerait. Je ne sais; ce qu'il y a de certain, le catholicisme, tel que nous le connaissons, se frapperait de mort.

Pie IX a commis l'insigne imprudence de se mettre en contact avec une ombre de liberté. Cette ombre seule a failli renverser non seulement le prince temporel, mais le souverain spirituel, tant la liberté est incompatible avec l'esprit de cette institution! Combien de temps ne faudra-t-il pas pour que la papauté répare, si cela est possible, le dommage qui lui a été causé par cette infidélité d'un moment à son principe! D'après les seules lumières humaines, on peut dire qu'elle ne le réparera pas.

Tous ceux qui, dans ces derniers temps, ont voulu introduire des éléments libéraux dans le catholicisme ont imaginé le contraire de ce qui est nécessaire à cette institution. Il est évident que quiconque veut sérieusement la conserver, doit suivre la route précisément

opposée. Tous les théologiens réunis ne pourraient faire que le catholicisme orthodoxe soit d'accord avec la liberté moderne, non plus que tous les mathématiciens de la terre ne pourraient ramener le cercle au carré. C'est pour n'avoir pas vu ces lois du monde religieux que la France a été jetée dans ce libéralisme catholique qui devait la faire échouer dans le mensonge et dans la servitude.

Revenons à la nature des choses. Personne ne l'a mieux indiquée, ni avec une raison plus droite, que M. de Maistre. Sa valeur, c'est qu'il a posé très clairement les conditions vitales de l'institution catholique dans la société moderne. Après les avoir aperçues, il les a définies avec la force et le sang-froid du législateur. Il a vu clairement que, pour retremper l'autorité catholique, il faut la ramener à son principe, c'est à dire à l'esprit réactionnaire du concile de Trente. Il a posé intrépidement les conditions de salut dans l'alliance de l'absolutisme et du catholicisme. A cette société, il a donné, sans trembler, pour lien le bourreau; et la loi qu'il a établie est si exacte, si conforme à l'expérience, à l'histoire, à la nature des choses, que quiconque ne la suivra pas dans toute sa rigueur est certain de compromettre le catholicisme par tout ce qu'il entreprendra pour le défendre.

Appliquez cette loi si vous pouvez; ne songez pas à y rien changer. Le livre du *Pape* est le complément du *Prince* de Machiavel.

VII.

Que peut être la liberté pour le catholicisme?

C'est Bossuet qui le dira : « Ceux qui ne veulent « souffrir que le prince use de rigueur en matière de « religion, parce que la religion doit être libre, sont « dans une erreur impie. Autrement il faudrait souf- « frir dans tous les sujets et dans tout l'État, l'idolâ- « trie, le mahométisme, le judaïsme, toute fausse reli- « gion, le blasphême, l'athéisme même, et les plus « grands crimes seraient les plus impunis. » Ce qui revient à dire que le plus grand crime aux yeux du catholique est de ne l'être pas. Comment donc voulez-vous faire du catholicisme non seulement l'appui, mais la garantie de ce qu'il maudit? C'est lui demander à la fois d'être et de ne pas être.

Sur ce principe du clergé romain, la liberté ne peut être pour lui que la faculté de nier la liberté opposée

qui, étant identique avec le mal, n'a pas le droit d'exister. Comment s'appelait, au temps de Sarpi, le droit que le clergé réclamait de n'être pas soumis à la même juridiction que les autres citoyens? Ce privilége d'échapper à la loi, le clergé l'appelait : *libertas ecclesiastica*, liberté ecclésiastique. Le droit de ne pas payer d'impôts, c'est à dire de les faire payer aux autres, s'appelait du même nom : *liberté*. Comment se nomme aujourd'hui ce que l'on fait à Rome, en écrasant la liberté du peuple, et en rendant la domination absolue au clergé? Encore une fois, liberté. Comment enfin se nomme le système par lequel l'enseignement laïque est remplacé par l'enseignement du prêtre? en vertu de la même logique, ce monopole a pour nom : *liberté d'enseignement*.

Il est évident, en effet, que, la vraie liberté étant celle de faire son salut, tout ce qui n'est pas l'Église est considéré comme une oppression de la vérité. Retrancher, extirper du monde moral ce qui n'est pas conforme au dogme ecclésiastique, c'est délivrer, c'est affranchir la vérité asservie; le monde ne sera libre que lorsqu'il dépendra de l'Église. Voilà le principe. Il agit en dépit des intentions des hommes.

Que le catholicisme accepte un seul moment la liberté de conscience, qu'il reconnaisse le droit divin des autres cultes, qu'il s'asseye dans un conclave théologique avec le rabbin et le pasteur; de son aveu même, il perd sa raison d'être. D'autre part, cédez une partie quelconque du droit de l'esprit, le reste suit.

Dans ces luttes entre deux principes irréductibles, point de milieu. Quiconque capitule, se livre. Ou la société laïque s'asservit à l'Église, ou l'Église à la société laïque. Le seul moyen de conciliation est de tracer entre elles une ligne qui descende jusqu'aux entrailles du globe.

Vous êtes si loin de pouvoir vous accorder, que vous ne pouvez même vous entendre. Les mots ont pour vous des sens absolument opposés. Si l'un dit liberté, l'autre entend nécessairement servitude. Voilà pourquoi l'illusion me semble incroyable de ces hommes, amis néanmoins de la liberté, qui s'obstinent encore à mettre leurs espérances dans ce qu'ils appellent la démocratie de l'Église. Est-il donc écrit que l'expérience ne servira de rien, ou plutôt que chaque coup qu'ils recevront de ce côté les replongera dans un grand aveuglement? Autrefois, ils comptaient sur les chefs de l'Église, mais les événements les ont instruits. Ils ne comptent plus désormais que sur le fond prolétaire du catholicisme; et avec ces paroles, qui répugnent à la nature des choses, ils continuent de se préparer de nouvelles méprises.

Comment attendre des masses du clergé ce qui répugne à leur condition, puisque, d'un côté vous les fortifiez dans leur attachement à leur Église, et que, de l'autre, vous leur demandez de vouloir bien réaliser un idéal absolument contraire à celui de leur Église?

Quelques individus peuvent par hasard, et avec des

souffrances inouïes, accepter de vivre au milieu de contradictions aussi monstrueuses, prêchant l'absolutisme dans la théorie et se sacrifiant pour la liberté dans la pratique. Mais qu'une masse d'hommes quelconque, encore moins une caste sacerdotale, consente à une anarchie d'esprit telle qu'elle ressemblerait à la démence; c'est ce qu'on ne verra pas. Dans le vrai, la constitution de l'Église répugne si violemment à une capitulation de ce genre, que lorsque le libéralisme y a paru, il s'est montré au sommet de la hiérarchie plutôt qu'à la base. L'évêché a produit Scipion Ricci; les masses du clergé, la guerre de Vendée.

Émancipez de l'autorité supérieure tous les curés de campagne, j'y consens; mais ne croyez pas pour cela faire un clergé démocrate. Vous aurez quarante-huit mille petits évêques de plus, voilà tout le changement.

Je demande quel est le plus religieux, de celui qui pense que la religion est une chose si grave qu'elle entraîne après soi tous les éléments du corps social, ou de celui qui pense qu'elle est chose si légère qu'on peut la tourner tantôt dans un sens, tantôt dans un autre, et qu'il suffit d'un peu de diplomatie pour la faire servir indifféremment, soit à la liberté, soit à la servitude. Je crois, pour ma part, qu'elle porte en soi une direction fixe, nécessaire, et que le corps entier du clergé ne pourrait lui-même rien y changer, à moins de tout changer, c'est à dire de cesser d'être. Avec la meilleure volonté du monde, tous les physi-

ciens du globe empêcheront-ils l'aiguille aimantée de tourner vers le nord? De même, tous les prêtres de l'univers ne sauraient empêcher l'esprit de l'Église catholique de tourner vers l'absolutisme.

VIII

Vérité de la situation.

Voyez donc, je vous prie, la difficulté particulière à votre situation. Que sert de se la cacher? Vous êtes restés, à plusieurs égards, dans la religion nationale, sur l'un des échelons inférieurs du christianisme. Vous voulez, dans l'ordre politique, non seulement atteindre aux résultats les plus élevés de cette religion, mais la dépasser encore s'il est possible. Vous tenez par des liens que vous ne voulez ni ne pouvez rompre, tout ensemble au système des Mérovingiens et au système des Conventionnels. Comment s'étonner si, avec ces deux tendances, la société semble se déchirer à chaque pas? C'est le supplice de Brunehaut.

Je ne suis pas inquiet de la transformation du pouvoir ni de celle de l'État; pour cela il ne faut, après tout, qu'un vote dans une urne; mais dites-moi qui

transformera l'Église puisque personne n'y songe ; et si ce changement n'a pas lieu, que sont tous les autres?

Je crois m'apercevoir que vous ne voulez ni vous soumettre à votre Église, ni vous en affranchir. Impossible de savoir clairement ce que vous croyez et ce que vous ne croyez pas. Cette situation mitoyenne a pu suffire dans les temps ordinaires. Aujourd'hui on commence à en sentir l'embarras. Les termes équivoques, dans lesquels vous vous êtes arrêtés, sont un moyen de ne décourager jamais ni la liberté ni la servitude; puisque, dans une telle indécision sur le point le plus vital, la défaite de l'une n'est jamais si entière qu'il ne lui reste des chances de triompher le lendemain.

Une chose frappe au milieu des symptômes de notre temps, c'est, quoi qu'on en dise, la timidité d'esprit des deux parts sur le terrain où nos pères ont déployé tant de franchise et d'audace.

La contre-révolution pour se sauver n'a qu'un seul moyen, qui est de reconstituer bravement l'unité religieuse en proscrivant tout autre culte que le catholicisme. Elle n'a pas le courage de l'orthodoxie. La révolution ne peut s'affermir qu'en s'émancipant de la tutelle du sacerdoce. Elle n'a pas le courage de l'hérésie. Ni la foi, ni la philosophie n'osent se mettre en présence. L'ancienne société et la nouvelle cherchent encore je ne sais quel terrain pour vider leur querelle par une équivoque.

Je demande à la contre-révolution : Pouvez-vous ramener la France, de gré ou de force, à l'unité reli-

gieuse? Vous pourrez, dans ce cas, reconstituer l'ordre politique tel que vous l'entendez. Je demande à la révolution : Pouvez-vous émanciper la France du système des castes sacerdotales? Vous pourrez dans ce cas, la faire entrer sans retour dans la voie de la liberté moderne. Mais si la contre-révolution et la révolution ne songent pas même à détruire, l'une le foyer de la révolution, l'autre le foyer de la contre-révolution, il est évident que la France ne peut se promettre aucun développement normal, ni dans un sens, ni dans un autre, mais une série de changements où le hasard, l'imprévu, la contradiction tiendront longtemps encore la place de la logique et de l'esprit de suite.

Jetez les yeux sur ce qui vous entoure. Vous verrez que la question religieuse n'est posée nulle part, qu'elle est tout au plus regardée comme un embarras sur lequel il faut se taire. C'est la première fois que l'humanité s'imagine faire un grand pas décisif en négligeant derrière soi une question de ce genre. J'admire qu'en laissant le moyen âge debout et invulnérable, on se figure régler la société de l'avenir, comme si l'on écrivait sur une page toute blanche.

L'organisation catholique étant, au moins en partie, le principe même de l'organisation sociale de la France, il y a, depuis soixante ans, un fond de pouvoir absolu qui reparait sous toutes les combinaisons politiques. Le catholicisme combiné avec la gloire militaire a produit la servitude de l'empire, avec le droit divin la servitude de la restauration, avec le droit con-

stitutionnel la servitude du dernier règne, avec le droit républicain la servitude des deux dernières années. Qui pourrait jurer qu'il ne verra pas le catholicisme se combiner dans une nouvelle servitude avec le socialisme? Ceux qui traverseront cette dernière période pourront voir la terre promise du droit et de la liberté.

Un peuple se croit libre parce qu'il a échappé à la tutelle de la monarchie. Mais s'il reste sous la domination exclusive d'une caste sacerdotale, sa condition a-t-elle beaucoup changé? Il peut, à un moment donné, couvrir la terre de débris; l'enfant prodigue peut dépenser en un jour son avenir d'un siècle. Dans un élan de vertu, il promet la liberté au monde; mais il n'est jamais bien sûr qu'il n'ira pas écraser ceux qu'il a promis d'affranchir. N'appelez pas ces changements inconstance, manque de parole... Il ne s'appartient pas; ou du moins il est si bien accoutumé à le penser qu'il se figure n'avoir aucune responsabilité, même dans les œuvres de sang qu'il consomme de son bras, après les avoir rendus inévitables par son suffrage.

Ce dernier joug est d'autant plus redoutable qu'on le sent moins, que l'habitude invétérée, une fausse honte, dont les nations sont capables autant que les individus, empêchent qu'on le reconnaisse. On emploie beaucoup d'esprit à nier un servage si ancien, c'est à dire à l'entretenir. Je voudrais démêler s'il y a en cela plus légèreté, ou plus de crainte de découvrir sa blessure. Ce qu'il y a de certain, c'est que celui qui veut essayer

de sonder cette plaie est également importun au peuple et à ses maîtres.

Donnez-moi le moyen d'asservir les hommes; intéressez leur amour-propre à nier leur asservissement.

Pour régner sur eux, il n'est pas besoin de s'approprier en détail la liberté de chaque heure, comme font les gouvernements politiques. Régnez sur le berceau et sur la tombe; vous tenez la chaîne par les deux bouts.

Les hommes ont voulu jusqu'à ce jour et continueront de vouloir naître, se marier et mourir suivant certains rites consacrés. Quiconque pourra s'attribuer le monopole exclusif des rites, des naissances, des mariages et des funérailles, celui-là restera maître de l'existence humaine.

On s'obstine en France à confondre le christianisme avec le catholicisme, l'Église primitive avec l'Église du concile de Trente, sans paraître se douter le moins du monde que c'est par l'Évangile que Luther et Calvin ont ruiné le catholicisme.

La liberté moderne, fille de la réforme et de la philosophie, est doublement hérétique. C'est à ce titre qu'elle est inconciliable avec l'orthodoxie romaine.

On n'a pas encore vu un grand peuple catholique entrer dans la liberté. La France tente la première ce chemin; il est bien qu'elle sache qu'elle entre dans une voie d'où personne n'est revenu vivant.

Quel a été le principe des républiques catholiques qui ont eu quelque éclat dans le monde? l'âme de

toutes, sans exception, a été le terrorisme transporté du dogme dans l'État. Venise a vécu sur cette idée pendant douze cents ans. Il faut en dire autant de Florence et des républiques lombardes et toscanes. Là, chaque parti vainqueur proscrivait en masse le parti opposé, jusqu'aux enfants de quatorze ans inclusivement. On vendait, à vil prix, les biens de cette population de proscrits. Ainsi se dénouait toute lutte politique, sans que la liberté ait jamais pu s'établir autrement qu'au seul profit des vainqueurs. Le problème social ne se résolvait qu'à la condition d'éliminer tous les termes ennemis, à Florence, par l'exil, à Venise par la mort. Transporté dans le Nouveau-Monde, le principe du terrorisme catholique appliqué à la République, a engendré le même système. Le docteur Francia au Paraguay, Rosas à Buenos-Ayres, sont exactement ce qu'étaient les seigneurs des républiques catholiques italiennes. Un Washington dans ces états serait un monstre historique. Je m'aperçois même que la liberté y est tellement contraire à la nature des choses, à la tradition, à l'éducation des hommes, que le pouvoir qui la donne est infailliblement détruit par elle.

Dans les pays qui, par l'effet de leur éducation religieuse fondée sur la terreur, ont toujours mêlé un vif sentiment de peur à l'idée d'autorité, les révolutions rencontrent une difficulté particulière pour se constituer. L'ordre nouveau renonce-t-il à inspirer ce sentiment de crainte à ses adversaires? Accoutumés à ne res-

pecter que ce qu'ils craignent, le pouvoir nouvellement établi tombe infailliblement dans leur mépris. Si, au contraire, il reste armé, pour sa défense, on l'accuse de n'avoir rien changé au régime de l'ancienne société; en sorte qu'il rencontre le double danger de périr sous le mépris de ses ennemis, s'il leur pardonne, ou sous la contradiction, s'il les châtie.

Quelquefois, je crains que la démocratie ne jette pas un regard assez profond sur les mauvais côtés de l'âme humaine; ses principes la conduisent à faire des lois pour l'âge d'or. Elle se désarme; elle laisse sa porte ouverte comme au temps de Saturne. Ses adversaires louent cette ingénuité patriarcale; plus tard, ils lui en font un devoir. Est-il bien certain qu'ils ne gardent, dans leur sein, aucune des armes de l'âge de fer et de bronze?

Il y a quelques rapports entre la situation du corps social dans la France au XIX[e] siècle, et dans l'Italie au XVI[e]. Les ressemblances sont : premièrement un membre amputé, la noblesse; deuxièmement la lutte radicale entre les autres classes; troisièmement la blessure de deux invasions; quatrièmement une même religion qui, vieillie de deux siècles, fait peser sur la France des causes de décadence qui n'étaient pas toutes développées au XVI[e] siècle.

Après la nationalité qui manquait à l'Italie, la plus grande dissemblance est celle-ci :

L'aristocratie financière italienne, pour lutter contre le peuple, a entrepris systématiquement de l'extirper

tant par le fer que par l'exil. Elle y a réussi ; car elle était, à cet égard, dans une position bien préférable à tout ce qui se verra dans les combinaisons de l'avenir. Les républiques étant presque toujours renfermées dans une ville, c'était assez d'exiler, de déporter quelques milliers de citoyens pour changer le tempérament de l'État.

La France a bien un autre problème à résoudre avec les trente millions d'hommes dont se compose chez elle le *peuple maigre ;* et comme nul ne peut songer à l'extirper, cela permet de penser qu'il arrivera, chez nous, le contraire de ce qui s'est vu en Italie, c'est à dire que le *peuple gras* doit toujours perdre et le *peuple maigre* toujours gagner ; à moins que la religion catholique ne réussisse à dominer ; auquel cas, il est certain que l'on reverrait en France se reproduire ce qui s'est fait non seulement en Italie, mais en Espagne, en Portugal, en Irlande, en Pologne, dans l'Amérique du Sud ; cette religion, dans la forme où elle est aujourd'hui, ayant une force absolument irrésistible pour éteindre les États et dissoudre les nationalités.

Telle est donc la condition particulière de la France. Jusqu'ici toutes les sociétés politiques se sont développées sur le plan d'une religion nationale. En marchant dans le plan de la sienne, la France devrait rentrer dans le moyen âge. Elle s'obstine néanmoins à marcher en avant. Le sol religieux manque sous ses pas, et pourtant elle continue d'avançer. Sur quoi s'appuyer ? Elle est la première nation qui, laissant

sa religion dans le passé, et n'en adoptant pas une nouvelle, se précipite tête baissée, dans l'avenir, comme Mentor du haut du rocher dans les flots de l'Océan.

IX.

L'État et l'Individu.

En se taisant sur la question religieuse, on a écarté la principale difficulté du problème social; il en résulte que les solutions que l'on donne sont purement abstraites et que leur valeur pourrait bien s'évanouir le jour où il faudrait les appliquer.

C'est, par exemple, une grande question si, dans une démocratie idéale, il est bon ou mauvais que l'État subsiste. Quelle que puisse être la réponse que vous fassiez, il est visible que, dans ces termes, vous ne résolvez rien pour la France.

La question qui regarde cette nation est celle-ci : Dans un pays régi religieusement par un corps sacerdotal, constitué en caste, est-il bon ou mauvais qu'une organisation telle que celle de l'état politique continue de subsister?

Évidemment cet élément de plus ou de moins, la

caste sacerdotale, introduit dans la question, doit modifier la réponse.

Vous proposez d'abolir l'État, pour affranchir l'individu. Soit. Mais, après cela, voyez, qu'avez-vous fait? En face de l'individu se dresse un autre établissement, un corps impérissable, désormais sans contre-poids et qui accable tout ce qui n'est pas lui. Vous vouliez émanciper les personnes; vous les mettez à la merci d'une centralisation sans rivale. Une seule masse subsiste, l'Église; elle enveloppe tout le reste dans son ombre. C'est, après tout, un beau linceul pour un État et pour un peuple.

Vous parlez d'y faire entrer la révolution sans toucher à l'orthodoxie; mais, encore une fois, ce changement de diplomate, qui le fera, en restant catholique? Est-ce le peuple? Depuis plus d'un millier d'années, il est exclu du droit d'intervenir dans son gouvernement spirituel; et s'il voulait ressaisir ce droit, il suffirait de la main levée d'un vieillard pour écraser sous l'anathème les téméraires qui, ne sachant pas être indépendants, ne sauraient pas être orthodoxes. Est-ce le clergé? Mais lequel? L'inférieur? il n'a que le droit d'obéir. Les évêques? ils sont les maîtres. Attendez-vous qu'ils se démettent? C'est donc encore une fois du pape que vous attendez l'abdication suprême. O chimère! Penser que le catholicisme tout entier va changer de figure, de hiérarchie, par complaisance pour ses adversaires, par désir de se ruiner lui-même; et tout cela sans révolution dans le principe, dans le

dogme, dans les croyances! Se figurer qu'une masse de ténèbres va, demain ou après, devenir lumière sans qu'on ait même à redouter de passer un moment pour hérétique! Faire une révolution religieuse sans que personne s'en soucie ni s'en occupe! La chose est plus difficile que vous ne pensez. Des institutions de ce genre se pétrifient; elles ne s'exhalent pas en fumée pour le plaisir de leurs adversaires.

L'Église restera donc; et si vous effacez l'État, la conséquence est de laisser l'individu seul aux prises avec une caste partout présente dans chaque membre du sacerdoce; ainsi reparaîtront des combinaisons de servage telles que, j'imagine, l'antiquité n'en a jamais connu; car lorsque chaque individu appartenait à une caste, il trouvait une garantie dans cette organisation même, au lieu qu'il est difficile de se figurer ce que deviendrait l'individu aux prises avec une caste sacerdotale lorsque la protection de tous n'existerait plus pour personne.

Comment ne pas voir que l'organisation de l'Église appelle par une logique nécessaire l'organisation de l'État sous une forme quelconque! Celui-ci est devenu d'autant plus puissant et sa centralisation a été d'autant plus forte qu'il a dû faire équilibre à une organisation religieuse mieux établie, C'est la raison pour laquelle tous les pays régis, au point de vue religieux, par une caste sacerdotale, depuis trois siècles, ont eu des gouvernements laïques très forts. En Allemagne, où l'organisation religieuse était faible, la centralisa-

tion de l'État a pu l'être aussi sans danger. De même en Angleterre, à plus forte raison en Amérique. En France, où le corps sacerdotal a été puissant, l'État a dû être fortement centralisé; en Espagne, le seul moyen, pour l'État, d'échapper à l'absolutisme théocratique a été de pratiquer cet absolutisme en son nom; en Italie, où l'État n'a pu se centraliser, ce n'est pas l'individu qui a été affranchi, c'est l'Église qui a dévoré l'État et l'individu.

Depuis la révolution de 1848, le pouvoir central en France ayant été affaibli, on a vu s'accroître d'une façon prodigieuse le pouvoir sacerdotal. Si le gouvernement eût appartenu à une théocratie catholique, les résultats, pris en masse, eussent peu différé de ce qu'ils sont en réalité. Car dans cet intervalle le sacerdoce a fait la politique de la France au dehors et sa politique intérieure dans les plus importantes de ses lois.

Ceci me conduit à penser que l'esprit de caste persistant dans la religion, non seulement l'État ne sera pas aboli; mais après un intervalle de liberté, on pourrait bien voir se reformer une servitude volontaire au nom de l'État.

X.

Que faut-il faire pour vaincre la démocratie ?

Je me pose en théorie la question suivante : Pour sauver la vieille société et conjurer la victoire de l'esprit nouveau, que faut-il faire? D'après les principes énoncés ci-dessus, la nature des choses répondra d'elle-même.

— Je vois de grandes eaux qui montent. Dites-moi où je me tournerai pour les fuir.

— C'est l'esprit de Dieu qui passe sur les eaux. Pourquoi trembler?

— Je ne sais, mais je tremble. Je veux fuir. Conseillez-moi.

— La vague grossit. Tout le terrain libéral appartient à la révolution. Il faut donc quitter le libéralisme et se réfugier sur des hauteurs d'où il n'a pas approché.

— C'est ce que nous avons fait. Nous livrons la révolution de 1789. Est-ce assez?

— Ce n'est rien. Le flot vous a déjà précédé.

— Où donc nous arrêterons-nous?

— Il n'est pas, depuis soixante ans, un moment, une date dont vous puissiez accepter les principes, sans un danger certain d'être englouti par eux.

— Nous reculons en plein XVIIIe siècle. Est-ce assez?

— Y songez-vous? La philosophie vous envahit; elle vous précipite de nouveau dans le gouffre d'où vous sortez.

— Nous nous rallierons plus loin au cœur du XVIIe siècle.

— Retraite illusoire; la société est déjà partagée.

— Eh bien, nous fuirons dans le XVIe.

— Insensés! C'est de cette époque que vient tout votre mal; car la réforme est déjà née. L'unité religieuse est rompue. La vieille autorité est détruite. La terre tremble.

— Où nous réfugierons-nous donc?

— Aveugles que vous êtes! Ne voyez-vous pas que tant que vous gardez la liberté de croyance, vous consacrez celle de discussion; et que cette concession unique suffit pour vous entraîner à toutes les autres?

— C'est donc, à votre avis, la liberté des cultes qu'il faudrait frapper?

— Évidemment, puisque cette anarchie dans la foi est la mère de toute anarchie politique.

— Et pour tuer la révolution?

— Il faudrait tuer la liberté de conscience; sans cela vous ne frappez que des fantômes. Vous coupez les branches; vous laissez subsister le tronc et les racines.

— Mais pour revenir à cette unité religieuse, fondement de l'ancienne autorité, nous aurions besoin de la terreur de Philippe II. Elle n'est plus de notre temps.

— Il faut savoir ce que vous voulez. Je vous dis que pour vaincre le mouvement ascendant de la révolution, il faut lui opposer la contre-révolution avec toute sa logique, c'est à dire l'unité inflexible de l'ancienne religion.

— Mais si nous opposions à l'esprit nouveau la ligue du catholicisme de Rome, de l'hérésie du czar, du protestantisme du roi du Prusse?

— Ainsi trois papes inconciliables, une religion à trois têtes qui ont passé des siècles à se dévorer, c'est sur cette anarchie que vous voulez établir l'ordre moral! Eh! ne voyez-vous pas que cette prétendue ligue de principes opposés n'est encore que la révolution sous une autre forme, ou plutôt l'essence même de l'anarchie? Ne vous apercevez-vous pas que ces forces contraires se détruisent par elles-mêmes, et que tant que vous laissez subsister au cœur de l'Europe le principe des révolutions modernes, sous la forme religieuse du libre examen, vous fuyez le danger d'un côté, vous vous y précipitez de l'autre.

— Que nous conseillez-vous donc?

— Il n'y a pas de conseils à donner, c'est la force

des choses qui parle. Ramenez, de gré ou de force, l'ordre religieux, et vous ramènerez l'ordre politique, tel que la contre-révolution l'entend. Convertissez le monde à l'ancien idéal catholique, le reste suivra de soi. L'Europe viendra se rasseoir sur sa vieille base. Faites rentrer, jusqu'au dernier homme, la société dans l'ancienne église; fermez les portes avec fracas et jetez la clef au milieu de l'Océan. A ce prix, vous vaincrez.

— Nous l'essaierons.

— Ce n'est rien de l'essayer; il faut avoir assez de foi pour être sûr de réussir.

— Ce sont donc là, suivant vous, les conditions de notre salut?

— En conscience je le crois.

— Et vous pensez que de bonnes lois sur le timbre des journaux, sur l'enseignement, sur les maires, une révision de la loi électorale et de la constitution, une définition bien avisée du domicile, et un bon ministère de police ne suffiraient pas pour nous garantir l'avenir?

— Prenez garde; pendant que nous parlons, je vois le flot qui monte. Le roseau auquel vous vous attachez est déjà déraciné.

— Malheur! La terre me manque. Est-ce un vertige? Voici l'abîme.

— Vous l'avez fait.

Seul moyen d'opérer le sauvetage de l'ancienne société, la murer dans l'ancienne église. Un seul groupe que vous laisserez en dehors suffira pour r'ouvrir les portes; vous en verrez de nouveau sortir les tempêtes.

Pouvez-vous cela, ou ne le pouvez-vous pas? Si vous le pouvez, le vieil ordre de choses subsistera; sinon la question est résolue. Tous les autres moyens, lois de circonstance, engins de police, épées *rouillées par humilité catholique*, sont jeux d'enfants. Laissant subsister la liberté des cultes, comment ne pas sentir que vous laissez subsister un foyer permanent de révolte contre l'ancienne autorité? Car il est incroyable que vous puissiez penser que si les hommes ont le droit de choisir leur culte, ils se mettent dans l'esprit qu'ils n'ont pas le droit de choisir leur gouvernement, et même les formes d'une société éphémère telles que celles qu'ils composent ici-bas. A moins que vous ne changiez leur nature, ils ne se figureront jamais qu'étant autorisés à discuter, peser, critiquer leur religion, leur croyance, leurs livres sacrés, ils ne le soient pas à discuter une ordonnance, un arrêté, un président, un garde-champêtre; et l'autorité, telle qu'on l'entendait jusqu'ici, ne se rétablira pas. Ils sont maitres d'ébranler les colonnes de l'éternité. Croyez-vous qu'ils se feront faute d'ébranler les colonnes du temps? Cela n'est pas réfléchi.

Tant que la liberté de conscience survivra, ne fût-ce que pour une seule communion, la Révolution est triomphante dans le sanctuaire. Comment ne le serait-elle pas sur la place publique? Loyola, Philippe II, Louis XIV, tous ceux qui, par la parole ou par le fer, ont entrepris de maintenir sur sa base l'ancien ordre social, ont opposé à la marche toute-puis-

sante de l'esprit novateur, la barre inflexible de l'unité religieuse. Qui ne serait effrayé aujourd'hui de voir quelques vieillards se relever à demi, prendre quelques fils d'araignée et les tendre pour entraver le siècle qu'eux-mêmes ont déchaîné?

XI.

De l'autorité. — A qui appartient le droit d'enseigner?

Dans les pays où règne sans partage une religion d'État, cette question est résolue. Le clergé, s'il est maître de la conscience publique et du gouvernement, doit savoir mieux que personne ce qu'il convient à chacun d'apprendre ou d'ignorer pour entrer dans ses vues qui sont les secrets de l'Empire. Tant que l'État s'ordonne sur le plan du sacerdoce, c'est le sacerdoce qui tient dans ses mains la science des choses divines et humaines. A lui seul, il appartient d'enseigner. C'est le temps de la tribu de Lévi dans l'antiquité et de la compagnie de Jésus dans les monarchies modernes, ordonnées sur le principe du concile de Trente.

Mais lorsque, par l'effet de révolutions profondes, la religion qui était celle de l'État a été ramenée à la dure

condition, non seulement de tolérer des religions opposées, mais de les accepter pour égales, il faut examiner quel changement s'accomplit dans le principe de l'autorité et de l'enseignement.

La première chose qui frappe est celle-ci : Dans le cas où les religions conserveraient une direction quelconque du principe enseignant, il s'ensuivrait que la doctrine de l'une détruisant radicalement la doctrine de l'autre, l'enseignement national aboutirait à zéro. Pendant que le catholicisme renverse le protestantisme, si le protestantisme, avec la même force légale, renverse le catholicisme, il est évident qu'au point de vue de l'autorité, le résultat est nul; il peut même descendre au dessous de rien, c'est à dire à un résultat négatif, si, après que le protestantisme et le catholicisme se sont niés officiellement, il arrive que le judaïsme avec une puissance égale à celle de l'un et de l'autre les renverse non seulement tous deux, mais encore le christianisme, base de l'un et de l'autre.

C'est la raison pour laquelle dans les États où la liberté des cultes est réelle, les clergés perdent tout droit de diriger l'éducation. Ils ne pourraient le faire sans détruire, par la contradiction où ils sont à l'égard les uns des autres, la matière même de tout enseignement.

Il est très aisé de dire que l'on assiéra à une même table, jouissant des mêmes droits, le pape, Luther, et le grand rabbin. Mais il est également certain que dans cette équation, les deux premiers termes s'éliminant

l'un l'autre, il ne reste que le troisième qui est la négation du christianisme, c'est à dire de la civilisation moderne. En sorte que le premier résultat de la participation officielle des clergés à la direction de l'enseignement, est la négation officielle de l'autorité. On renverse précisément ce que l'on veut établir.

Une autre conséquence se présente également nécessaire.

Lorsqu'une religion longtemps maîtresse d'un peuple cesse d'être la religion de l'État, qu'est-ce que cela veut dire? Ce changement s'opère-t-il seulement par hasard? Non, certes; il signifie que telle religion a cessé d'être l'âme de tel État, qu'elle a perdu l'intelligence de ce qu'il réclame. Si, de plus, la marche de tous les événements atteste que la société civile entre dans une voie et l'Église dans une autre, si l'organisation laïque s'éloigne de plus en plus de l'organisation ecclésiastique, il arrive nécessairement que la science des choses humaines et la science des choses divines, qui n'en faisaient qu'une seule, se séparent.

Comment le sacerdoce qui n'a pas su garder la direction de la société civile pourrait-il être dépositaire du principe d'éducation nécessaire à cette société? Que pourrait-il lui enseigner, puisqu'il n'a pas eu la science nécessaire pour rester son conseil et son guide? Elle va dans une direction, lui dans une autre. Il peut bien l'accuser de s'être soustraite à son esprit; il peut, du rivage où il reste immobile, la suivre, de loin, dans les tempêtes où elle s'engage; mais il n'a plus ni le secret,

ni la science de ce monde civil; il s'est laissé enlever le gouvernail !

De cette contradiction violente entre la science des dogmes particuliers et la science des choses humaines, il s'ensuit que le sacerdoce peut s'attribuer la première, mais qu'il a perdu toute autorité pour enseigner la seconde; et dans cette observation se trouve contenu le seul système d'enseignement qui se concilie avec les droits de tous.

Qui ne voit, en effet, qu'aucun des clergés officiels ne peut aujourd'hui donner à la fois la science des choses divines et humaines, et que la doctrine de chacun d'eux en particulier serait la dissolution de la France, telle que le temps l'a faite? L'enseignement catholique pourrait-il maintenir la société actuelle? Si tout était ordonné sur son principe, que deviendrait l'égalité des cultes? Il ne peut la professer sans apostasier, ni la renverser sans renverser l'ordre civil. Est-ce le judaïsme qui satisfera aux conditions sociales? Personne ne le pense. Le protestantisme est moins éloigné de ces conditions, il appartient au monde moderne. Mais qui songe néanmoins à convertir la France au protestantisme? Personne. Il n'est donc aucun des cultes officiels qui puisse devenir l'âme, la doctrine, le principe enseignant de la société.

Un peuple qui se soustrait à la domination exclusive d'une Église affirme, autant qu'il est en lui, qu'aucun sacerdoce ne possède la vérité sociale à l'exclusion des autres. Par cette révolution, la plus grande qui puisse

se consommer chez lui, l'ancienne religion, obligée de partager l'autorité avec ses adversaires, descend au rang d'une secte. La société admettant également toutes les croyances, les repoussant également comme direction exclusive, déclare par là que l'esprit nouveau qui habite en elle est l'opposé de l'esprit sectaire. Par cela seul que nulle des religions positives ne peut renfermer les religions opposées, chacune d'elles se trouve incapable de fournir à la société nouvelle son principe d'éducation ; et ce que ne peut faire aucune secte en particulier, elles le peuvent encore moins faire toutes ensemble. Le catholicisme, le protestantisme, le judaïsme, et, si vous le voulez encore, le mahométisme, ne peuvent, par leur mélange, produire le principe de concorde, d'alliance, sur lequel la société française veut se reposer, en communion avec l'humanité entière.

Qui enseignera à cette nation à vivre d'un esprit étranger à toute secte? Est-ce la secte? De cela résulte évidemment que le lien de la société actuelle est indépendant de chacun des cultes et des dogmes particuliers, puisque s'ils étaient seuls en présence, chacun d'eux étant inconciliable avec les autres, la guerre religieuse serait permanente. Tant que ces cultes ont été les maîtres du monde civil, ils se sont combattus sans relâche. Si aujourd'hui il y a trêve entre eux, c'est qu'au dessus d'eux est l'esprit général de la société qui les oblige à une paix apparente.

Car, remarquez qu'aucun d'eux ne peut faire la pro-

fession de foi de la société, et dire que tous méritent un respect égal. Que deviendrait le pape, s'il professait le plus grand respect pour Mahomet? Que deviendrait Luther, s'il déclarait que le dogme du papiste a une valeur égale au sien? Que deviendrait le prêtre romain, si, en cette qualité, il affirmait que le judaïsme est aussi nécessaire que le catholicisme au bien de l'État? Ces cultes se détruiraient eux-mêmes. Par où l'on voit que si ces religions enseignent le principe de la société moderne, elles se renversent, et que si, réciproquement, la société laïque prend pour base morale la doctrine essentielle de l'une ou de l'autre de ces religions, elle se détruit de même. Ce qui revient à dire que la société est ainsi faite qu'elle vit par le principe de la séparation, et qu'elle se tue par le principe de la confusion.

XII.

Du domaine ecclésiastique et du domaine civil.

Nul doute que dans le chaos monstrueux où l'on mêle aujourd'hui les choses ecclésiastiques et les choses politiques, il eût été impossible à la France de résoudre il y a soixante ans, les premières difficultés de son organisation sociale. Elle n'eût pu franchir le premier chapitre du Code civil.

Une question au moins aussi grande que celle de l'enseignement attendait, en 1789 et 1792, la Révolution sur le seuil de l'ancien régime.

Tout ce qui concerne l'état des personnes, naissance, mariage, mort, était entre les mains du clergé, sous le nom d'actes civils. Comment enlever à ce clergé un droit aussi antique? Comment faire que l'enfant pût entrer légitimement dans la vie, sans avoir besoin d'être marqué du sceau de l'Église? Com-

ment enlever au sacerdoce ce qui avait été la propriété de tous les sacerdoces, je veux dire le droit sur les mariages et sur les funérailles? La résistance fut opiniâtre. Qu'on étudie les mouvements de cette lutte, on verra que les objections étaient les mêmes que celles qui s'élèvent aujourd'hui contre le système que je propose pour résoudre la question d'enseignement.

« Quoi! disait-on, enlever la sanction civile à l'autorité du clergé? Mais le mariage n'est pas seulement un contrat; il est par dessus tout une institution religieuse. Un mariage sans prêtre, hors de l'Église, qu'est-ce qu'un concubinage autorisé par la loi? C'est donc la destruction de la famille que l'on veut préparer par ces innovations scandaleuses? Alors qu'on le dise ouvertement. Mais si telle est la pensée des philosophes, que l'on n'espère pas que le peuple les suive dans cette voie; il n'admettra jamais la distinction du mariage civil ou du mariage ecclésiastique; car, pour lui, il ne croit qu'à la sanction du prêtre. Changer ainsi d'un trait de plume la nature des actes civils, c'est outrager le sentiment des masses. On est impolitique autant qu'impie; et tout le résultat des novateurs sera de faire maudire la révolution par le peuple, s'il la voit déshonorer l'acte le plus important de l'existence humaine en retranchant la consécration nécessaire des croyances. D'ailleurs, que sont les magistrats civils pour remplacer le clergé? Ignorants, grossiers, les juge-t-on capables de rédiger et de conserver dans leurs mains des monuments aussi importants que ceux

qui marquent l'état des personnes? C'est ajouter à une erreur de principe une opinion ridicule sur les hommes. Dans cette société sans titres, il n'y aura plus ni pères, ni mères, ni enfants. »

Et de tout cela on concluait que l'idée de séparer l'acte civil de l'acte ecclésiastique était une prétention absurde qui tomberait bientôt devant l'expérience des faits et la réprobation de la grande majorité des Français.

Telles étaient en 1789 et 1791 les objections qui se soulevaient dès les premiers pas de la France dans la voie nouvelle. Ce fut la plus grande tentation de la révolution. On peut retrouver l'écho de ces objections dans les discussions de l'assemblée législative (1791). Présentées par François de Neufchâteau, elles furent repoussées par Vergniaud ; la France passa outre. Si elle eût hésité dès ce premier pas, il lui eût été impossible d'en faire un second. Tout le sang versé l'eût été inutilement. Murée dans le passé, la France eût vu ses fils se dévorer dans l'impuissance, hors d'état de tourner la première page du Code civil.

Est-il une seule de ces objections qui ne soit littéralement reproduite aujourd'hui contre le système de la séparation appliqué à l'enseignement, tant il paraît insolite d'appliquer aux grandes difficultés les grands principes de notre organisation sociale? Qu'a-t-on fait autre chose que de répéter ce qui avait été dit en 1789 et 1791 contre le même principe appliqué à l'état civil? « l'enseignement n'a pas seulement un caractère laï-

que, il a besoin avant tout d'une base religieuse. Or, il n'y a de religion que dans les dogmes positifs; vouloir constituer l'enseignement sans l'Église, c'est impiété. L'école sans le prêtre n'a plus d'autorité et même ne saurait exister. »

Toujours le même cercle viceux : la société française repose sur la religion positive; voilà pourquoi cette société s'appuie sur des religions positives qui se détruisent mutuellement.

Dans cette question, la société française a abandonné le grand principe de droit public qui l'avait dirigée jusqu'ici, du moins elle n'a osé l'appliquer; et de là n'est-il pas vrai que rien n'égale l'impuissance où elle a été amenée dans cette matière? De tous les systèmes contradictoires qui se heurtent depuis vingt ans sur ce sujet, quel est celui qui satisfait son auteur? Chacun de ces systèmes, fruit de l'esprit de parti, est sans lien avec l'ensemble de nos lois. Vit-on jamais pareilles ténèbres sur un sujet qui est lui-même la lumière? Les partis coalisés viennent d'obtenir leur loi. Lequel en est content? Qui n'a fait sa réserve au fond du cœur? Les libéraux? Est-ce bien là ce qu'ils ont préparé toute leur vie? Le clergé? Il fait la loi et refuse de l'exécuter.

Quant à la France elle-même, on a pu voir dans cette affaire ce que devient un pays lorsque dans un moment critique, il abandonne le principe fondamental qui est sa raison d'être. Comment oublier jamais le spectacle de cette nation, pressée, obsédée

par l'esprit de mort, et sommée, au nom de la liberté, de livrer en une seule fois le principe même de toutes ses libertés. De quelque côté qu'elle se tourne, elle ne voit qu'embûches et défaites; car un seul principe pourrait la soustraire à ses mille liens; mais ce principe, elle l'a oublié; ce mot, s'il est prononcé par quelqu'un, ne frappe les oreilles de personne, et voilà un grand pays étouffé sous un masque. Ah! c'est donc toi qui as conquis la liberté, tu l'as inscrite dans tes lois. Eh bien, nous, dont l'essence est de la maudire, nous réclamons la liberté de te bafouer. Tu croyais avoir acheté au prix de ton sang la liberté pour tes amis? Pauvre insensé! ce que tu as conquis, c'est la faculté pleine et entière pour tes ennemis de te mépriser et de te ruiner. Te voilà pris au piége de tes propres paroles. Nous répéterons plus haut que toi ce mot ; Liberté, et avec ces trois syllabes nous t'achèverons; car nous voyons que tu en as oublié le sens, tel que tes pères le comprenaient. Tu es idolâtre du mot, non de la chose. Eh bien, puisque nous savons la formule d'incantation qui fait les miracles, courbe-toi; au nom de la liberté, va brouter l'herbe qui croît sur les degrés de ton trône. Nous régnerons pour toi.

Tout cela est sans réplique, il faut l'avouer, si, en effet, la liberté est un mot dépourvu de sens, une amulette, dont chacun peut s'emparer pour asservir son voisin. Qu'est-ce donc que la liberté d'enseignement? Cette question n'a aucun sens, si l'on ne dit ce que c'est que l'enseignement.

XIII

Catholicisme et protestantisme dans l'enseignement.

C'est un grand bonheur si le législateur trouve dans la religion nationale un esprit qui rende l'enseignement nécessaire pour l'établissement même de la croyance. Mais si le contraire arrive, l'expérience n'a pas encore montré qu'il soit au pouvoir du législateur laïque de paralyser l'effet de la loi religieuse.

Portez sur la Réformation le jugement que vous voudrez, il demeure incontestable que le protestantisme a besoin que le croyant sache lire. Le droit d'examen en matière religieuse suppose que celui qui l'exerce a pu consulter les Écritures. S'il en était autrement, le dissident qui n'a en quelque sorte d'autre rempart que sa Bible, serait bientôt la proie de l'Église catholique. Il est à lui-même son juge et son ministre. La parole du

prêtre, c'est la moindre partie de sa liturgie. Lire les Écritures, les méditer, voilà son culte.

Il en résulte que l'instruction primaire naît pour ainsi dire d'elle-même et naturellement dans les pays protestants. Aussi, dans ces pays, vous sentez que l'enseignement du peuple n'est pas une œuvre artificielle née d'hier, mais qu'il repose sur la nature même du culte. Sous quelque despotisme que tombe l'État, il est une institution que personne ne peut entreprendre ni d'ébranler ni de souiller, c'est l'enseignement du peuple. On a vu ces États traverser les crises d'arbitraire les plus violentes sans que l'idée soit jamais venue à aucun parti de toucher à l'école, encore moins de s'en faire un instrument de police. L'école existe comme une des bases essentielles de la religion de l'État.

Dans ces pays, le savoir, étant le fondement du culte, lui emprunte un caractère sacré. Que de fois ne m'est-il pas arrivé d'admirer le sentiment de respect qui, dans le moindre hameau, s'attache au maître d'école! car il n'est ni le serviteur du prêtre ni son rival; il est son compagnon, son collègue, son associé. Le grand principe d'une religion qui s'appuie sur l'examen, sur la science, se retrouvant à chaque degré, le maître d'école est honoré, parce qu'il représente le savoir qui, dans cette religion, est traité comme une puissance indépendante et non comme un serf dont l'autorité sacerdotale peut toujours disposer à merci et miséricorde.

Une autre conséquence des mêmes principes est celle-ci : l'enseignement, étant une des conditions du culte national, devient naturellement obligatoire. L'idée ne vient même à personne de s'étonner de cette nécessité. Et ce qu'il y a d'heureux en ceci, on peut se fier au clergé réformé du soin d'encourager l'instruction primaire, puisque nul n'est plus intéressé que lui à ce que cet enseignement se développe.

Luther, en fondant la réforme, a fondé la première école primaire. Dans les démocraties américaines, protestantes, l'origine de la commune se marquait d'abord par l'école : c'était la première pierre qu'on posait en arrivant dans le fond des forêts. « Attendu, disait la loi « de 1640, que Satan, l'ennemi du genre humain, « trouve dans l'ignorance des hommes ses plus puis- « santes armes, et qu'il importe que les lumières « qu'ont apportées nos pères ne restent point ense- « velies dans leur tombe. » Heureux les peuples à qui leur foi commande de chercher la lumière!

Voyez, au contraire, ce qui se passe dans les pays catholiques, conformément à la nature des choses, toujours plus forte que les lois de circonstance. D'après l'esprit de cette religion, il n'est nullement nécessaire au catholique de savoir lire; on peut même soutenir qu'il est préférable pour lui de ne le savoir pas; car il n'est nullement chargé d'examiner les Écritures. Il reçoit sa croyance toute formée de la main du prêtre. Celui-ci lui tient lieu de la science de l'Ancien et du Nouveau Testament. Qu'a-t-il besoin de disserter, de

juger, de peser des textes? A quoi bon tout cela? il n'y a que danger pour lui dans chacune de ces choses. S'en remettre à la science sacerdotale, croire le prêtre, lui obéir, c'est l'esprit de sa loi. L'école n'est donc pas indispensable à l'Église. Celle-ci peut l'admettre, mais elle s'en passe admirablement. Dites-moi en quoi le peuple a besoin de l'enseignement primaire pour que son enseignement religieux soit complet. Les livres de sa liturgie ne sont pas écrits dans sa langue. En quoi serait-il plus avancé s'il les lisait sans les comprendre?

La conséquence est que les peuples qui appartiennent à cette religion n'ayant nul besoin de savoir lire pour satisfaire aux exigences de leur culte, lorsque l'on a voulu transporter chez eux le principe de l'enseignement populaire, on a rencontré d'incroyables résistances qui naissaient de la nature même des choses. Rien, parmi les hommes, ne se fait aisément que ce qui est secondé par la religion. Et cet appui manquant à l'instruction populaire dans les États catholiques, on a vu de grandes nations qui avaient conquis le suffrage universel, se heurter depuis trente ans contre une loi sur l'instruction primaire, incapables de fonder chez elles au nom de leur Souveraineté ce que le despotisme n'a pu empêcher de se développer ailleurs au nom de la liberté d'examen en matière de croyance. Tant il est vrai que les affaires humaines sont encore, à l'heure qu'il est, dirigées par la puissance cachée des institutions religieuses; et que c'est une chose à laquelle l'homme n'a pas encore

réussi d'établir la liberté politique sur la servitude religieuse volontaire.

On croit avoir tout réglé quand on a disposé mécaniquement je ne sais quels rouages, comités, inspecteurs, sans se demander jamais quels principes sont en jeu, et ce que représentent dans chaque commune le prêtre et l'instituteur; pourtant là est toute la question.

Le prêtre n'a pas besoin de l'instituteur; loin de là, celui-ci est un danger puisqu'il est chargé d'ouvrir la porte de la science du bien et du mal. Que vient-il faire en face de l'Église? Quelle est la puissance qui l'envoie? Le curé de campagne ne suffisait-il pas à l'instruction de ses ouailles? Dix-huit siècles ne se sont-ils pas écoulés, sans que les fidèles de l'Église catholique vissent un instituteur? Les peuples n'étaient-ils pas satisfaits de leur sort? D'où vient cet étranger, que l'Église ne connaît pas? Le sentiment le plus bienveillant qu'elle puisse éprouver à son égard, c'est le soupçon.

Autant la raison doit être soumise à l'autorité ecclésiastique, autant l'instituteur doit être soumis au prêtre. Il doit donc arriver dans ces pays, que la dignité, l'indépendance de l'instituteur ne soient que des choses nominales et que son assujettissement descende aisément jusqu'à l'opprobre. Il peut même se faire que le peuple étant devenu souverain politiquement, l'instituteur primaire, c'est à dire le précepteur du souverain, au lieu d'être rehaussé par l'éléva-

tion de son pupille, reste placé sous la dépendance du curé de campagne qui, lui-même, est courbé sous la dépendance absolue de toute la hiérarchie ecclésiastique. Dans ce cas, le précepteur du souverain est l'esclave d'un esclave.

Selon l'esprit de la religion catholique, l'examen étant un danger, l'instituteur qui donne les premiers éléments de cette liberté d'examen est lui-même un péril permanent. Au lieu de l'entourer de garanties, il faut l'entourer de gênes. Vous pensiez enseigner au peuple le respect du savoir, c'est tout le contraire qu'il faut faire.

Car vous avez beau chercher une issue; la guerre sourde qui travaille votre siècle et qui en est comme l'âme, vous l'avez vous-mêmes organisée dans chaque commune, le jour où, en face du prêtre catholique, vous avez placé imprudemment pour vous, l'instituteur laïque, c'est à dire le représentant populaire de la science moderne.

Quelle condition faites-vous à ce dernier? Entre une constitution politique qui ne lui parle que de la suprématie de la raison, et une religion qui ne lui parle que de la nécessité d'asservir sa raison, à quoi se résoudra-t-il? S'il se confie dans la dignité de la pensée, c'est fol orgueil. S'il s'en remet de tout au prêtre, il se démet. S'il enseigne la concorde, il est impie; s'il professe la discorde entre les enfants de diverses opinions, il est séditieux. Brisé ou par la constitution ou par la religion catholique, de quel côté se

tournera-t-il? Ou blasphème ou révolte, voilà entre quels termes il faut qu'il fasse son choix.

Comment donc entendez-vous dénouer cette guerre dont vous avez semé le germe dans chaque paroisse, en semant un principe libéral en face du principe ecclésiastique? Destituer les instituteurs? Ce serait une solution si vous ne les remplaciez par d'autres. Mais puisque vous n'extirpez pas l'enseignement du peuple, je dis que vous ne remédiez à rien. Vous avez mis l'Église et l'école en présence; il faut ou démolir celle-ci jusqu'à la dernière pierre, ou aviser à un autre moyen de terminer la lutte. Car ce que vous croyez la restauration de l'autorité est l'établissement de l'anarchie.

Où le trouverez-vous cet instituteur modèle que vous cherchez, qui, laïque, ait le cœur du prêtre, et qui, façonné par le savoir moderne, représente sans hérésie le moyen âge?

Ce n'est pas tel maître qu'il vous faudrait renverser, c'est l'enseignement.

Chose singulière que ces immortelles questions descendues soudainement au niveau de l'esprit de parti, et l'humanité tout entière proscrite par les coteries! La panique qui a saisi un certain nombre d'intelligences, les jette en dehors du genre humain!

Découvrez-moi, disent-ils, quelque siècle sans passion, sans exagération, surtout sans trop d'idées, où les faibles s'applaudissent de l'autorité des forts, les petits de celle des grands, enfin un siècle sage que

nous puissions donner sans danger en modèle à la jeunesse. — Il me semble que l'antiquité serait un assez bon commencement! — Que parlez-vous d'antiquité? J'y ai découvert l'autre soir le germe du socialisme; évidemment la civilisation qui a produit le droit romain est la plus grande ennemie de la propriété. — Si ces temps éloignés vous blessent, les trois ou quatre premiers siècles du christianisme pourront peut-être vous satisfaire? — Figurez-vous donc qu'en ouvrant les Actes des Apôtres pour soutenir la loi d'enseignement, j'y ai reconnu le pur communisme de Cabet. — En vérité? — Positivement. — Eh bien! il nous reste le moyen âge; il nous offre d'assez bons côtés. — La Jacquerie, n'est-ce pas? vous n'êtes pas difficile. Voyons, étudions, lisons. Dans l'antiquité prise en masse, je vois la loi Agraire, dans l'histoire romaine les Gracches, dans le moyen âge la Jacquerie, dans la réformation la guerre des paysans, dans l'histoire d'Angleterre les Niveleurs, dans le siècle de Louis XIV la république démocratique et sociale de Fénelon. Après cela nous tombons à 93 et au gouvernement provisoire. — Se peut-il? Voilà donc toute l'histoire universelle. Je m'en doutais.

XIV.

Quelle est la raison d'être de l'enseignement laïque?

Dans la condition que je viens de dépeindre, où sera l'autorité de l'enseignement laïque? En face de l'Église toute-puissante, sur quelle pierre bâtirez-vous l'école? L'instituteur empruntera-t-il son droit moral à l'Église? Alors c'est un vassal. Vous créez ce que vous appelez l'enseignement du peuple, mais vous n'oubliez qu'une chose, qui est d'y mettre une âme. Privé de toute force morale, l'instituteur doit compte, à toute heure, de son enseignement à son adversaire naturel. Anéanti devant cette autorité qui d'un mot peut le flétrir, que lui reste-t-il, qu'à se faire le serviteur lige, le serf de corps du curé qui, écrasé par le poids de toute la hiérarchie, écrase, à son tour, de sa propre servitude le ver de terre que vous lui avez livré sans défense.

Pour donner à l'instituteur sa raison d'être, direz-vous qu'il représente le principe de la société laïque?

Alors voyez dans quelle contradiction monstrueuse vous tombez. Voilà cet homme qui enseigne au nom de la société civile, laquelle reconnaît également tous les dogmes. Et néanmoins dans cette multitude d'idées dogmatiques qui se renversent, il est obligé d'être l'homme d'une Église particulière et de remplacer le prêtre absent. Ne touchez-vous pas ici du doigt les contradictions qui naissent de la confusion gothique où vous laissez encore l'Église et l'école?

A certains moments l'instituteur laïque est prêtre, homme de caste, puisqu'il est chargé d'enseigner un dogme particulier. A certains autres, il est l'homme de la société française laïque, universelle. Comment donc se fera le partage de sa personne? Quelle contradiction, où la religion détruit l'enseignement, où l'enseignement détruit la religion! Au nom de la société et de l'Église, le même homme doit représenter l'égalité des cultes et leur inégalité. Après ce beau chaos, arrive le prêtre qui vient surveiller l'instituteur et s'assurer que le principe d'exclusion, c'est à dire d'intolérance, a été respecté. Après le prêtre vient l'inspecteur civil qui s'assure également que le dogme civil de la tolérance n'a reçu aucune atteinte. La plume se perd dans cette Babel. Vous avez les deux dialogues suivants, entre lesquels vous ne pouvez choisir :

LE CURÉ.

Monsieur l'instituteur, vous êtes chargé d'enseigner

notre dogme, êtes-vous sûr que votre enseignement soit orthodoxe?

L'INSTITUTEUR.

Oui, monsieur le curé.

LE CURÉ.

Voyons cela. Avez-vous assez persuadé vos élèves que notre religion est la seule vraie, la seule sainte, et que toutes les autres appartiennent au mensonge et à l'enfer ?

L'INSTITUTEUR.

(En hésitant). Oui, monsieur le curé.

LE CURÉ.

Nous verrons bien. Prenez garde à vous, l'Église vous surveille.

Après cette visite, vient celle du maire.

LE MAIRE.

Monsieur l'instituteur, vous êtes l'homme non seulement de la commune, mais de la France. Vous représentez la société laïque; vous ne devez, en consé-

quence, rien enseigner qui provoque au renversement des lois. La première de toutes est celle de l'égalité des cultes, d'où naît l'esprit de concorde entre tous les citoyens. Vous comprenez cela, j'espère?

L'INSTITUTEUR.

Oh! oui, monsieur le maire.

LE MAIRE.

Ainsi, monsieur, vous instruisez vos élèves dans ce sentiment qu'ils doivent respecter mutuellement leurs croyances religieuses? Vous leur enseignez qu'aucun dogme particulier ne doit avoir la prééminence sur les autres? Vous leurs dites, sans doute, qu'aucune église n'a le monopole de la vérité, de la sainteté, de la justice? car c'est le seul moyen de fermer l'époque des discordes religieuses. Vous montrez sans doute en Dieu un père commun qui accepte l'adoration de tous ses enfants et qui voit dans toutes les églises autant de sectes d'une religion universelle? Vous leur apprenez à s'aimer mutuellement malgré les différences de sectes.

L'INSTITUTEUR.

Justement, monsieur le maire.

LE MAIRE.

Et vous leur répétez, j'espère, que la patrie, ne met-

tant aucune différence entre les églises, enseigne par là que l'esprit d'intolérance est son plus grand ennemi?

L'INSTITUTEUR.

Sans doute, monsieur le maire.

LE MAIRE.

Et vous formez ainsi de bons citoyens, en leur enseignant qu'il faut prendre le contrepied de cette maxime gothique: Hors l'Église, point de salut, qui, appliquée à la société, nous ramènerait bientôt les guerres de la Vendée et les massacres du Midi?

L'INSTITUTEUR.

C'est vrai, monsieur le maire.

LE MAIRE.

Je suis content. Continuez. L'autorité a les yeux sur vous.

L'INSTITUTEUR (seul).

Désespoir pour un homme de conscience! Qu'enseigner? Que réfuter? Que dire? Que taire? Comment partager en deux mon intelligence, mon souffle, ma vie? Si j'enseigne ce que dit le curé, je suis en révolte contre le maire; si j'enseigne ce que veut le maire,

c'est le curé qui m'interdit. Par qui me sera ôté le pain de mes enfants? Par l'un ou par l'autre? Quel parti prendre? Ne rien penser? Peut-être! Ne rien dire? Cela est impossible, puisque je suis chargé d'enseigner le dogme sous la surveillance du prêtre! ô misère! Le laboureur, le pionnier, à la fin de leur journée, ont la satisfaction de leur œuvre. Mais quel supplice comparable à celui d'un homme qui ne peut ni parler, ni se taire, ni avancer, ni reculer, ni consulter sa foi, ni consulter sa raison, sans être écrasé avec ses enfants et la mère de ses enfants?

Que serait-ce si nous suivions plus loin ce drame dans le secret du grand conseil où il doit aboutir? C'est là que l'anarchie se montrerait dans son sanctuaire même. On verrait, rangés autour d'une table, pour rendre un jugement, trois religions et un système de philosophie. Le chaos présiderait.

LE CATHOLICISME.

Notre union doit faire la paix de l'État. Nous allons juger aujourd'hui la cause de cet instituteur. Il est suspect de n'être pas resté en tout conforme à la doctrine de l'église romaine, qui, comme vous le savez, est la seule vraie.

LE PROTESTANTISME.

Pardon, monseigneur, voilà trois siècles que nous

avons démontré que l'église romaine est, selon ce que nous enseigne Luther, « la nouvelle Babylone (1). » La véritable église, tout le monde le reconnait aujourd'hui, est la réformée.

LE JUDAÏSME.

Vous m'avouerez, au moins, que je suis votre ancêtre. Je suis le chef de la famille. C'est à moi de commander par le droit de l'âge. Vous m'avez traité pendant dix-huit cents ans comme jamais le roi Lear n'a été traité par ses filles ingrates. Vous m'avez chassé et fait frapper de verges. Rentrez enfin sous mon autorité.

L'ÉCLECTISME.

Ma tâche est particulièrement difficile. Je dois avoir à la fois chacune de vos opinions, et pour cela je m'abstiens de penser. Cependant, je vous dirai, entre nous, que vous me paraissez être de purs phénomènes d'imagination et que je suis ici la seule réalité.

LE CHAOS.

O bonheur! ô joie! voilà bien mon empire! Quel vertige! quel tourbillon! Fidèles sujets, ne vous séparez

(1) Luther.

pas! vous m'enivrez de délices. Le mélange ténébreux des éléments dans la nuit matérielle où naquit Uranus n'était rien auprès de cette nuit morale, intellectuelle, philosophique, religieuse, divine, confusion de l'esprit, volupté du chaos.

Répondez donc une fois clairement à ceci : Sur quelle base repose l'enseignement laïque en France? Vous ne pouvez espérer ni grandeur, ni puissance, ni ordre, aussi longtemps que vous n'aurez pas tranché cette question. Dans la confusion établie entre la théologie sacerdotale et la science humaine, qu'arrive-t-il? L'instituteur laïque, en intervenant dans l'Église, y fait entrer l'hérésie. Le prêtre, en intervenant dans l'école, y fait entrer la servitude. Que faut-il donc faire? Les séparer.

Quoi! le sacerdoce n'aurait plus rien à faire dans les écoles! il n'aurait plus les yeux ouverts vers les générations nouvelles! quelle impiété! Je dis, moi, que c'est le seul moyen de respecter, tout ensemble, la liberté de conscience et la liberté des cultes.

La grande prétention du sacerdoce est qu'il n'a aucun besoin de l'école, tandis que celle-ci ne peut se passer de lui. Cela est-il vrai? Examinons.

N'est-il pas incontestable que l'édifice entier de l'esprit humain, depuis sa première fondation jusqu'à son faîte, s'est accompli, dans les temps modernes, en dehors du clergé? Lors donc que vous voulez bâtir dans chaque homme l'édifice de l'humanité moderne, n'est-il pas évident que vous n'avez nullement besoin de la

main, ni du concours d'un clergé particulier? Comment ce qui s'est fait dans l'éducation du genre humain, depuis trois siècles, ne pourrait-il s'accomplir et se réaliser aujourd'hui dans l'éducation de chaque homme en particulier? Le développement de la société civile s'est accompli en dehors de l'Église comme si aucune église n'eût existé dans le monde. Pourquoi donc faudrait-il que cette tradition de la société civile, parfaitement indépendante du dogme, ne pût être donnée que sous l'œil et l'inspection du dogme?

La science a sa certitude, son évidence, qui n'a besoin du sceau d'aucun clergé pour faire un tout complet. Elle subsiste par elle-même, indépendante et libre. Elle est la religion générale, universelle, absolue. Le dogme particulier, c'est l'esprit de secte. Pourquoi faut-il que la religion absolue soit placée sous la dépendance de l'esprit de secte? Est-ce juste? est-ce possible?

Du moins si l'on parlait sérieusement de conciliation entre les églises et la philosophie! Mais cette alliance, où est-elle? Trois hommes l'ont tentée dernièrement; ils donnaient, les uns et les autres, toutes les garanties possibles au clergé, puisqu'ils sont prêtres (1). Illustres dans leurs pays, aimés, populaires, personne ne semblait mieux préparé, pour parler au nom des deux puissances qu'il s'agissait d'accorder. Qu'est-il arrivé? Le pape a flétri leurs ouvrages comme

(1) Ce sont MM. Gioberti, Rosmini, Ventura.

autant de blasphèmes; ils ont jeté la malédiction sur leur philosophie. Est-ce là ce qu'on appelle conciliation?

D'autre part, en Allemagne, la philosophie renverse l'authenticité des Écritures. Pas une page de l'ancien ou du nouveau Testament qui soit restée à l'abri de cette critique. Faute de pouvoir lire les Écritures dans leur langue originale, le clergé français n'a pu intervenir par un seul travail sérieux, dans une discussion aussi solennelle. Il est resté muet. Est-ce encore là de la conciliation?

Supposez qu'il n'y eût d'autre enseignement moral que celui qui est distribué au nom des églises particulières; j'ai montré que, dans ce cas, la société actuelle ne pourrait subsister telle qu'elle est. Chacun suivant rigoureusement le principe exclusif déposé dans son église, il y aurait en France des sectes et point de nation. Le juif serait ramené au Ghetto, le protestant enfermé dans ses villes de sûreté; le catholique, acharné contre l'un et contre l'autre, travaillerait à les faire entrer dans son Église. Il suit de là que le principe d'aucune des sectes qui sont reconnues par l'État n'aurait pu, en se développant, produire la société française telle qu'elle est aujourd'hui, alliance pacifique de toutes les croyances, de toutes les opinions, de toutes les sectes dans le sein d'une même nation. C'est dire que chacune de ces églises a l'autorité d'un système considérable, mais qu'aucune d'elles n'est plus le principe vital de cette société. Pour qu'elle subsiste, il faut

que l'esprit qui l'a faite continue de se répandre par l'éducation, de génération en génération. Là est la raison d'être de l'enseignement laïque sans acception d'aucun dogme particulier.

Toutes les objections iront se briser contre ce fait : Nulle église particulière n'étant l'âme de la France, l'enseignement qui doit répandre l'âme de cette société doit être indépendant de toute église particulière.

Si le prêtre peut faire tout ce que fait l'instituteur, celui-ci est inutile. Mais, d'autre part, si l'instituteur enseigne une morale sociale qu'il est impossible au prêtre d'enseigner sans apostasier, le premier est évidemment indépendant des dogmes du second ; car il est absurde d'assujettir l'enseignement le plus universel au plus étroit et d'enfermer le plus grand dans le plus petit.

L'instituteur n'est pas seulement le répétiteur du prêtre ; il enseigne ce qu'aucun prêtre ne peut enseigner, l'alliance des églises dans une même société.

L'instituteur a un dogme plus universel que le prêtre, car il parle tout ensemble au catholique, au protestant, au juif, et il les fait entrer dans la même communion civile.

L'instituteur doit dire : Vous êtes tous enfants d'un même Dieu et d'une même patrie ; tenez-vous par la main jusqu'à la mort. Le prêtre doit dire : Vous êtes les enfants d'églises différentes ; mais, parmi ces mères, il n'y en a qu'une qui soit légitime. Tous ceux qui ne lui appartiennent pas sont maudits ; ils resteront

orphelins. Soyez donc séparés les uns des autres dans le temps, puisque vous devez l'être dans l'éternité.

Croyez-vous que ce serait un malheur irréparable pour votre enfant de naître ainsi à la vie civile dans un sentiment de concorde, de paix, d'alliance avec tous ses frères? Le premier sourire qui lui a été donné du ciel, est-ce pour maudire? Faut-il que son premier bégaiement soit un anathème? — Mais vous contraignez mon fils de n'avoir ni colère ni exécration contre ceux qui ne pensent pas, ne croient pas, ne prient pas comme moi. C'est une violation de la liberté du père de famille. — Eh! que ne le disiez-vous plus tôt.

Ainsi l'héritage obligé des discordes, c'est ce qu'ils appellent la liberté. Ne pas être élevé dans la haine, c'est oppression. Imposer forcément à son fils son esprit de colère et de malédiction, c'est ce qu'ils appellent leur droit.

Avant eux, Bodin disait déjà au XVIe siècle que tout était perdu depuis que la loi moderne avait ôté au chef de famille le droit de vie et de mort sur ses enfants.

La société laïque possède aujourd'hui plus de justice que l'Église. C'est la raison pourquoi son droit civil et politique s'est constitué indépendant du droit canon.

La société laïque possède aujourd'hui plus de vérités que l'Église. C'est la raison pour laquelle son enseignement doit se constituer indépendamment de l'instruction cléricale.

La prétention des castes sacerdotales a toujours été d'être seules capables de donner un fondement aux

institutions civiles et politiques. Voyez-les partout où elles ont été maîtresses, chez les Indous, comme dans les États Romains. Tant qu'elles règnent, chaque détail de l'état civil, l'administration, la police même, sont choses sacrées; dans la théocratie de Moïse, le moindre règlement d'hygiène, d'agriculture, émane de la sagesse d'en haut. Toute ordonnance du prêtre est d'institution divine; la pensée du ciel circule dans tout le corps des lois.

Sitôt que la société laïque s'affranchit du gouvernement sacerdotal, elle est censée rompre toute relation avec l'ordre éternel. Ces mêmes lois qui auparavant étaient pleines de Dieu ne sont plus que des caprices du hasard. Cet état que l'on disait d'institution divine, depuis qu'il se passe du prêtre, on le proclame athée. Hier il était la sagesse éternelle, manifestée, écrite dans les lois. Aujourd'hui, c'est un aveugle qui repousse son guide. Il ne sait rien, il ne voit rien. Séparé du prêtre, que lui reste-t-il à enseigner? Pas même la sagesse que la fourmi enseigne à la fourmi.

Si la société, sans le prêtre, ne croit pas à la justice, pourquoi donc cherche-t-elle de siècle en siècle à s'en rapprocher dans le développement de son droit? Si elle ne croit pas à la vérité, pourquoi la poursuit-elle dans la science? Si elle ne croit pas à l'ordre, pourquoi le poursuit-elle dans la suite de ses institutions et de ses révolutions?

Justice, vérité, ordre absolu, qu'est-ce que cela sinon la source éternelle des idées divines, c'est à dire cette

essence du bien sur lequel se règlent les mœurs de l'État? Ce Dieu de l'ordre, de la justice, ce géomètre éternel, qui descend par degrés au fond des lois de tout peuple policé, n'est pas celui qui plaît aux castes sacerdotales. Elles le veulent jaloux, irrité, plein de préférences, de menaces. Où elles ne reconnaissent pas cette face d'un dieu-prêtre, elles ne voient qu'athéisme. Est-ce une raison pour accorder qu'une société ne contient nul principe en dehors de son Église, nul enseignement moral en dehors de son clergé, et que toute lumière s'éteint qui ne l'allume pas à l'autel?

On répète incessamment que la société laïque n'a aucun principe, et par conséquent rien à enseigner. Il faut du moins reconnaître qu'elle peut mieux qu'aucune autre s'enseigner elle-même, et voilà précisément de quoi il est question dans l'enseignement laïque.

Pour moi, j'ai toujours prétendu qu'elle possède un principe que, seule, elle est en état de professer, et c'est sur ce principe qu'est fondé son droit absolu d'enseignement en matière civile. Ce qui fait le fond de cette société, ce qui la rend possible, ce qui l'empêche de se décomposer, est précisément un point qui ne peut être enseigné avec la même autorité par aucun des cultes officiels. Cette société vit sur le principe de l'amour des citoyens les uns pour les autres, indépendamment de leur croyance.

Or, dites-moi qui professera, non pas seulement en paroles, mais en action cette doctrine, qui est le pain de vie du monde moderne? Qui enseignera au catho-

lique la fraternité avec le juif? Est-ce celui qui, par sa croyance même, est obligé de maudire la croyance juive? Qui enseignera à Luther l'amour du papiste? Est-ce Luther? Qui enseignera au papiste l'amour de Luther? Est-ce le pape? Il faut pourtant que ces trois ou quatre mondes, dont la foi est de s'exécrer mutuellement, soient réunis dans une même amitié. Qui fera ce miracle? Qui réunira trois ennemis acharnés, irréconciliables? évidemment un principe supérieur et plus universel. Ce principe, qui n'est celui d'aucune église, voilà la pierre de fondation de l'enseignement laïque.

Ne dites pas que c'est là une idée sortie du trouble des dernières discussions. Il y a bientôt dix ans qu'en répondant à M. l'archevêque de Paris, j'écrivais ce qui suit :

« Ceux qui divisent sont ceux qui veulent que chaque secte, chaque église, soit un monde séparé et clos pour jamais, sans nul contact d'éducation avec ce qui s'en rapproche le plus, que les générations nouvelles ne se rencontrent nulle part dans un symbole commun, que les hommes, dès le berceau jusqu'à la tombe, passent à côté les uns des autres sans se toucher ni se reconnaître, qu'il y ait dans la France plusieurs Frances inconciliables entre elles, et dont l'une apprenne à jeter éternellement l'interdit à toutes les autres.

« Ceux qui unissent et édifient sont ceux qui, en respectant les églises particulières, croient qu'elles sont contenues dans une église plus compréhensive, qui est

le christianisme; que, dès lors, loin de séquestrer systématiquement chaque croyance, d'envenimer par là et d'exagérer souvent les points de litige, il est bon de rapprocher, au moins un moment, dans un symbole commun d'éducation, les intelligences destinées à former une seule et même société. En rapprochant des cultes frères, ils unissent; ils édifient en tendant, par un mouvement continu de l'âme chrétienne, à l'association des esprits dans la cité promise. Évidemment, l'État qui se place à ce point de vue dans sa constitution, est plus près de l'Église universelle que ne l'est l'ultramontanisme, en ne parlant jamais que de séquestration, de séparation et d'isolement.

« Vous demandez quelle mission morale l'État, en le supposant bien ordonné, peut accomplir dans l'éducation; vous faites vous-même la réponse, quand vous avancez une chose bien grave en effet, que chaque secte, chaque religion, possède un enseignement moral qui forme un *corps de doctrines fort différent*. Entre ces morales particulières, je demande à mon tour qui montrera le lien des unes et des autres? qui décidera? Sans doute, ce ne peut être aucune secte. Formerez-vous donc dans la société autant de consciences différentes qu'il y a de communions séparées? C'est a quoi il faudrait arriver en pressant vos paroles.

« Sous ces enseignements différents, il y a une morale sociale sur laquelle repose la vie nouvelle. Dans la situation actuelle, chaque secte, chaque église ayant un enseignement distinct, il s'ensuit évidemment

la nécessité d'une éducation publique, qui, en liant les éducations particulières, achève de lier et de coordonner dans la conscience générale des doctrines différentes. L'argument décisif pour l'intervention de l'État en matière d'éducation se tirera toujours du principe que vous venez de mettre en avant pour la combattre.

« Car il ne suffit pas de se tolérer les uns les autres; il faut encore être réciproquement d'intelligence. Or, qui enseignera au catholique l'amour du protestant? Est-ce celui-là même qui inculque l'horreur du dogme protestant? De bonne foi, pouvez-vous développer dans autrui le sentiment intime des droits et de la dignité de l'Israélite, vous qui, dans le royaume où vous êtes le maître, venez de proscrire toute *relation amicale* entre le juif et le chrétien? pouvez-vous professer le respect pour ceux que vous anathématisez? pouvez-vous développer le sentiment de fraternité religieuse qui est l'âme de la société dans laquelle nous vivons?

« Vous le pouvez si peu, que ce principe tout nouveau de la vie sociale n'existe pas à vos yeux, puisque vous ne vous posez pas même la question qui en dérive. C'est assez pour vous de maintenir les communions dans un isolement profond. L'idée d'établir un rapport entre les unes et les autres ne paraît pas une seule fois vous occuper; et pourtant c'est là toute la difficulté du problème. Reconnaissez donc qu'en restant dans les termes où vous vous renfermez, il est toute une partie de l'homme moderne qui vous échappe.

« Entre des cultes désormais égaux, il faut une inter-

vention spirituelle qui ramène à la paix ceux que tout pousse à la guerre; et les sectes, les églises séparées, avouant leur impuissance à la conciliation, nous revenons par tous les chemins à cette conséquence : qu'il faut chercher ailleurs l'enseignement de cette morale sociale, sans laquelle il y a désormais des catholiques, des dissidents, des philosophes, c'est à dire des partis, des sectes, et point de France. »

Voulez-vous affranchir l'enseignement laïque? Osez affirmer ce que trois siècles ont affirmé avant vous, qu'il se suffit à lui-même, qu'il existe par lui-même, qu'il est lui-même croyance et science. Nulle mesure fiscale, matérielle, administrative, ne peut le dispenser de cet acte de foi.

Comment s'est constituée la science moderne? En la séparant de la science de l'Église. Le droit civil? En le séparant du droit canon. La constitution politique? En la séparant de la religion de l'État Tous les éléments de la sociabilité moderne se sont développés en s'émancipant des églises. Le plus important de tous reste à ordonner, l'éducation. Par une conséquence qui se déduit de tout ce qui précède, n'est-il pas clair qu'il ne peut être réglé qu'à la condition d'être pleinement séparé de l'éducation ecclésiastique?

Mais quoi! vous me proposez de ne faire donner aucune instruction religieuse à mon fils! Eh! qui vous dit rien de semblable? Qui vous empêche de choisir, au sortir de l'école, le dogme particulier dans lequel vous voulez le faire élever? Je prétends seulement que

le mélange de l'école et de l'Église vous conduit à des contradictions, dans lesquelles la liberté est impossible.

Je voudrais que le prêtre eût son empire dans son église, mais que cette souveraineté ne pût, dans aucun cas, s'étendre hors de là; car le problème est ceci : Faire que la liberté du prêtre catholique ne devienne pas la servitude de tous.

Celui qui exerce le pouvoir sacerdotal, au nom d'une caste, peut-il exercer régulièrement le pouvoir civil, à moins qu'on ne rentre dans le chemin de la théocratie? L'évêque sera-t-il préfet? le curé sera-t-il maire? Celui qui accuse peut-il être en même temps le juge? Comment donc celui qui, au nom du moyen âge, fait le procès de l'esprit moderne, peut-il être en même temps chargé de répandre et d'enseigner cet esprit?

Il est quelquefois arrivé que des hommes qui avaient établi des principes philosophiques dans le recueillement de la solitude ont vu leurs maximes démenties par les choses dès qu'ils ont approché des affaires, et l'expérience les a contraints d'en changer. Pour moi, j'ai du moins le faible et triste avantage, que, surpris au milieu de la spéculation philosophique par une révolution, et contraint, par des événements subits, d'être mêlé de près aux affaires publiques, il ne s'est pas accompli sous mes yeux un fait, qui ne m'ait confirmé la vérité de tout ce que j'avais avancé, soutenu, défendu par la parole et par la plume.

Non! dans ces deux dernières années, si pleines

d'instructions pour qui sait lire dans les choses, pas un jour ne s'est écoulé, sans enraciner en moi chacune des paroles qui, dans un autre temps, sont tombées de ma conscience. Et, si dans quelque lieu écarté il se trouve quelque personne d'un âge aujourd'hui plus mûr qui n'ait pas perdu le souvenir de ce que je rappelle ici, puisse cette déclaration arriver jusqu'à elle!

Où sont tous ceux qui, dans le temps dont je parle, ne faisaient qu'un seul esprit? Ceux qui s'unissaient alors dans une même pensée, avec l'ardente étreinte de la jeunesse, sont-ils séparés? D'autres sont-ils tombés dans l'indifférence sur ce qui leur semblait la seule chose importante? Quelques uns se souviennent-ils de ce que nous avons pensé ensemble? A tous je leur dois cette déclaration, que, ce que je tenais alors pour vrai, je le tiens aujourd'hui pour évident; que le fantôme qui apparait dans les heures de la jeunesse est le bon génie de la vérité; que le salut de la France est dans la voie où nous avions commencé d'entrer. Sachons donc y persévérer.

XV

Qu'il faut élever un Sauveur.

Ce qui presse le plus est de réchauffer l'étincelle du foyer domestique. Le père a cessé de croire, la mère croit encore avec ferveur. Ballotté entre ces deux autorités contraires, que deviendra l'enfant? Longtemps, il ignore s'il croit ou s'il doute. Quel trouble dans cet esprit qui, en s'éveillant, voit tout à la fois s'ouvrir et se fermer un infini! il naît sur les confins de deux mondes, et il ne sait dans lequel entrer. A la fin, le partage se fait. Le fils suit le père dans le doute; la fille suit la mère dans la foi. De plus en plus, les cœurs se divisent; ils s'aliènent : qui les réunira? Heureux si, brisé par le divorce moral du père et de la mère, l'enfant ne feint pas de douter avec l'un et de croire avec l'autre! Hypocrisie et scepticisme, dès le berceau, ce serait trop. Ne commencez pas la vie humaine par la décrépitude.

En aucun temps, l'éducation n'eut un objet aussi grand à se proposer, et jamais l'enfance ne dut être aussi respectée que de nos jours ; car elle seule possède encore l'esprit de paix qui manque à ce foyer, à cette société partagée.

Qu'attendons-nous? Et qui nous réconciliera, si ce n'est celui qui n'a pas encore vécu de notre vie? Pour nous, nos cœurs se sont trop abreuvés du venin des luttes sociales. Nous savons désormais trop bien haïr; nous avons perdu la faculté d'aimer. Qui nous la rendra?

Qu'avons-nous encore à nous apprendre, à nous dire les uns aux autres? Rien. Nous ne pouvons plus ni nous persuader, ni nous apaiser mutuellement. Nos lèvres ne peuvent plus que maudire; nos paroles ne servent plus qu'à nous percer et à nous repaître de nos propres blessures; à bien dire, nous sommes morts les uns pour les autres, étant morts à l'espérance de nous convaincre les uns les autres. Pourtant, si l'univers moral ne doit pas s'abîmer dans le chaos, il faut qu'un vestige de l'ancien amour qui fit le monde soit conservé quelque part. Où survivra-t-elle cette flamme créatrice? Où chercher l'harmonie des éléments, sinon dans ce berceau qui flotte avec sérénité à travers la tempête sociale?

Où trouver un reste d'amour, si ce n'est dans ces yeux qui viennent de s'ouvrir à la lumière, et qui n'ont encore rien vu de ce que nous voyons? Quelle langue nous parlera, nous convaincra, si ce n'est la langue

qui n'a encore rien dit? Scribes, docteurs de la loi, faites place à l'enfant dans l'enceinte du temple! Écoutez! il vous enseigne ce que vous ne connaîtrez jamais, la paix!

Malgré cela, vous croyez tout ruiné, si vous perdez un moment pour faire descendre, dans ce cœur qui vient de naître, la guerre, l'horrible guerre qui est le germe de toutes les autres, celle des discordes religieuses. Il sort de l'ample sein de la vérité, pour vous en rendre témoignage, et vous n'avez rien de plus pressé que de l'emmaillotter dans les haines, dans les préjugés, dans les sectes des Pharisiens ou des Sadducéens.

Que serait-ce si l'on commençait par le faire naître à la vie sociale, au milieu de tout ce qui parle d'union entre les hommes, c'est à dire, au milieu des principes communs à toutes les sociétés; si on le nourrissait d'abord de ce lait fortifiant dont s'abreuve l'humanité entière? Il ne connaîtrait les différences qui séparent les hommes, qu'après avoir connu les ressemblances qui les rapprochent. Je voudrais le faire grandir au milieu des pensées divines qui soutiennent le genre humain; il ne saurait que plus tard la divergence des croyances et le triste secret du divorce des âmes; il connaîtrait Dieu avant de connaître le prêtre. C'est tout le contraire de ce qui se fait aujourd'hui. De ces deux seules idées, gravées dans la Constitution, Dieu et une famille de frères, que ne pourrait déduire un instituteur digne de ce nom!

Le malheur est que nous n'avons aucun livre populaire où le peuple puisse recevoir, sans danger, sa première éducation morale. Les autres ont des traductions naïves de la Bible, qui sont comme le bégaiement sacré de leur langue. Dans notre système de caste sacerdotale, la Bible devait rester le livre des prêtres, et, à ce titre, il était impossible qu'elle devînt populaire.

J'ai sous les yeux l'un des ouvrages les plus répandus dans l'éducation en France; pour savoir ce qu'il contient, l'enfant n'a pas même besoin de savoir lire. Les images parlent assez haut. Je vois dans ces figures un arsenal hideux de chaînes, de fourches, de tenailles, de cœurs cadenassés, de brasiers, de reptiles, de têtes qui surnagent dans les flammes, de monstres aux pieds de satyres, aux cornes de bouc, qui sortent des murailles, des planchers, et viennent garrotter les mourants dans leurs lits, le tout dans le style des idoles japonaises ou mexicaines. Est-ce bien là le livre d'éducation d'un peuple non seulement policé, mais souverain? Comment l'enfant qui s'éveille à la vie, au milieu de cet enfer païen, reviendra-t-il jamais de cette première impression de fétichisme et de terreur? Il faut absolument qu'il demeure esclave le reste de sa vie, ou qu'il devienne incrédule. Des hommes faits m'ont avoué ne pouvoir penser à cette première lecture sans un saisissement d'horreur. Que l'on se figure quelles semences de haines fermentent dans le cœur de l'enfant qui naît ainsi captif, persuadé que ces supplices sont préparés

pour quiconque ne pense pas exactement comme le livre.

Serait-il donc impossible, je ne dis pas de renoncer à ce fétichisme (je ne vais pas jusque-là), mais de mettre en regard quelque livre populaire où le sentiment servile de la peur ne serait pas constamment éveillé? J'avoue que toute vérité court risque de paraître fade auprès de ce terrorisme. Qui sait, néanmoins, ce que l'on pourrait faire jaillir de l'âme humaine, encore neuve et sans tache?

Songez qu'il ne s'agit plus seulement de faire un homme qui prenne sa place dans une société assise; il s'agit de préparer celui qui doit guérir une société assez malade pour se frapper elle-même. Ce n'est pas un écolier que vous avez à dresser; c'est bien en réalité un créateur, un constructeur d'empires. Proportionnez donc l'esprit de cette éducation aux résultats que vous devez en attendre.

Il vient, il entre dans le monde, le messager de l'avenir. Comment l'accueillerez-vous? Quelle éducation nouvelle donnerez-vous à cet Emmanuel, qui doit redresser un monde croulant?

Je voudrais que l'or de la sagesse de tous les peuples fût mis à ses pieds; que ce qui a été accepté, applaudi par la conscience de toute l'humanité, lui fût présenté à son arrivée dans le monde, comme son héritage moral. Quelle grande pensée (simple comme tout ce qui est grand) serait trop haute pour ce sauveur sorti des flots de l'ancien monde! car c'est bien un sauveur,

un médiateur qu'il vous faut élever dans chaque homme, ou le monde périt. Il vient pour s'élever au dessus de toutes les sectes; n'enfermez pas trop tôt son cœur dans une secte. Il faut qu'il puisse porter sans fléchir une humanité nouvelle; ne le brisez pas avant qu'il ait rien fait.

Persuadez-vous bien que vous élevez un souverain dans le monde politique et moral. Vienne le Fénelon qui écrira le nouveau Télémaque pour l'héritier, non pas seulement d'un royaume, mais d'un monde! Quelle source d'inspiration ne rencontrera-t-il pas dans cette idée!

XVI.

Le Liberté.

A toutes les difficultés précédemment exposées, beaucoup de personnes se contentent de répondre qu'elles les résolvent par la liberté. Cela veut dire qu'elles résolvent le problème par le problème ; car il s'agit, en effet, d'établir la liberté.

C'est ici que se révèle le mieux un des côtés les plus étranges de l'organisation sociale de la France. Vous n'avez pas à régler une société idéale. Quelle est, au vrai, la réalité? D'un côté, des individus épars ; de l'autre, une association immense qui s'appelle l'Église. C'est avec cette inégalité formidable qu'il faut ordonner la liberté dans le monde moral. Voilà le problème dans sa rigueur ; il est là, non ailleurs.

Cela posé, vous dites aux individus : Isolez-vous davantage, séparez-vous. Que chacun fasse comme il

l'entendra ; je lui donne le droit de fonder à ses risques et périls une école en face de l'Église et de lutter, avec armes égales, lui, pauvre, abandonné, inconnu, contre toutes les ressources de cette innombrable organisation qui partout se rencontrera en face de lui, rassemblée et vivante. Pour mieux établir l'égalité entre eux, je n'accorderai aucun genre de secours à l'individu ; mais je donnerai d'abord sur le budget quarante millions, chaque année, au corps auquel il doit tout seul faire équilibre, et qui possède déjà deux cent cinquante millions. Je résoudrai ainsi le problème de la liberté par l'équation suivante : zéro égale trois cents millions. Voilà pour le côté matériel de la question.

Quant à son côté moral, je ne préjugerai rien sur la confusion du domaine civil et du domaine ecclésiastique. En conséquence, le dogme continuera de faire nécessairement partie de l'enseignement. La porte de l'école restera ouverte, de droit divin, au prêtre ; et comme celui qui est maître du dogme est maître de tout, l'instituteur libre vivra sous le bon plaisir du prêtre. Voilà le second terme de l'égalité.

En troisième lieu, la liberté exigeant que l'État ne se mêle de rien ou même qu'il disparaisse, chacun des membres de l'enseignement laïque ne devra compter que sur lui-même. Toute protection morale de l'État en sa faveur serait une oppression pour les autres. Mais, d'autre part, l'Église ne parlant nullement de disparaître en même temps que l'État, il arrivera que

le laïque sera abandonné à ses seules forces et que l'instituteur ecclésiastique sera porté au besoin sur les bras de la catholicité tout entière. Le premier sera seul au monde, le second s'appellera légion ; troisième mode de l'égalité et de la liberté.

Cette prétendue solution ne contient donc qu'une autre forme de la servitude ; et si des hommes, sincèrement libéraux, s'en contentent, s'ils tombent aussi aisément dans l'embûche, c'est par une illusion qui les porte à faire abstraction des éléments réels dont se compose la société française.

Il y a deux plateaux dans la balance, non pas un seul : ici, un individu sans lien, sans appui ; là, une hiérarchie qui est un monde. C'est se moquer que de dire au premier : Je te permets d'entrer en lice avec cette organisation immense. Tu es seul, elle est multiple. Tu es faible, elle est toute-puissante. N'importe ! Fais à ton gré ; tu demandais la liberté, je t'en donne le mot, cela doit te suffire.

Ne verra-t-on donc pas que, dans ces termes, le problème de la liberté est radicalement insoluble? Ce n'est pas la lutte qu'il faut établir entre l'instituteur et l'Église. Il faut, au contraire, que le duel n'ait pas lieu, et pour cela que l'instituteur reste dans son école, c'est à dire en dehors de la servitude de tout dogme particulier ; le prêtre, dans son église, c'est à dire en dehors des matières civiles et laïques. Au premier le monde de la raison, au second le monde des miracles. Quel sujet trouvez-vous à concurrence en des choses

non seulement si différentes, mais si souvent inconciliables?

Ce qui abuse de bons esprits, est la comparaison qu'ils font de la France avec l'Amérique du Nord. Les différences sont néanmoins tellement éclatantes qu'il est évident que la question de l'éducation ne saurait être, dans ces deux pays, ni posée dans les mêmes termes, ni résolue de la même manière. Qui ne voit que la situation des États-Unis à cet égard est infiniment moins compliquée que la nôtre? Premièrement, point de salaire des clergés, ce qui est la condition élémentaire de la liberté morale; secondement (chose infiniment plus importante encore), le catholicisme n'est qu'une petite minorité dans les États-Unis. Le fond religieux sur lequel s'appuie cette société, ce sont, comme je l'ai dit plus haut, les sectes protestantes qui, toutes, ont également besoin de l'instruction populaire. D'où il suit que l'antagonisme entre l'enseignement ecclésiastique et l'enseignement national est inconnu. La liberté politique étant née du protestantisme dans la démocratie américaine, l'enseignement populaire pourrait même rester sans dommage pour l'État dans la main du clergé protestant. La difficulté que rencontre la France, et qui naît d'une contradiction radicale entre sa constitution religieuse et sa constitution politique, n'existe pas dans la patrie de Washington. Si le catholicisme y devenait jamais prédominant, c'est alors seulement que la constitution politique y serait entravée comme la nôtre.

Au reste, l'expérience parle assez haut à nos portes. La Belgique était entrée ingénument dans ce prétendu système de liberté d'enseignement. Elle sent, elle avoue aujourd'hui qu'elle y étouffe; son gouvernement fait un effort suprême pour l'arracher aux rouages de la machine de servitude. Est-il bien sûr qu'il l'en retire vivante?

Tout ce que j'ai dit précédemment suppose que l'organisation religieuse de la France demeure ce qu'elle est aujourd'hui. Il est bien évident que si la France faisait une révolution religieuse, la donnée étant toute différente, la solution pourrait l'être aussi. Mais rien n'annonçant de nos jours une révolution prochaine de ce genre, et de tels changements ne s'improvisant pas, si nous ne voulons entrer dans le domaine des imaginations, nous devons conclure de ce qui précède que le problème de l'éducation se compose en France des éléments nécessaires qui suivent :

Premièrement, suppression des salaires des clergés, comme en Amérique. Ce point paraissant aujourd'hui gagné, au moins dans les esprits, nulle nécessité d'y insister. Il est trop clair que la liberté morale ne saurait exister si, au lieu d'une religion d'État, on trouve le moyen d'en instituer plusieurs qui pèsent également chacune sur la conscience de tous.

Deuxièmement, gratuité de l'enseignement, afin qu'il puisse être obligatoire à un certain degré. Le père ne doit pas seulement le pain du corps à son enfant; il lui doit aussi le pain de l'intelligence et de l'âme.

Troisièmement, séparation de l'enseignement laïque et de l'enseignement des églises particulières. Les deux conditions précédentes ne sont, en quelque sorte, que négatives; cette troisième est celle qui donne la vie à l'enseignement en lui donnant sa raison d'être.

Avez-vous, oui ou non, en vous l'esprit de vie? Croyez-vous l'avoir? Vous sentez-vous capable de faire des hommes sans le concours des églises particulières? Telle est la première condition de votre affranchissement. Sans cela que sont tous les expédients? Comment la société laïque s'est-elle émancipée? En croyant qu'elle se suffit à elle-même. Comment donc l'enseignement laïque s'émanciperait-il jamais, s'il ne croyait posséder une source assez profonde de vérité, de science pour alimenter la vie humaine? Croyez-vous être dans la voie de la vérité? Vous pouvez y conduire les autres. Ne le croyez-vous? Il est juste que vous alliez demander votre chemin à l'Église. Mais à quoi bon vouloir être libre aujourd'hui, si vous vous croyez incapable de l'être demain? Que servirait de racheter un esclave, s'il continuait de se croire une chose sans âme qui ne vit que de la complaisance du maître?

Depuis deux ans nous discutons l'organisation sociale de la France indépendamment de tout élément moral et religieux. Comment ne pas s'apercevoir que le problème religieux enveloppe le problème politique, économique, et que toute solution de ce dernier n'a que la valeur d'une hypothèse aussi longtemps qu'on n'a pas résolu le premier?

Le socialisme se présente comme la seule doctrine des intérêts matériels. Tout le travail de la tradition philosophique est suspendu en France; et de là qu'arrive-t-il? Le clergé qui déclare avoir seul le monopole de l'esprit règne et gouverne ainsi qu'en plein moyen âge. Nous affirmons tous les jours que la philosophie qui a émancipé la France n'est que métaphysique creuse. Le prêtre s'empare à lui seul de ce domaine *creux;* il trouve dans ses profondeurs de quoi ensevelir tous vos projets.

XVII.

Qu'est-ce que l'Université?

Après l'expérience des deux dernières années, l'avenir croira-t-il que des démocrates qui ont vu l'expédition de Rome, la suprématie complète du clergé catholique, nous crient d'une voix éclatante: J'ai trouvé le mal. Écoutez! Je vais vous dire quel est l'ennemi commun, auquel il ne faut plus laisser ni paix, ni trève. Cet ennemi qui nous écrase, c'est l'Université.

Qu'est-ce donc que l'Université? Quelle était sa raison d'être? Au moment où Napoléon rendait à la caste sacerdotale son ancien pouvoir, il vit très bien qu'il fallait faire quelque chose pour empêcher que la société laïque ne tombât moralement sous la domination absolue de cette caste. Il vit en même temps que des individus laïques séparés les uns des autres seraient entièrement impuissants pour garantir la société mo-

derne contre les envahissements d'un corps sacerdotal. Conduit par ces deux idées d'une justesse parfaite, il établit, en face du sacerdoce, un corps laïque chargé d'enseigner et de conserver, de génération en génération, l'esprit de la société laïque. Tel est le principe sur lequel vivait l'Université de France. Ce n'était pas une humeur de conquérant; c'était une nécessité même de l'organisation sociale de notre nation.

Dans tous les pays où le clergé forme une caste, vous n'avez pas à choisir les lois les plus idéales concernant l'enseignement. Quoi que vous fassiez, il faut qu'à cette organisation de la caste vous opposiez une organisation puissante si vous ne voulez tout abandonner à la première. Encore une fois, je ne puis trop répéter que la question n'est pas du tout de savoir s'il est bien ou mal, dans une démocratie idéale, de constituer un corps enseignant au nom de l'État. C'est là une abstraction sans aucune application à la France. La question qui la concerne est celle-ci : Étant donné un pays, dans lequel le clergé forme une caste, n'est-il pas nécessaire que le principe laïque, dans l'enseignement, soit organisé de manière à pouvoir balancer l'action de ce corps? Cette question ainsi posée se résout d'elle-même, à moins que l'on ne prétende que l'individu sera chargé tout seul de faire équilibre au corps qui prétend peser autant qu'un monde.

C'est donc des entrailles mêmes de la nécessité que Napoléon a fait sortir le principe d'un enseignement national confié à un corps laïque. En même temps

qu'il relevait l'Église, c'était une conséquence rigoureuse pour lui d'établir l'Université. La première appelle nécessairement la seconde. Le moyen âge, lui-même, ne voulant pas tout absorber dans la caste sacerdotale, avait été conduit à chercher dans l'établissement de ses universités un équilibre de ce genre.

Mais, d'autre part, Napoléon déposait dans sa création un principe de faiblesse qui devait la ruiner. Il créait, il est vrai, un corps; il lui refusait un esprit; ou plutôt, en liant l'Université au dogme particulier du catholicisme, il détruisait son œuvre. Dès que l'Université restait asservie au dogme catholique, son indépendance n'était plus qu'un mot. En réalité, elle était, dès son origine, sous la dépendance du sacerdoce qui, mieux que personne, est juge de ce qui concerne son dogme. Ainsi, Napoléon voulait élever une barrière contre l'esprit sacerdotal, et il mettait cette barrière sous la main du clergé. Établie sur un dogme exclusif, l'Université n'avait plus le même fondement que la société civile. De là son attitude chancelante. Napoléon n'osa pas l'appuyer sur l'esprit laïque moderne. Il l'appuya, comme ses fiefs, sur l'imitation de Charlemagne.

Aussi, dès que sa main se retira et que le corps sacerdotal commença ses attaques, on put s'apercevoir que l'Université ne se défendait pas. Elle ne pouvait se défendre. Aujourd'hui nous savons pourquoi. Ses mains étaient liées; elle ne savait sur quel terrain s'appuyer. Ni laïque, ni cléricale, cette contradiction

la perdait. D'après son principe d'organisation, elle ne pouvait se passer du clergé, tandis que le clergé répétait chaque jour qu'il n'a besoin de personne. Une inégalité si flagrante ne permettait pas la lutte. Il n'y avait qu'à céder. Pendant vingt ans, nous avons vu ce grand corps en butte à toutes les attaques de l'Église. Il est tombé en quelque sorte sans mot dire. Son fondateur l'avait placé pour couvrir la société civile comme un corps destiné à périr sans rendre aucune blessure.

Pendant que l'Université était assaillie par l'esprit clérical, il lui était interdit de le combattre par l'esprit laïque. Telle que Napoléon l'avait faite sur le principe de la théocratie carlovingienne, que fallait-il pour la mettre à merci? Qu'un évêque seulement retirât son aumônier. Comment garder tel professeur protestant, israélite, philosophe? On le voudrait, sans doute; mais le moyen? L'aumônier retiré, que deviendrait le collége? L'édifice impérial reposait sur le sable.

Il est arrivé à l'Université de périr comme son fondateur. Il s'est fait sacrer par le pape, et le pape l'a détrôné par l'anathème. Il a voulu faire sacrer l'Université par le clergé, et le clergé, en retirant sa main, a dissipé l'œuvre empruntée de Charlemagne.

C'est que le principe faux par lequel Napoléon, sans croire à l'Église, s'était fait joindre à Notre-Dame, il l'a imposé, comme règle de doctrine, à l'Université. Ce manque de vérité a conduit l'un à Sainte-Hélène, l'autre à la loi de 1850.

J'ajoute que, grâce à l'une de ces grandes ironies que la providence exerce envers les fondateurs d'empires, la principale création de Napoléon devait être renversée par un gouvernement qui porte son nom.

Quant au clergé, sa participation à la loi de l'enseignement est la seule faute de conduite que je pourrais lui reprocher depuis deux ans. Dans tout le reste, il a observé les règles ordinaires de sa diplomatie. En cette occasion seule, il s'est trompé. Il devait faire cette loi par ses créatures, non pas s'y employer lui-même, surtout ne pas paraître. Son empressement à écraser son adversaire l'a entraîné; il a perdu le sang-froid, l'équilibre dont il avait fait preuve jusque là. Dans son impatience d'anéantir l'Université, il a laissé trop voir sa main quand le coup a été frappé. Que de méprises accumulées en peu de jours! Il fallait laisser agir le bras séculier tout seul, et rester à genoux dans le sanctuaire; il fallait se résigner à la destruction de son adversaire, se la faire demander, se faire prier pour y consentir, s'y opposer même de vive voix, lorsqu'elle était devenue irrévocable, ne la demander ostensiblement jamais. On aurait ainsi obtenu les mêmes choses sans nul danger de se commettre. Toutes les règles du *Directorium* de Loyala ont été violées à la fois en cette circonstance par trop d'empressement de vaincre.

Aujourd'hui les évêques s'aperçoivent de la faute; ils renient la loi; il est trop tard! l'alliance avec le voltairianisme, l'éclectisme, le rationalisme protestant,

a été vue du monde entier. On ne se défait pas de ces pactes de famille par un simple reniement. Ils entraînent après soi des conséquences désastreuses qui se montreront un jour.

XVIII.

Solution.

Tout ce que vous dites de la liberté dans une démocratie idéale suppose que vous avez fait une révolution religieuse. Tout ce que vous faites démontre que vous ne songez en rien à une révolution de ce genre. Partons donc des éléments que vous admettez et quittons la chimère. Je maintiens que vous ne pouvez vous passer d'une organisation quelconque de l'éducation nationale, aussi longtemps que la caste sacerdotale est le principe organique de votre religion. Ces choses se tiennent; il n'appartient ni à une révolution politique, ni à une révolution économique de les changer. Cela posé, reste à montrer que les principes établis ci-dessus ont reçu l'adhésion des esprits les plus opposés et la consécration de l'expérience depuis un demi-siècle.

Dans la première ferveur de la révolution française,

alors que les grands principes de la société nouvelle jaillissaient comme par inspiration, voici quelle était, en 1792, l'opinion de Condorcet :

« La Constitution, en reconnaissant le droit qu'a chaque individu de choisir son culte, en établissant une entière égalité entre tous les habitants de la France, ne permet point d'admettre dans l'instruction publique un enseignement qui, en repoussant les enfants d'une partie des citoyens, détruirait l'égalité des avantages sociaux et donnerait à des dogmes particuliers un avantage contraire à la liberté des opinions. Il était donc rigoureusement nécessaire de séparer de la morale les principes de toute religion particulière et de n'admettre dans l'enseignement public l'enseignement d'aucun culte religieux.

« Chacun d'eux doit enseigner dans ses temples par ses propres ministres. Les parents, quelle que soit leur opinion sur la nécessité de telle ou telle religion, pourront alors sans répugnance envoyer leurs enfants dans les établissements nationaux, et la puissance publique n'aura point usurpé sur les droits de la conscience, sous prétexte de l'éclairer et de la conduire. »

Le principe que la France avait ainsi établi en théorie, une république voisine l'applique en réalité. La Hollande, qui nous a devancés dans la liberté de conscience, dans la liberté de penser, nous a précédés aussi dans la liberté de l'enseignement en établissant, dès 1806, que l'enseignement laïque ne sera subordonné à aucun dogme particulier.

Lorsque le gouvernement notifia à l'église catholique l'interdiction des dogmes dans l'école, vous pensez, sans doute, que ce fut un grand scandale? Quelle fut la réponse du clergé? La voici, par la bouche officielle de son chef :

« Pour voir régner la concorde, l'amitié, la charité entre les diverses communions, *il est nécessaire, à mon avis, que l'instituteur s'abstienne de l'enseignement des dogmes des diverses communions*. J'en excepte seulement le cas où un instituteur, dont d'ailleurs la probité et la capacité seraient notoires, n'aurait que des élèves d'une seule communion. Sans cela, les enfants apprennent trop tôt qu'ils diffèrent de religion. L'un fait des reproches à l'autre, et beaucoup d'instituteurs ne se mettent pas en peine de l'empêcher. Ce n'est d'abord, à la vérité, qu'un enfantillage; mais cependant les enfants croissent, et l'éloignement augmente de plus en plus, et toute leur religion n'est souvent qu'un faux zèle que le véritable esprit religieux et la charité chrétienne réprouvent et détestent. »

Ainsi le clergé catholique reconnaissait non seulement que l'enseignement laïque peut subsister sans l'autorité des dogmes particuliers, mais que, de plus, c'est un bien qu'il en reste indépendant.

Même témoignage de la part des clergés luthériens, réformés, mennonites (1).

(1) « Par suite de l'ordre actuel, et *par bonnes raisons*, dit le consistoire de la communion mennonite, l'enseignement du dogme de la religion est écarté des écoles primaires. »

Une expérience de trente-deux ans consacre ce système; après ce laps de temps, M. Cousin est envoyé par le gouvernement de France en Hollande pour reconnaître les résultats de l'expérience, et, dans ce voyage, quelle objection rencontre-t-il? Aucune. Le système de 1806, profondément enraciné, a passé dans les mœurs. Pendant que partout ailleurs la question de l'enseignement obsède les esprits, un calme profond règne à ce sujet au sein de la société hollandaise. Le système politique a changé; la République est devenue royauté; et, nonobstant, le système de l'enseignement n'est nullement ébranlé. Partout l'observateur français recueille à cet égard la même réponse. Que lui dit l'homme que la Hollande regarde comme un des pères de l'éducation du peuple?

« Les écoles primaires ne doivent appartenir à aucun culte en particulier et n'enseigner aucun dogme positif. Il ne faut pas tendre à la division des écoles et avoir des écoles spéciales catholiques et des écoles spéciales protestantes. Une école du peuple est pour le peuple tout entier. » De l'école primaire le même principe passe dans les écoles supérieures (1).

[1] « Je remarquai aussi, écrit M. Cousin, qu'il n'y a aucun enseignement moral et religieux dans l'école latine d'Utrecht. C'est le même système que dans l'enseignement primaire; et M. Van Hensde me répéta pour l'école latine absolument ce que tous les inspecteurs primaires m'avaient dit pour leurs écoles : tous les maîtres ici s'appliquent, en toute occasion, à rappeler les principes de l'Évangile et à inculquer l'esprit de moralité et de piété. Mais nous n'avons pas d'enseignement spécial à cet égard. Un pareil enseignement n'a lieu

Entraîné par cette unanimité et par la force de la vérité, l'observateur français, quoique préoccupé d'un système tout différent, laisse lui-même échapper ces paroles :

« Je veux un enseignement moral et religieux très général, et *sans acception d'aucune communion*, dans les écoles primaires, comme base commune de l'enseignement religieux positif que les différents cultes donneront dans l'église, le temple ou la synagogue. »

Essayez de découvrir un autre système qui réunisse à la fois les révolutionnaires de la Constituante et de la Convention, les philosophes du XVIIIe siècle, les ministres dès différents cultes, catholiques, protestants, juifs, les représentants officiels de l'éclectisme, ceux de l'Encyclopédie, et qui, par dessus tout, ait subi depuis un demi-siècle l'expérience faite par une des nations les plus sages d'Europe. Si l'on parle de conciliation, où peut-elle être, hormis dans le système qui est proposé et applaudi par des temps et des esprits si différents?

qu'en dehors de l'école latine, dans le temple ou dans l'église. Et M. Van Hensde me donnait de cette coutume les mêmes raisons qu'on m'avait déjà données : La nécessité de maintenir la tolérance, surtout la nécessité de ne point effaroucher les ministres des différents cultes, l'impossibilité de se passer d'eux pour un tel enseignement, et en même temps l'inconvénient de le confier à l'un d'eux en particulier. — Mais pourquoi ne confieriez-vous pas l'enseignement religieux des différents cultes à des ministres de ces cultes? Nul n'aurait à se plaindre, et l'école y gagnerait. — C'est ce qui se fait, me dit-il, mais hors de l'école. »

Quoi de plus réalisable que ce qui est réalisé? quoi de moins chimérique que ce qui est? Vous appelez cela honnêtement et modestement utopie, absurdité, extravagance. Ne craignez-vous pas qu'en donnant les mêmes noms aux choses confirmées par une expérience éclatante et à celles qui n'existent encore qu'en théorie, vous n'ôtiez d'avance toute signification à ces paroles de guerre?

Pour moi, de plus en plus persuadé que le seul moyen d'organiser l'éducation individuelle dérive des principes sur lesquels est fondée l'éducation de la société elle-même, je reproduis ici les termes dans lesquels j'exposai cette solution dans l'Assemblée nationale. Ils seront le résumé de tout ce qui précède.

« Pourquoi la France, depuis plus de vingt ans, cherche-t-elle vainement à résoudre le problème de l'enseignement? Pourquoi sommes-nous aujourd'hui moins avancés que nous ne l'étions en 1833? Pourquoi le pays, qui a tranché avec tant d'autorité de si vastes questions dans l'ordre civil, s'engage-t-il, pour ainsi dire en aveugle, dans celle-ci? Parce que la France n'applique pas à cette difficulté nouvelle les principes de droit public qui lui ont servi à résoudre toutes celles qui se sont rencontrées jusqu'ici.

« Organiser l'enseignement primaire en particulier et l'enseignement en général, c'est organiser la société elle-même. Il en résulte que, pour fonder l'école sur sa vraie base, il faut l'établir sur le principe qui fait vivre cette société. Or quel est le principe qui se retrouve au

fond de toutes nos lois, sans lequel nos codes eussent été impossibles? Il est tout entier contenu dans ces deux mots : Séculariser la législation; séparer le pouvoir civil et le pouvoir ecclésiastique, la société laïque et les Églises.

« Ce n'est pas d'aujourd'hui que de grandes difficultés surgissent devant le législateur de la société française issue de la révolution.

« Comment a été résolu le problème, en apparence inextricable, de la liberté des cultes, qui renferme implicitement le problème de la liberté d'enseignement? Par la séparation du domaine laïque et du domaine ecclésiastique, en effaçant de la législation le principe de la religion d'État.

« Comment a été résolu dans le code le problème aussi fondamental de l'état des personnes, celui des actes de l'état civil? Encore une fois, par le même principe, par la même séparation, en retranchant de l'acte civil l'intervention du dogme particulier représenté par le clergé.

« Comment donc pouvez-vous aujourd'hui espérer résoudre le problème de la liberté de l'enseignement? Je réponds avec la plus entière conviction : Vous le pouvez en introduisant dans la question le même élément, le même principe, en faisant pour cette loi ce que vos prédécesseurs ont fait pour toutes les autres; c'est à dire en retranchant de l'enseignement laïque l'enseignement du dogme particulier.

« Portez dans ce problème le principe vital qui

anime toutes vos institutions; sécularisez la législation de l'enseignement, et la question se résout d'elle-même. Vous avez pour résultat, au sommet de la société, dans la constitution : séparation du pouvoir laïque et du pouvoir ecclésiastique; dans le code qui régit l'état des personnes : séparation des actes civils et de la célébration ecclésiastique; et, par suite, dans la loi de l'enseignement : séparation de l'école et de l'Église, de l'instituteur et du prêtre, de l'enseignement et du dogme.

« Voilà la solution qui se déduit nécessairement de l'esprit de toutes nos institutions appliqué au problème de la liberté d'enseignement. Car ce n'est pas moi qui mets en présence ces deux choses : la loi et le dogme; partout elles sont en face l'une de l'autre, non pas hostiles, mais séparées. Tous les grands actes qui composent la vie humaine, la naissance, le mariage, la mort, reçoivent une double sanction, l'une de la société civile, l'autre de la société ecclésiastique; l'une de la loi, l'autre du culte. C'est par là que la liberté de conscience a pu être fondée et maintenue du berceau à la tombe.

« Si donc ces deux puissances séparées marquent ainsi chacun des actes de l'existence, si notre législation a déjà enveloppé par avance la vie humaine tout entière dans cette distinction du principe laïque et du principe ecclésiastique, il reste maintenant à appliquer cette distinction à l'enseignement, qui est une préparation à la vie. Par là vous ferez entrer dans nos insti-

tutions cet esprit d'unité qui est l'ordre même déposé dans la loi.

« Cette solution, tirée de la séparation complète de l'enseignement laïque et de l'enseignement d'un dogme particulier, est la seule qui puisse concilier tout ensemble l'unité de la nationalité française et la liberté de conscience.

« En effet, dans tout autre système, il arrive l'une ou l'autre de ces deux choses : ou chaque religion, chaque dogme a son école; ou les communions diverses sont réunies dans le même enseignement.

« Dans le premier cas, si chaque communion a une école particulière, les générations nouvelles, séparées par des croyances opposées, forment pour ainsi dire autant de nations qu'il y a de religions et de communions différentes. Au lieu de tendre à l'union, l'enseignement développe l'héritage des haines ou du moins des antipathies profondes qui divisent les églises. L'œuvre de l'unité nationale, consacrée par tout le reste de la législation, est ébranlée par la loi de l'enseignement.

« Dans le second cas, celui où toutes les croyances sont entre les mains du même maître, dans une école mixte, c'est la liberté des cultes qui est atteinte. Si le protestant est obligé d'apprendre le dogme sous l'influence prédominante du catholicisme, ou réciproquement, l'une des Églises est sacrifiée; en sorte que, dans le système de la loi, l'une ou l'autre de ces choses

est renversée, ou le principe de l'unité nationale, ou le principe de la liberté de croyance.

« Dans tous les cas, dès que vous admettez comme nécessaire l'intervention du dogme dans l'enseignement laïque, je dis que, quoi que vous fassiez, vous placez l'école, et par suite la société et l'État, sous la dépendance absolue de l'Église.

« Le dogme ne peut être que souverain, partout où on le juge nécessaire. Point de transaction ni d'accommodement avec lui. Il ne rivalise avec personne; il commande, il est maître, il règne, ou il n'est pas.

« Qu'il pénètre dans l'école, le prêtre qui le représente y devient souverain comme lui. Que faut-il à l'Église pour vous faire sentir la dépendance absolue où vous aurez placé l'enseignement laïque? Une seule chose : retirer ses évêques du conseil supérieur, ou l'aumônier du collége, ou le curé de l'école; mettre par là l'interdit sur l'enseignement : cela suffit. Devant la seule menace, la société, entièrement désarmée, n'a plus qu'à céder. En faisant intervenir le dogme dans la constitution de l'enseignement laïque, vous le ramenez au droit d'interdit du XIe siècle.

« Contradiction, impossibilités, oppression de la conscience, voilà toute la loi; voilà aussi ce qui se rencontre dans tous les systèmes; un seul résout ces impossibilités, c'est celui où l'école laïque est faite à l'image de la société laïque.

« Puisque la société française subsiste en dépit des contradictions entre les Églises diverses, il faut bien

qu'il y ait un lieu où les jeunes générations apprennent que, malgré ces différences éclatantes de foi et de dogme, tous les membres de cette société font une seule famille. Or ce lieu de médiation, où doivent s'enseigner l'union, la paix, la concorde civile, au milieu des dissentiments inexorables des croyances et des Églises, c'est l'école laïque.

« Si, dès l'origine, la différence des communions éclate dans l'enseignement; si le triste héritage des dissensions religieuses est la première expérience qui frappe l'enfant; si, dès qu'il ouvre les yeux, il ne voit que l'hostilité des cultes; s'il naît, pour ainsi dire, à la vie civile dans le berceau des dissensions religieuses, où donc apprendra-t-il l'union, sans laquelle il n'y a point de France?

« Je voudrais, au contraire, que, dès son entrée dans la société laïque, qui est ici marquée par son entrée dans l'école, l'enfant fut frappé d'un spectacle de paix. Encore une fois, ne le faites pas naître dans la discorde religieuse, prélude de la discorde civile.

« Ainsi, dans l'école laïque, affranchie de la différence des dogmes, tout doit parler d'union; c'est en dehors de l'école, image de l'unité française, que l'enfant doit apprendre la divergence des dogmes, les inimitiés irréconciliables des cultes entre lesquels s'est partagée l'âme de la patrie. C'est dans l'église, c'est dans le temple, c'est dans la synagogue qu'est le domaine absolument libre du dogme particulier.

« Par là se concilient la liberté avec l'autorité, l'unité

de la nation avec la diversité des croyances religieuses: dans l'école, le principe général, laïque, universel qui gouverne, soutient la société française; dans les Églises, le dogme particulier, ou catholique, ou protestant, ou israélite, qui constitue le culte ou la secte.

« Et lorsque j'expose une solution qui naît de la nature de notre société et de la logique de nos institutions, il est sans doute nécessaire d'ajouter que cette solution a pour elle l'expérience de l'un des peuples, je ne dis pas seulement les plus anciens dans la liberté, mais les plus religieux d'Europe.

« Tout le monde sait que la Hollande a fondé son système d'enseignement sans aucune acception de dogmes particuliers, ou plutôt avec l'interdiction absolue de ces dogmes dans toute école laïque. Et voilà près d'un demi-siècle que dure cette expérience de ce peuple si sensé, si pacifique, avec une égale adhésion des amis de la liberté et des amis de l'autorité, des laïques de toutes les opinions, des ecclésiastiques de tous les cultes; car il n'en est pas dans l'Europe qui ne soit représenté dans la société hollandaise. La solution que je propose ici a porté dans cette société, entre tous les partis, ce germe de paix profonde que laisse toujours après soi le sentiment de la vérité rencontrée et réalisée.

« Je résume en deux mots ce que je viens de dire. Mon amendement est tout un système; mais ce système, c'est l'âme de notre législation. On ne force pas le principe d'une société : lorsque la législation d'un

peuple est conçue dans un esprit, on ne peut pas impunément mettre une loi particulière en contradiction avec toutes les autres. Ce serait arracher la pierre de fondation de la société pour s'en faire une arme d'occasion.

« Séparation du domaine de la société laïque et du domaine du dogme particulier, c'est le principe des institutions et des mœurs de la France.

« Ne mêlez pas aujourd'hui ce que vous avez partagé hier; car, c'est par cette distinction qu'ont été établis l'ordre et la liberté dans la vie civile; par la confusion des deux principes dans la loi d'enseignement, vous ne rencontrerez qu'arbitraire, violence, oppression, tant pour un parti que pour un autre. »

Inutile de dire que je n'avais aucun espoir de faire adopter cette solution. Pas un seul journal, que je sache, ne mentionna même l'amendement qui la contenait (1). Un de mes collègues (2) le soutint avec talent. Quelques mains se levèrent pour l'appuyer, et ce fut tout.

Je devrais donc croire que la question de la liberté morale, en France, n'a pas avancé dans les esprits depuis 1848. Au lieu de nous placer sur un terrain inexpugnable de la séparation absolue, nous continuons de nous jeter dans toutes les embûches d'idées et de langage qui se présentent devant nous.

(1) Un amendement présenté par M. Victor Chauffour tendait au même but.

(2) M. Delbetz.

En vain le catholicisme déclare officiellement qu'il s'identifie désormais avec le jésuitisme. Nous croyons très habile de les séparer. Nous protestons sous toutes les formes de notre adhésion au premier, sauf la réserve que nous faisons à l'égard du second. Du reste, que l'Église orthodoxe daigne nous faire un signe, nous lui jurons de nouveau foi et amour. Que le bas clergé ou le concile, notre suprême espérance, vienne bénir le nouvel arbre planté à la place de celui qui a été coupé par le pied; nous sommes prêts; nous voilà prosternés dans la poussière!

Je ne puis néanmoins m'empêcher d'adjurer les amis de la liberté d'entrer dans la voie que j'indique, hors de laquelle il ne peut y avoir pour eux qu'illusions éternelles. Cette voie est la ligne droite. Toute autre est une ligne courbe qui, après d'inextricables détours, ramène inévitablement au point de départ. J'ai relevé l'idée de Condorcet, et j'ai essayé de me retrouver avec le fil de la tradition nationale dans le dédale où nous sommes égarés en dehors de la religion positive et de la liberté philosophique.

Cette idée, si simple, je le sais, est encore prématurée; mais que mes amis du moins ne la laissent pas retomber dans l'oubli. Quand le moment viendra, que d'autres, plus heureux que moi, la popularisent et l'appliquent. Cette question est de celles sur lesquelles la démocratie française sera irrévocablement jugée. Si, lorsqu'elle disposera d'elle-même, elle hésite encore une fois à affirmer son autorité morale, cette pusilla-

nimité d'esprit lui coûtera plus cher que toutes ses témérités.

Mais ce système de séparation n'est pas lui-même sans inconvénients. Le véritable idéal serait d'unir d'une manière indissoluble la religion nationale et la science laïque dans le même système d'éducation. — Eh ! qui vous parle d'idéal ? Il s'agit de ce qui est possible dans les conditions religieuses de votre société. Qui vous nie que ce soit un malheur dans un État que de renfermer plusieurs croyances qui se détruisent les unes les autres ? Qui vous nie qu'il ne fût infiniment préférable de n'avoir qu'une religion, à laquelle tous les citoyens crussent avec la même énergie de foi, surtout si cette religion était conforme à toutes les lois de la science laïque ? Mais est-ce là votre situation ? Pouvez-vous, surtout voulez-vous la changer en un clin d'œil ? Est-ce ma faute si le catholicisme s'est trouvé trop étroit pour renfermer votre société laïque et si elle le déborde de toutes parts ? Unité de la religion positive et de la science, il n'y faut plus songer. Faites donc en sorte au moins de sauver la liberté de l'esprit humain. Celle-ci perdue, que reste-t-il ?

XIX.

De la direction morale de l'Europe.

Que celui qui veut mesurer avec quelle rapidité s'écroulent, dans notre Occident, toutes les puissances de la tradition, réfléchisse à ceci : La légende de César a gouverné le monde pendant six cents ans; celle de Charlemagne a dominé, en réalité, tout le moyen âge; la superstition de la légende napoléonienne s'est évanouie en quelques mois devant la réalité.

Entendez-vous un gémissement d'airain sortir des flancs de la colonne Vendôme avec le glas d'une cimbale funèbre? — Allons donc! vous rêvez. — Voyez-vous deux pleurs de sang couler des yeux de la statue de bronze? — Bah! quelle plaisanterie! — Je vous dis, moi, que je sens dans l'air une religion qui se meurt, la religion d'un héros.

Il s'élevait et touchait au ciel; chaque imagination nouvelle le grandissait à son tour. Et maintenant où est-il? Déjà le culte a fait place à la discussion. Le demi-dieu est redevenu homme.

Voici un spectacle qui ne s'est présenté qu'à de rares intervalles dans l'humanité : un culte héroïque qui fait place à l'histoire. Que l'on m'explique comment celui que je voyais dans la nue a été si vite diminué de cent coudées. Je suppose que ce qui m'arrive est également éprouvé par d'autres. Qui a fait ce prodige? et comment s'explique la chute violente de ce fantôme d'imagination que les peuples se formaient?

Dernière superstition de l'Occident! le culte de Napoléon disparu, quelle idolâtrie pourrait renaître?

Quel homme, quelle personnalité pourrait désormais être notre salut, puisque cette personnalité d'airain et cet héritage d'un monde ont été dissipés en quelques jours? Du poème, Napoléon redescend à l'histoire, ou plutôt il y entre; il y reprend les proportions humaines qui ne le quitteront plus. Il rejoint César, Charlemagne. L'âme des peuples se tourne ailleurs.

Tout mort qu'il était, il exerçait sur leur esprit une puissance plus absolue que de son vivant; car il les retenait captifs dans son ombre.

Les voilà affranchis de ce joug. Arrachés à la fascination qui les rendait immobiles, ils ne cherchent plus leur destinée dans sa cendre. Ils ont traversé son sépulcre; sur l'autre bord de la petite fosse vide de Sainte-Hélène, ils voient des cieux et une étoile qu'il n'a pas vus.

Ce n'est rien de s'affranchir du joug des vivants, rois, empereurs, dynasties d'un moment! il nous restait, peuples d'Occident, à nous affranchir de la plus

pesante des servitudes; je parle de l'idolâtrie d'un esprit immortel!

Si quelque chose doit donner à penser, c'est de voir que la contre-révolution n'a pu se résumer en France dans aucun système. Il lui a été impossible de s'enraciner nulle part, ni de se personnifier en aucun homme. Autrefois elle s'était appelée de Maistre, de Bonald. Aujourd'hui, quel nom lui donner? Dans quelle théorie, dans quelle institution se résume-t-elle?

Comment la défendre? comment l'attaquer? Elle ignore elle-même ce qu'elle est. Est-elle légitimité? Elle s'en défend. Monarchie constitutionnelle? Pas davantage. République? Encore moins. Théocratie? Elle le nie. Qu'est-elle donc?

C'est un fait d'une signification immense que la France devenue incapable de produire un système moral et logique de contre-révolution. Aucun des éléments du passé n'étant resté fidèle à lui-même, n'a conservé la force d'un principe. Le clergé triomphe de sa victoire. A quel prix l'a-t-il achetée? En capitulant avec Voltaire. La légitimité, pour se rendre éligible, abdique le droit divin. Dans tout cela, ce ne sont que principes qui se renversent les uns par les autres, capitulations, transactions et, par suite, anéantissement de force morale.

Les anciens partis, en France, acceptent des positions où la défense est impossible. Ils ressemblent à des corps d'armée qui, de retraite en retraite, se sont laissé enfermer dans une place à moitié démantelée.

La reddition n'est plus qu'une affaire de temps, que l'on pourrait calculer jour par jour.

N'est-ce pas l'un des plus grands signes de ce temps? les fils ne suivent plus les traces de leurs pères; les premiers n'acceptent plus l'héritage moral des seconds, hormis dans le scepticisme; le fils du conventionnel est royaliste, celui de l'impérialiste a perdu le sens national de l'empire. Que veut dire cette disparition volontaire de l'héritage moral? Celui qui ne voit pas dans ce fait un symptôme extraordinaire, quel avertissement du ciel pourra l'obliger de réfléchir?

La vérité qui m'a toujours servi à m'orienter est celle-ci : tout ce qui se passe dans le monde religieux a son reflet dans le monde politique. Je n'ai encore trouvé aucune exception à cette loi; elle se confirme de nos jours avec une force qui doit frapper tout esprit. Depuis que le catholicisme a déclaré qu'il s'identifie avec le jésuitisme, quoi de plus satisfaisant pour la raison que de voir les formules compliquées d'Ignace de Loyola devenir l'âme de la vieille Europe, et la police changée en un objet d'enthousiasme si sincère qu'il est presque religieux? Au spectacle de cette parfaite conformité des faits avec l'idée qui les régit, j'éprouve quelque chose de la satisfaction que doit éprouver le géomètre qui voit la formule algébrique suivie par la mécanique céleste.

Il y a deux systèmes d'idées où la contre-révolution peut se défendre; mais je remarque que, pour les trouver dans leur entier, il faut sortir de France.

Le premier est le système catholique. Il devait naturellement avoir son organe en Espagne. M. Donoso Cortès a eu l'honneur de personnifier ce système, que j'ai déjà moi-même résumé ci-dessus : Ramener l'Europe à l'unité religieuse; ce qui implique, avant tout, la conversion volontaire ou forcée des États protestants, et aboutit à cette suite de corollaires : unité de l'Église, jésuitisme, absolutisme universel. C'est là une situation logique où l'ancienne société peut se réfugier pour essayer du moins de soutenir les assauts de la société nouvelle.

Et peut-être ne connaît-on pas assez tout ce que l'on pourrait trouver de force en s'enfermant dans le tombeau d'un vieux monde. Se faire de l'unité de l'Eglise un rempart contre toutes les révoltes de l'avenir, évoquer tous les ossements du passé, qui sait ce qu'une pareille décision pourrait produire? Mais il faudrait que cette situation fût prise hardiment, sans perdre un seul jour, qu'aucune capitulation ne pût avoir lieu avec aucun des éléments du présent; il faudrait surtout un grand fonds de confiance de la part de ceux qui font cet appel à la mort. Or, si ce système répond à la première de ces conditions, il ne répond malheureusement pas à la seconde. Au moment même où son auteur le conseille à l'Europe, il avoue qu'il en croit la défaite inévitable (1), quoi qu'on fasse.

[1] « Tout annonce une crise prochaine et funeste, un cataclysme « comme jamais les hommes n'en ont vu... Aujourd'hui en Europe,

Tout bien considéré, il ne s'agit donc dans ce plan proposé pour l'ancienne société, que de disparaître avec plus d'éclat et de logique ; ce qui doit naturellement conduire à rechercher s'il n'existe pas un moyen plus sûr de vaincre la révolution.

Ce second système est celui de la Russie. Identifier le principe de l'autorité religieuse avec celui de l'autorité politique, réunir dans la même tête le pape et l'empereur, séculariser l'Église et la confondre avec l'État ; joindre au fanatisme du prêtre la toute-puissance du roi absolu, mettre par la réunion de ces deux légitimités dans la main du czar la plus grande concentration de force qui se soit encore montrée, et tourner cette double puissance contre la révolution française, telle est la machine de guerre qui peut être opposée à la logique de la démocratie.

En face de ces deux systèmes, quel sera le nôtre, soit qu'ils se présentent tous deux ensemble, soit qu'ils agissent isolément ?

Dans le premier cas, à un catholicisme convaincu et logique qui marche tout armé opposerez-vous un catholicisme de convention, mutilé d'avance par la tolérance pour les autres cultes ? Personne ne peut le soutenir. Si vous entrez dans la logique de votre adversaire, il faut accepter le catholicisme tout entier avec ses déductions politiques ; ce qui équivaut à la contre-

« toutes les voies, même les plus opposées, conduisent à la perdition. » Discours à la Chambre des députés d'Espagne.

révolution, sans nulle résistance de la part de la démocratie.

Dans le second cas, que ferez-vous? Lorsque s'ébranlera le principe de l'autorité russe fondé sur l'unité de la religion nationale et de la souveraineté politique, au nom de quelle autorité morale vous armerez-vous? A la prétention de l'universalité de l'Église russe, répondrez-vous par la même prétention de l'Église catholique? Mais voyez ce qui vous menace, si vous vous abritez derrière cette Église? Sur tous les grands champs de bataille, depuis trois siècles, le principe catholique a été vaincu; au XVIe siècle par la réformation dans la guerre de Trente ans, au XVIIIe par la philosophie dans les guerres de la Révolution française. Il le serait infailliblement de nouveau par l'Église russe; car celle-ci, outre qu'elle se présente dans la lutte avec la même ambition d'orthodoxie, a fait divorce avec le moyen âge.

Si, pour maîtriser l'essor d'enthousiasme et de domination qui saisit peu à peu la race slave, la France se barricadait dans le système de l'Église du moyen âge, nul ne peut douter du résultat. D'un côté, l'entraînement de toute une race d'hommes vers l'avenir; l'enthousiasme et le fanatisme de l'inconnu; l'esprit moderne qui, chaque jour, sécularise l'Église russe; de de l'autre, le moyen âge sans l'énergie de la foi; la retraite précipitée, désordonnée de la Révolution française dans le système gothique; l'imitation et la routine du passé; ici le czar, là Pie IX; des deux parts la même

accusation de schisme et d'hérésie; qui n'avouera que dans cette situation sans vérité la France serait irrévocablement perdue?

Au slavisme du czar opposer le latinisme du pape; à la secte grecque, la secte romaine? Y songez-vous? La supériorité du système russe sur le système catholique, c'est qu'il fait sa part à l'esprit moderne par l'abolition de la caste sacerdotale, et par l'identification du pouvoir religieux et du pouvoir civil. La Russie a pris cette avance sur l'Occident qu'elle a détruit la caste dans la religion. Ce progrès seul oblige la France de s'élever d'un degré nouveau dans l'échelle sociale.

Depuis 1848, la France s'est donnée comme puissance sectaire; elle s'est liée par une chaine d'airain aux destinées de la papauté romaine. Comme ces Gaulois qui succédaient à une place de bataille où ils étaient frappés de mort l'un après l'autre, on a vu divers peuples frappés dans cette même position. D'abord, l'Italie a couvert de son corps la papauté, l'Italie a été effacée du rang des peuples. Plus tard, l'Espagne a pris la place de l'Italie; l'Espagne a été brisée à son tour; alors, est venue la Pologne catholique, le même coup l'a frappée. Aujourd'hui, la France prend, à Rome, la place encore chaude de ces cadavres de peuples; elle accepte la même situation, elle l'a revendiquée par la force. C'est bien. Faibles patriotes que nous sommes, pourquoi contrarier cette nation si elle veut ajouter son hécatombe à l'hécatombe de tant de peuples?

J'ai peur seulement que vous ne preniez pas assez la mort au sérieux. Vous comptez sur vos doigts les peuples qui sont tombés à la même place et pour la même cause. Vous mesurez exactement leurs tombes et vous dites : C'est moi qui ai fait celle-ci, elle est la plus profonde. Cette autre n'est que commencée, pour qui est-elle préparée? Je pourrais la combler; mais, après tout, qu'importe? ils renaîtront demain ou après-demain.

Prenez garde! c'est se consoler trop tôt. Si l'on ôtait ainsi le sérieux à la mort sociale, quel peuple lutterait désormais avec acharnement, et sans capituler, pour défendre sa nationalité? L'histoire est moins cérémonieuse; elle retient pesamment dans le tombeau ceux qu'elle ensevelit; et, par là, elle enseigne à ceux qui survivent encore, qu'ils aient à bien veiller sur eux-mêmes. Je ne dis pas que les peuples catholiques, terrassés aujourd'hui, ne puissent ressusciter plus tard. Je l'espère, au contraire. Je dis seulement que cela ne s'est pas encore vu, qu'aucun n'a pu renaître et refleurir; et j'ajoute qu'il est imprudent de tant se fier aux complaisances de la défaite.

Aujourd'hui la démocratie n'a contre elle en France qu'un rideau de contre-révolution sans système, sans unité, sans puissance; d'où il suit qu'elle est assurée de l'emporter, puisque ses adversaires n'ont pu parvenir à mettre le pied sur un terrain solide. Dégagé de toute inquiétude à cet égard, sa grande préoccupation doit être de se préparer à régner.

En face d'un principe gothique, elle peut impunément chercher sa bannière; mais, le lendemain de son avénement, il faut qu'elle soit formée d'avance; car elle trouvera, en face d'elle, un système véritable et tout armé de contre-révolution. Ce sera le système russe. Là, commencera véritablement le combat.

Qui ne voit par là que, pour résister à la menace toujours pendante de l'orthodoxie universelle et russe, la nationalité française aura besoin, dans le péril, de se réfugier dans une orthodoxie plus universelle que celle de l'Église grecque et de l'Église romaine, c'est à dire qu'elle ne pourra vaincre qu'à la condition de sortir de tout esprit de secte, de déployer une bannière, acceptée à la fois par le Latin, le Grec, l'Allemand, le Slave, c'est à dire par l'humanité même?

Ainsi se retrouve en terminant, la question par laquelle j'ai commencé : Qu'est-ce qu'une religion? Conformément à tout ce qui précède, je réponds : c'est l'idéal vers lequel tend une nation et qu'elle réalise de plus en plus dans ses institutions civiles; c'est la substance dont vivent les générations diverses d'une même race d'hommes. Un peuple qui perdrait l'idée de Dieu, perdrait par là même tout idéal. Je ne m'explique pas sur quoi il pourrait continuer à orienter sa marche.

Il est plus difficile que l'on ne croit de découvrir ce que l'on appelle l'athéisme; il n'a pu se développer ni se réaliser sur aucune échelle sociale dans le passé.

Je crois qu'un peuple réellement athée, c'est à dire privé de toute relation avec la vie universelle, périrait

par la famine morale, comme un peuple qui s'enfoncerait trop avant dans le désert y périrait de soif (1).

Toutefois, le monde ne fera plus de révolutions religieuses dans l'ancien sens du mot. Pourquoi cela? Il n'en a plus besoin. Chacun a conquis la liberté du vote intérieur dans la cité divine. A quoi bon désormais une émeute dans l'infini?

Après la réformation qui de chaque homme a fait un pape, l'idée de soumettre la conscience religieuse à une autorité extérieure, c'est à dire à un sacerdoce, ne peut plus émouvoir l'humanité. Voilà pourquoi aucun mouvement ne se produira plus parmi les hommes pour substituer à un clergé ancien un clergé nouveau.

Dans les pays catholiques, lorsqu'on cesse de croire, on ne cesse pas pour cela de regretter l'autorité qui pesait sur la conscience. Les plus affranchis croient longtemps que c'est une condition anormale que ce droit de chacun substitué au principe de l'ancienne autorité. Par la longue habitude d'une conscience en tutelle, on appelle désordre, la nécessité où chacun se trouve de se diriger lui-même dans le monde religieux et moral. Il arrive ainsi que la liberté de conscience est n'acceptée que comme un pis-aller. Les hommes qui ne croient plus attendent impatiemment qu'il se

(1) On remarquait l'autre jour que les peuples sauvages d'Amérique meurent avec leurs fétiches, si après avoir cessé de croire en eux, ils ne peuvent les remplacer par un idéal supérieur. Ceci est vrai de tous les peuples, et des policés encore plus que des sauvages.

forme un nouveau système auquel ils soient contraints d'obéir et qui les débarrasse du fardeau de leur liberté; car ils la considèrent comme une transition entre deux autorités également indiscutables, celle du passé dont ils ne veulent plus et celle de l'avenir qu'ils implorent.

Les enfants qui commencent à marcher croient aussi ne pouvoir se passer de la lisière. Ils la regrettent, ils la redemandent en pleurant. Vous la leur refusez; peu à peu ils apprennent à se tenir debout.

Vous voulez bien, dites-vous, accepter d'être libres jusqu'au moment où le vrai système d'autorité religieuse sera découvert. Chacun alors, ajoutez-vous, sera tenu de soumettre sa conscience à cette sublime orthodoxie. C'est à dire apparemment qu'après s'être affranchi du catholicisme, on tient en réserve les tenailles et les bûchers pour le moment où sera découvert le catholicisme nouveau. Vaine illusion d'un souvenir! Vous êtes libres et le resterez, malgré vous. Nul ne pourra vous remplacer désormais dans le gouvernement de votre conscience. Vous êtes responsables, vous redemandez vos chaînes? Elles sont rompues.

O le curieux spectacle que tant d'esprits étonnés de n'être plus en esclavage! Ils se retournent, ils voudraient au moins emporter leurs fers pour s'en accommoder à la prochaine occasion. Mais non! La liberté intérieure a été proclamée jusqu'au fond des abîmes! Les esprits sont libres; ils redemandent d'être remis en tutelle, ils ne l'obtiendront pas.

Certes, il t'était commode d'avoir une autorité qui

pensait, priait pour toi. Déjà tu voudrais t'en reformer une autre pour lui donner en dépôt ta pensée, ta conscience; va! nul ici-bas, que toi-même, n'aura plus la responsabilité de ton cœur. Porte-le jusqu'au bout sans fléchir.

Après dix-huit cents ans de servage, voilà l'homme bien embarrassé de se trouver roi absolu du monde spirituel. Déjà, il songe à abdiquer et à prendre la tonsure. C'est en vain ! Il est forcé d'être libre. Enchaîné sur le trône des esprits, il est contraint de régner.

On demande ce que c'est que le socialisme. D'après les principes établis plus haut, je crois pouvoir le dire. Tous les peuples l'ont connu. Le socialisme est une religion qui s'incarne dans les institutions civiles et politiques.

Quand le dogme de Brahma s'est réalisé par les castes dans les institutions civiles, c'était le socialisme indien;

Quand le dogme de Jéhova s'est réalisé par l'abolition des castes dans les institutions de Moïse, c'était le socialisme hébraïque;

Quand les plébéiens osèrent demander de participer à la religion des nobles, et d'avoir en conséquence le droit de former comme eux des mariages et des familles légitimes, ce fut le scandale de l'antiquité romaine, et le premier pas fait dans le socialisme païen.

Quand le dogme du Coran s'est réalisé par l'égalité radicale dans les institutions civiles des Arabes, c'était le socialisme mahométan.

Quand le dogme de l'Église romaine s'est réalisé dans les institutions par le servage, par la féodalité, par la monarchie de droit divin, par l'absolutisme, par l'inquisition civile et politique, c'était le socialisme catholique.

Aujourd'hui, le christianisme universel tend à se réaliser par la liberté, par l'égalité, par la fraternité, par la sanctification du travail, dans les institutions civiles; c'est ce qui s'appelle le socialisme de l'humanité moderne.

Il y a des religions qui, dès leur apparition, se sont incarnées dans les institutions, par exemple le Coran. Toutes ses conséquences sociales ont été immédiatement réalisées chez les Arabes. Le socialisme mahométan a été contemporain de Mahomet.

Il y a des religions, au contraire, dont l'idéal reste longtemps suspendu dans les cieux avant de pénétrer les choses humaines; témoin le christianisme. Pendant dix-huit cents ans on l'a considéré comme un idéal étranger à la terre.

Quand un idéal religieux se précipite du haut des dogmes dans les faits sociaux, aucune puissance de la terre ne peut empêcher son travail de s'accomplir.

Voyez dans le centre du globe ce minéral se former d'après la loi géométrique du polyèdre. Qui lui a enseigné cette loi dans les ténèbres? Qui la lui a révélée? Pourtant il la suit aveuglément; et non seulement il y obéit, mais aucune puissance au monde n'est capable de l'en distraire un moment. Que pourraient tous les

rois absolus pour empêcher cette loi de cristallisation de s'accomplir dans un coin quelconque de la nature? De même qui sera assez fort pour empêcher la société moderne de s'ordonner sur le plan de son idéal religieux?

Voilà pourquoi on voit la démocratie grandir par ses échecs autant que par ses victoires, par ses fautes autant que par ses combinaisons les meilleures : elle ne réussirait pas à se détruire quand même elle y serait tout occupée. L'homme ne peut plus rien à une telle œuvre pour la contrarier.

Les défaillances, les craintes, les exaltations, les fautes, les haines, les sympathies, les menaces, les bons et mauvais calculs, tout cela est secondaire; quand les choses sont arrivées à ce point que le principe d'une religion commence à se répandre dans les faits, ou seulement quand ces questions sont posées, tout est décidé. Il n'y a plus lieu ni de craindre ni d'espérer. Ce que vous craignez et ce que vous espérez, tenez-le déjà pour accompli; il l'est en effet!

S'il est vrai que quelques uns en soient arrivés là de croire que l'invasion de la France empêcherait la transformation qu'ils craignent, je veux leur montrer en un mot qu'ils sont aussi insensés que criminels. Il y eut aussi des Romains qui se prirent à espérer dans les Goths, les Vandales, pour sauver le vieux monde. Ceux-ci arrivèrent; pas une pierre ne resta debout. De même il est certain que si l'invasion russe, suspendue sur l'Occident, finissait par s'y précipiter et se

consommer, pas une pierre de la société actuelle ne survivrait.

L'invasion de la France, c'est la disparition du système des nationalités. Celles-ci retranchées de l'humanité actuelle, qui peut dire ce qui en resterait? Otez la patrie, je vois disparaître la famille, et avec elle, jusqu'au dernier vestige du droit sur lequel le monde a vécu jusqu'ici. Le vainqueur disparaîtrait bientôt luimême dans l'énormité de sa victoire.

Jusqu'à ce jour, ces deux idées, patrie, famille, ont été corrélatives; la première n'a jamais disparu que la seconde n'ait été atteinte.

L'esclave, qui n'a plus de patrie, n'a plus de famille.

O blasphème! Faut-il que ma plume écrive ces mots! Si l'anéantissement de la patrie française pouvait se consommer jamais, tout serait englouti dans cette mort. Ce seraient vraiment alors les funérailles d'Achille; l'ancien monde tout entier serait immolé sur ce tombeau!

FIN DU TOME PREMIER.

TABLE DES MATIÈRES.



